



Strasbourg, 2 May / mai 2019

CEP-CDCPP (2019) 3BiL.

[This document will be completed on receipt of contributions]

[Ce document sera complété à la réception des contributions]

**COUNCIL OF EUROPE
EUROPEAN LANDSCAPE CONVENTION
10th COUNCIL OF EUROPE CONFERENCE ON
THE EUROPEAN LANDSCAPE CONVENTION**

Addresses from States participating in the Conference

**CONSEIL DE L'EUROPE
CONVENTION EUROPEENNE DU PAYSAGE
10^e CONFERENCE DU CONSEIL DE L'EUROPE SUR
LA CONVENTION EUROPEENNE DU PAYSAGE**

Communications des Etats participant à la Conférence

Part / Partie I

**States Parties to the Convention: public policies for the implementation of
the Convention at national, regional and local level**

*Etats Parties à la Convention : politiques publiques pour la mise en œuvre de
la Convention aux niveaux national, régional et local*

Part / Partie II

Observer States / Etats observateurs

Council of Europe / *Conseil de l'Europe*

Palais de l'Europe, Strasbourg

6-7 May/mai 2019



Summary

The Representatives of Member States of the Council of Europe, Parties to the European Landscape Convention, other member States of the Council of Europe and Observer States are invited to send a written version of the address they would like to deliver on the occasion of the 10th Council of Europe Conference on the European Landscape Convention (3 min) to the Secretariat of the Council of Europe of the European Landscape Convention (mails: maguelonne.dejeant-pons@coe.int; susan.moller@coe.int).

Résumé

Les Représentants des Etats membres du Conseil de l'Europe, Parties à la Convention européenne du paysage, les autres Etats membres du Conseil de l'Europe et les Etats observateurs sont invités à faire parvenir le texte écrit de l'intervention orale (3 min) qu'ils souhaiteraient faire à l'occasion de la 10^e Conférence du Conseil de l'Europe sur la Convention européenne du paysage au Secrétariat du Conseil de l'Europe de la Convention européenne du paysage (maguelonne.dejeant-pons@coe.int; susan.moller@coe.int).

*

	Part / Partie I. Member States of the Council of Europe, Parties to the Convention / Etats membres du Conseil de l'Europe Parties à la Convention		Part / Partie II. Member States of the Council of Europe Observers / Member States of the Council of Europe Observateurs
		1	Albanie / Albania
1	Andorra / Andorre		
2	Armenia / Arménie		
		2	Austria / Autriche
3	Azerbaijan / Azerbaïdjan		
4	Belgium / Belgique		
5	Bosnia and Herzegovina / Bosnie-Herzégovine		
6	Bulgaria / Bulgarie		
7	Croatia / Croatie		
8	Cyprus / Chypre		
9	Czech Republic / République tchèque		
10	Denmark / Danemark		
11	Estonia / Estonie		
12	Finland / Finlande		
13	France		
14	Georgia / Géorgie		
		3	Germany / Allemagne
15	Greece / Grèce		
16	Hungary / Hongrie		

		4	Iceland / Islande
17	Ireland / Irlande		
18	Italy / Italie		
19	Latvia / Lettonie		
		5	Liechtenstein
20	Lithuania / Lituanie		
21	Luxembourg		
		6	Malta / Malte
22	République de Moldova / Republic of Moldova		
		7	Monaco
23	Montenegro		
24	The Netherlands / Pays-Bas		
25	Norway / Norvège		
26	North Macedonia / Macédoine du Nord		
27	Poland / Pologne		
28	Portugal		
29	Romania / Roumanie		
		8	Russian Federation / Fédération de Russie
30	San Marino / Saint Marin		
31	Serbia / Serbie		
32	Slovak Republic / République Slovaquie		
33	Slovenia / Slovénie		
34	Spain / Espagne		
35	Sweden / Suède		
36	Switzerland / Suisse		
37	Turkey / Turquie		
38	Ukraine		
39	United Kingdom / Royaume-Uni		
	[Non Member States of the Council of Europe Parties to the Convention / Etats non membres du Conseil de l'Europe Parties à la Convention]		Part / Partie III. Non Member States of the Council of Europe Observers / Etats non membres du Conseil de l'Europe Observateurs
		1	Canada / Canada
		2	Holy See / Saint-Siège
		3	Japan / Japon
		4	Mexico / Mexique
		5	United States of America / Etats Unis d'Amérique
		6	Belarus / Bélarus
		7	Israel / Israël

*

PART / PARTIE I

**MEMBER STATES OF THE COUNCIL OF EUROPE,
PARTIES TO THE CONVENTION /
ETATS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE
PARTIES A LA CONVENTION**

1	Andorra / Andorre
2	Armenia / Arménie
3	Azerbaijan / Azerbaïdjan
4	Belgium / Belgique
5	Bosnia and Herzegovina / Bosnie-Herzégovine
6	Bulgaria / Bulgarie
7	Croatia / Croatie
8	Cyprus / Chypre
9	Czech Republic / République tchèque
10	Denmark / Danemark
11	Estonia / Estonie
12	Finland / Finlande
13	France
14	Georgia / Géorgie
15	Greece / Grèce
16	Hungary / Hongrie
17	Ireland / Irlande
18	Italy / Italie
19	Latvia / Lettonie
20	Lithuania / Lituanie
21	Luxembourg
22	République de Moldova / Republic of Moldova
23	Montenegro
24	The Netherlands / Pays-Bas
25	Norway / Norvège
26	North Macedonia / Macédoine du Nord
27	Poland / Pologne
28	Portugal
29	Romania / Roumanie
30	San Marino / Saint Marin
31	Serbia / Serbie
32	Slovak Republic / République Slovaquie
33	Slovenia / Slovénie
34	Spain / Espagne
35	Sweden / Suède
36	Switzerland / Suisse
37	Turkey / Turquie
38	Ukraine
39	United Kingdom / Royaume-Uni

*

1. ANDORRA / ANDORRE

M. Marc ROSSEL SOLER, Directeur général, Gouvernement de l'Andorre, Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et du Développement Durable, Département de l'Environnement et du Développement durable

**Note de l'Andorre sur la récente approbation de la Loi sur la conservation
du milieu naturel, la biodiversité et le paysage**

Conformément à l'article 31 de la Constitution de la Principauté d'Andorre, il correspond à l'État de veiller à l'utilisation rationnelle du sol et de toutes ses ressources naturelles afin de garantir la qualité de vie des citoyens et de maintenir pour les générations futures un équilibre écologique rationnel de l'atmosphère, de l'eau et de la terre et défendre la flore et la faune autochtones.

Dans le respect de ce mandat constitutionnel, le Parlement a approuvé le 7 février 2019, la Loi sur la conservation du milieu naturel, de la biodiversité et du paysage (*voir Annexe au présent document CEP-CDCPP (2019) 3Bil.*).

La protection du milieu naturel, en général, et du patrimoine naturel, en particulier, de la part des pouvoirs publics, qui a débuté à la fin du XIXe siècle avec les premières interventions pour la défense des forêts et du paysage, a une longue tradition dans le monde occidental.

Au niveau européen et international, les conventions relatives à la protection de la nature se sont multipliées ; la Principauté d'Andorre y a adhéré au fur et à mesure que les stratégies et les politiques permettant d'atteindre les objectifs fixés dans les susdites conventions se sont développées.

La loi, entrée en vigueur le 28 février 2019, s'inspire et développe principalement la Convention de Berne relative à la vie sauvage en Europe, qui est entrée en vigueur en Andorre le 1er février 2001, la Convention européenne du paysage qui est entrée en vigueur en Andorre le 1er juillet 2012, et la Convention sur la diversité biologique qui est entrée en vigueur en Andorre le 5 mai 2015.

La Principauté d'Andorre dispose déjà d'une réglementation de la protection de la nature. La Loi sur la protection du patrimoine culturel-naturel, du 9 novembre 1983 a contribué à la conservation de la nature. Dans ce cadre-là, il est aussi à remarquer la création du Parc Naturel de la Vallée du Sorteny en 1999 et du Parc Naturel des Vallées du Comapedrosa en 2003. De même, en 2003 est adoptée la déclaration institutionnelle pour la protection, l'usage et la gestion durable de la Vallée du Madriu-Perafita-Claror, espace qui a été inclus en 2004 sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO dans la catégorie des biens culturels dans la modalité de paysage culturel.

En outre, à partir de l'adhésion d'Andorre, en 2012, à la Convention de Ramsar, relative aux zones humides, ces trois espaces ont été désignés comme Zones Humides d'importance internationale - lieux Ramsar – avec une superficie de près de 7.000 hectares. Ces trois espaces représentent plus du 14% du territoire d'Andorre. Les zones humides sont aussi prises en compte dans les articles 42 et 45 de la Loi générale d'aménagement du territoire et d'urbanisme de l'an 2000 en tant que zones de protection des eaux.

Il faut dire que les instruments de protection du milieu naturel ont évolué notablement envisageant la protection dans une perspective large et complexe. Ces instruments concilient les mesures de conservation *in situ* des habitats et des espèces avec l'adoption de mesures complémentaires *ex situ*. Ainsi, sont pris en compte les trois niveaux principaux de la biodiversité, à savoir, les espaces (habitats), les espèces et les individus (gènes), prenant également en considération leurs interrelations. Cette nouvelle Loi utilise cette méthodologie moderne de protection du milieu naturel, conformément aux principes fixés par la Convention sur la diversité biologique.

L'Andorre a développé des plans et des stratégies dans différents domaines qui permettent le maintien et l'amélioration de la qualité du milieu naturel et de la biodiversité dans le pays. Il s'agit, entre autres, du Plan d'Assainissement des Eaux qui a permis de récupérer la qualité des fleuves atteignant un 81% des stations de mesure avec une qualité excellente et bonne. Il faut citer également le Plan National des Déchets qui a permis la mise en place d'une gestion plus rationnelle des déchets générés en Andorre avec des résultats comparables aux moyennes européennes.

Les stratégies nationales comme celle du paysage, approuvée en 2012, ou celle de la biodiversité, approuvée en octobre 2016, s'inscrivent pleinement dans le cadre de la présente loi qui les définit et leur donne un cadre légal.

Il est également à signaler l'élaboration de multiples études sur la faune et la flore du pays et l'ensemble de la législation déjà existante en matière de chasse, de pêche, de protection du milieu aquatique, de protection de la faune et de la possession d'animaux, entre autres.

Concernant les masses forestières, qui occupent plus du 40% de la superficie du pays, on leur accorde une multifonctionnalité aussi bien au niveau environnemental qu'économique en raison de leur fonction productrice et régulatrice du cycle biologique, leur fonction de réservoir de la biodiversité, leur fonction protectrice des sols face à l'érosion, ainsi qu'une fonction sociale dans des aspects comme les loisirs et le paysage.

Dans le domaine plus général de la préoccupation mondiale pour le changement climatique, la présente loi reconnaît les masses forestières comme le principal puits de gaz à effet de serre d'Andorre et conseille de les gérer en tant que tels afin de répondre aux obligations mondiales dérivées de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique et l'Accord de Paris auxquels l'Andorre a adhéré.

Il faut insister sur le fait que l'Andorre a vécu depuis toujours, et encore aujourd'hui, des actifs de son milieu naturel, aussi bien en ce qui concerne l'agriculture que, plus récemment, le secteur tertiaire, et plus concrètement le tourisme qui représente 60% du PIB et qui se nourrit, en bonne mesure, des ressources de nos montagnes.

La biodiversité, en particulier, et le patrimoine naturel de manière plus générale, doivent être conservés pour leur valeur intrinsèque, pour leur beauté et pour les services environnementaux qu'ils procurent, prenant en considération les valeurs éthiques et esthétiques qu'ils apportent à la société et à leur importance vitale pour la continuité de l'existence de la vie sur notre planète.

Pour cela, la présente Loi est le fruit d'une action réglementaire décidée en faveur du milieu naturel, cohérente avec les mandats de la Constitution et respectueuse des compétences des communes

(*Comuns*) qui homologue la Principauté d'Andorre avec les exigences de la communauté internationale en matière de conservation de l'environnement.

La Loi est structurée en huit titres, soixante-un articles, une disposition transitoire, une disposition dérogatoire et deux dispositions finales.

Le titre I définit l'objet de la Loi, le glossaire de ses termes ainsi que les principes généraux qui doivent guider l'action des administrations en matière de conservation du milieu naturel, de la biodiversité et du paysage.

Le titre II développe la Stratégie nationale de la biodiversité d'Andorre, qui est l'instrument de planification stratégique et de coordination en matière de conservation du milieu naturel et de la biodiversité. Il établit également la Commission de coordination et de développement de la Stratégie nationale de la biodiversité d'Andorre comme un organe consultatif et de coordination entre le Gouvernement, les Communes (*Comuns*) et la société civile.

Le titre III établit les principes d'action à appliquer pour la conservation de la biodiversité aussi bien au niveau génétique que des espèces et aussi des habitats prioritaires. Des mesures pour préserver la santé des personnes et de l'environnement sont introduites, telles que la possibilité de diminuer ou d'interdire des produits chimiques nocifs, prenant en considération les préjudices graves que ces produits peuvent avoir sur les insectes pollinisateurs et, par conséquent, sur une bonne partie de la production alimentaire de la planète. La Loi prévoit la création d'un système informatique de rassemblement des données concernant la biodiversité comme mécanisme de classement des espèces de la Principauté d'Andorre. Par ailleurs, les différentes catégories d'espèces sont établies et réglées selon leur régime de conservation. Dans ce titre sont rassemblés les aspects qui concernent aussi bien la faune que la flore. Par rapport à la conservation des espèces protégées de la faune, la présente loi se réfère à la Loi sur la possession et la protection des animaux et la complète avec les normes de conservation applicables aux espèces animales qui sont classées au moins comme espèces menacées.

Le titre IV règle les espaces naturels protégés. Le premier chapitre définit et classe les différents espaces naturels protégés, et établit les catégories suivantes : les parcs naturels, qui peuvent être nationaux ou communaux, les réserves naturelles et les monuments naturels et prévoit la création d'espaces naturels protégés transfrontaliers. Le deuxième chapitre fixe la procédure de gestion et de déclaration des parcs et des réserves naturelles, ainsi que les axes essentiels de leur gestion. Finalement, le troisième chapitre prévoit le système de planification des parcs et des réserves naturelles.

Le titre V règle la gestion des masses forestières de la Principauté. Les plans de gestion forestiers communaux sont établis comme les instruments basiques pour leur réglementation, pour prévenir la fermeture de la végétation et, tenant en compte la fonction des masses forestières dans la lutte contre le changement climatique, pour garantir leur conservation comme puits de carbone dans la ligne des dispositions de la communauté internationale, les faisant compatibles avec l'ensemble de leurs fonctions.

Le titre VI règle la protection, la gestion et l'aménagement du paysage conformément aux principes de la Convention européenne du Paysage et établit la Stratégie Nationale du Paysage comme cadre de préservation du paysage d'Andorre.

Ce titre définit effectivement la Politique nationale du paysage, reconnaît le paysage comme une composante essentielle de l'environnement et du bien-être individuel et collectif des habitants de la Principauté d'Andorre, comme l'expression de la diversité de leur patrimoine commun naturel et culturel, et comme base de leur identité.

Ce titre prévoit que l'intervention des administrations et de la citoyenneté doit être orientée vers la préservation du paysage de la Principauté et la conservation des environnements agricoles et urbains, y compris les paysages quotidiens et dégradés, conformément aux principes du développement durable. Dans ce sens-là, les interventions des administrations doivent veiller à la sensibilisation de la société civile par rapport à la valeur du paysage, à son rôle et à sa transformation.

La Loi donne un cadre juridique à la Stratégie nationale du paysage, approuvée par le gouvernement en 2012 (instrument de protection, de gestion et d'aménagement du paysage), avec la participation des communes et des représentants économiques et sociaux. La Stratégie suit les principes et objectifs de la Convention européenne du paysage.

Le 19 avril 2016, la ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et du Développement durable, Mme. Sílvia Calvó Armengol a présenté les 22 actions de la Stratégie nationale du paysage pour la période 2016-2020, qui sont actuellement développées.

Dans le titre VII sont réglées les activités professionnelles dans le milieu naturel, les activités de camping, les grandes manifestations, l'accès avec des véhicules motorisés ou roulants et l'exploitation de certaines espèces.

Le titre VIII établit le régime d'inspection et de contrôle des dispositions incluses dans la présente loi, le classement des infractions et des sanctions et le régime répressif en matière de protection du milieu naturel qui, en plus de l'imposition des sanctions opportunes, prévoit l'obligation de la part de l'infacteur de rétablir la situation altérée à son état original, ainsi que l'indemnisation à sa charge des dommages et pertes occasionnés par l'infraction.

2. ARMENIA / ARMENIE

Mr Tigran GALSTYAN, Deputy Minister of Culture of the Government of the Republic of Armenia

3. AZERBAIJAN / AZERBAIJAN

Mr Jeyhun PASHAYEV, Director, State Nature Reserve

Measures taken to protect the environment in the Republic of Azerbaijan

In the last century, the rapid development of all sectors of the economy resulted in the adverse effects of human activity on the environment and the extreme exploitation of natural resources. The preservation of the ecological balance, the rational use of natural resources, the protection of water, soil and atmospheric air from pollution have become universal problems.

Along with demographic growth, issues of concern, such as the sharp increase in consumption of natural resources, resources that could not be remade in the future, have also had an impact on environmentally-related thinking and activities.

In a global ecological crisis, the maintenance of a balance between the economy, society and the environment can only be achieved through the development of a new, environmentally-friendly and economically-viable optimal model – sustainable development.

While each country has a specific environmental strategy and policy line, global goals are aimed at ensuring people live in a healthy environment, protecting and developing the environment's values, and improving the quality of the environment.

State policy aimed at improving the ecological situation is an important part of the country's sustainable development strategy for large-scale work on the solution of environmental problems in Azerbaijan. Ensuring environmental safety, minimising environmental pollution, improving natural resources, meeting alternative energy sources and achieving energy efficiency to meet the needs of present and future generations, assessing national needs for global environmental problems, identifying solutions and expansion of ties with organisations are the main goals of the country's environmental policy.

The country's environmental strategy focuses on the protection of natural resources at national, international and regional level, through the co-ordination of activities in the field of environmental protection, the application of science-based development principles, and the sustainability of the country's economic and human resources.

Azerbaijan adopted the National Programme on Ecological Socio-Economic Development in 2003. In line with the Millennium Development Goal, which is an ongoing Environmental Action Plan, sustainable development principles have been incorporated into state policies and programmes.

Increasing the scale of forested areas in this direction, biodiversity conservation, landscaping of arid lands, protection of the marine environment of the Caspian Sea, reducing negative impacts of climate change, modernisation of hydrometeorological observation systems and the monitoring network, improvement of legislation, international co-operation and increasing the level of environmental awareness of the population have been the main activities.

With a view to the improvement of the ecological condition of the former Iodine-Bromine Plant in Surakhani district; the ecological condition of lands polluted with oil and oil products; the restoration

of the landscape and the ecological condition of the Chukhurdara ponds, the “Inventory and Evaluation of Contaminated Lands in Absheron Peninsula” and other projects are being implemented.

Meanwhile, relevant measures are being taken to manage waste, including plastic waste, and campaign work is underway to organise waste recycling. As a result of intensified afforestation and forest regeneration measures, the forested area has increased to 12% of the country’s territory.

Over the last 17 years, 152,400 hectares of forests and afforestation activities were carried out, and 96,445 million trees were planted. In the lands of the non-forest fund, 5,386 thousand trees were planted in the area of 4,438 hectares. All areas have been provided with drip irrigation systems to ensure the sustainability of greenery projects. Watering is reused from alternative sources of water – from desalinated sea water, as well as from waste water. In addition, it is preferred to plant crops such as olive and other fruit trees.

The total area of specially protected natural areas has been increased from 478,000 hectares to 893,000 hectares in 2003 and brought to 10.3% of the country’s territory (10 national parks, 10 state natural reserves and 24 state nature reserves). In the last 17 years, about 7 billion fish, including sturgeon and golden fish, have been grown in water basins to increase biological resources in water basins. Modern energy security, environmental pollution and global climate changes are the major problems that humanity is concerned about. All States are trying to attract new energy sources to their fuel-energy balance. Unusual energy sources such as wind, sun, biomass, wave, hydrology of small rivers take special place in this race.

The introduction of clean technologies is crucial for solving existing environmental problems in the country in the development of all sectors of the economy. Measures on the use of environmentally-friendly alternative sources of energy to reduce greenhouse gas emissions, energy efficiency in industrial, transport, construction and other sectors are used to attract investments to the “green economy”.

Azerbaijan is highly vulnerable to the impact of climate change and the country is already experiencing negative impacts of climate change – floods, droughts, heat stress and so on, as well as the increase in the number of natural phenomena. This also emphasises the need for adequate adaptation measures. In this regard, a number of major infrastructure projects, such as construction of water reservoirs and power plants, forestry and water projects, provide a diversified development of our country by applying environment-friendly technologies in areas that are vulnerable to climate change.

At the 21st Conference of the Parties to the UN Framework Convention on Climate Change held in Paris in 2015, the Paris Treaty on Global Climate Change for the post-2020 period is a global-level international legal instrument in the fight against climate change. The Paris Agreement aims at enhancing the global response to climate change in the context of efforts to achieve sustainable development through the extension of the Convention’s implementation and poverty eradication.

Taking into consideration its nationalised contribution to the national context of the country, its future development prospects and national interests, Azerbaijan contributes to the initiatives to

mitigate the impacts of global climate change, as compared with the year of 1990, when 35% of gas emissions as a target of maintaining a decrease of%.

Azerbaijan considers global climate change as one of the most difficult challenges facing humanity and supports joint efforts to prevent this problem. Thus, measures have been taken, such as the use of renewable energy sources and energy-efficient technologies in reducing the impact of climate change in Azerbaijan; the use of natural gas in thermal power plants and the use of natural gas, which is a purer fuel; expansion of forest territories; annual reduction of the conventional fuelconsumption, etc. In future, it is expected to continue this activity in various sectors of the economy, which will further increase the national contribution to the effort to reduce the impact on global climate change.

Recent telecommunication systems have been set up to ensure the control of dangerous hydrometeorological phenomena from climate change, the introduction of new technologies in the field of hydrometeorology, modernisation and upgrading of the forecast and an early warning system. The number of automatic meteorological stations has reached 68.

At the same time, the monitoring system has improved and has made significant progress in evaluating and forecasting environmental processes, and the latest generation of automated stations has been set up to conduct continuous monitoring of atmospheric air pollution in Baku: information on the state of atmospheric air is now provided online hourly.

To address existing problems, the Ministry of Ecology and Natural Resources attaches great importance to the expansion of relations with international organisations and donor countries. The United Nations Development, Environment, Industrial Development Programmes, NATO, the Global Environment Facility, the Organisation for Economic Co-operation and Development, the Economic Co-operation Organisation, the World Bank, the Asian Bank, the World Wildlife Fund and others. Co-operation with organisations is underway. At the same time, bilateral agreements with developed countries are being established on the basis of relevant agreements.

Great attention is paid to joining international agreements in the field of environmental protection. So far, the Republic of Azerbaijan has joined 21 convention and signed the relevant protocols.

4. BELGIUM / BELGIQUE

Mme Mireille DECONINCK, Attachée, Service public de Wallonie

Communication de la délégation de la Belgique (REGION WALLONNE)

A l'occasion de la 10^{ème} Conférence du Conseil de l'Europe sur « La Convention européenne du paysage », dont il faut souligner l'intérêt et l'utilité pour l'ensemble des Parties et des organismes représentés, la Région wallonne n'entend pas énumérer de manière exhaustive ses réalisations aux niveaux régional ou local mais bien porter à connaissance quelques actions illustratives de la mise en œuvre de la Convention au cours des deux dernières années. Ces actions s'inscrivent dans la continuité et la complémentarité de celles exposées lors des conférences précédentes.

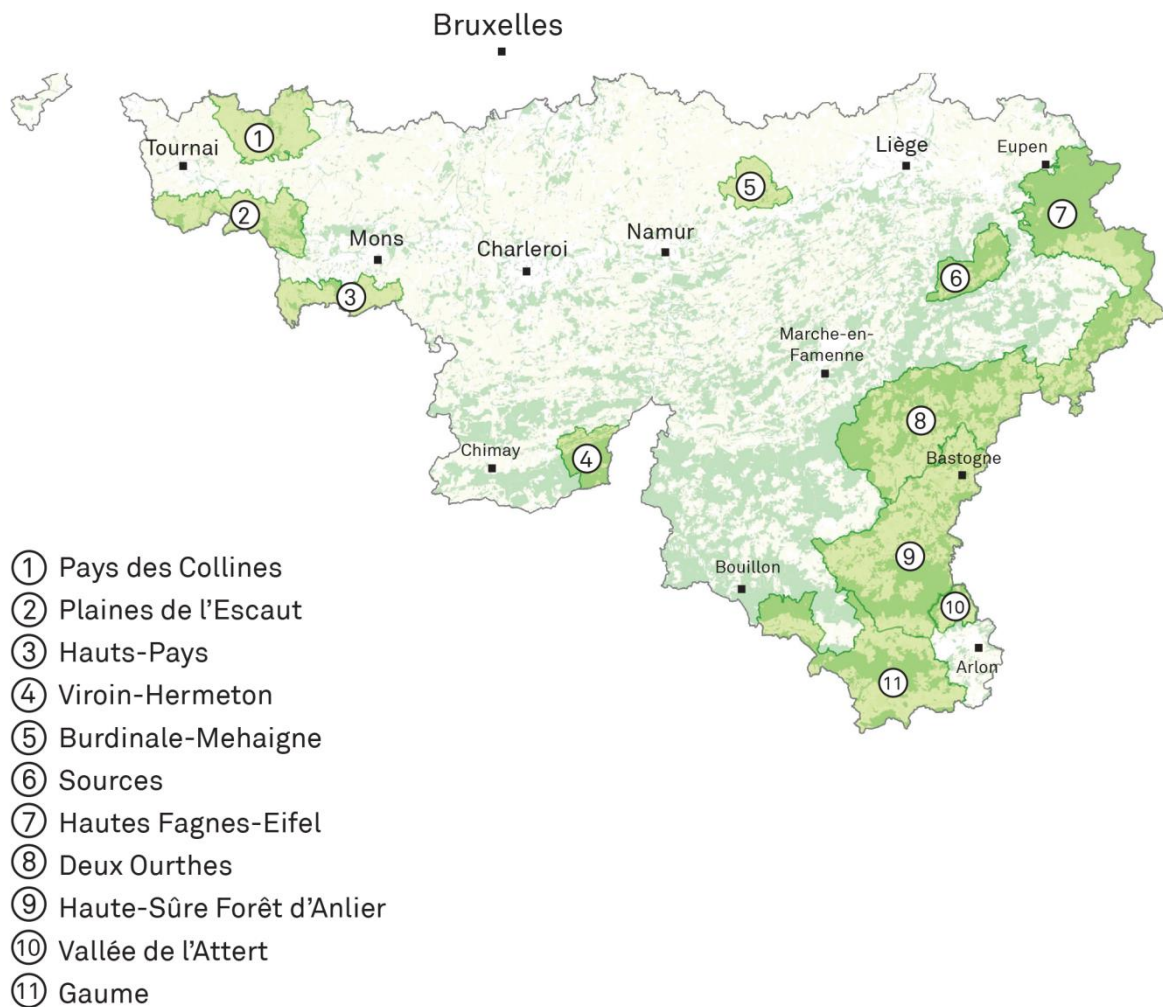
Mesures générales, législation (art.5d)

Le 24 mai 2017, le Gouvernement wallon a adopté l'Arrêté fixant le contenu et les modalités d'élaboration de la charte paysagère des parcs naturels.

La charte paysagère est un nouvel outil introduit par le législateur le 3 juillet 2008, à l'occasion de la révision du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels.

L'article 9 de ce décret stipule en effet « ...*le pouvoir organisateur adopte une charte paysagère dont le contenu et les modalités d'élaboration sont fixés par le Gouvernement. Dès son entrée en vigueur, la charte paysagère fait partie intégrante du plan de gestion. ...* »

Après presque dix ans d'attente, **les onze parcs naturels de Wallonie** élaborent actuellement leur charte paysagère.



L'article 1^{er} de l'Arrêté du Gouvernement wallon définit le contenu de la charte paysagère :

« La charte paysagère est établie pour le territoire du parc naturel et comporte :
1° une analyse contextuelle du paysage;
2° des recommandations;
3° un programme d'actions relatives au paysage... »

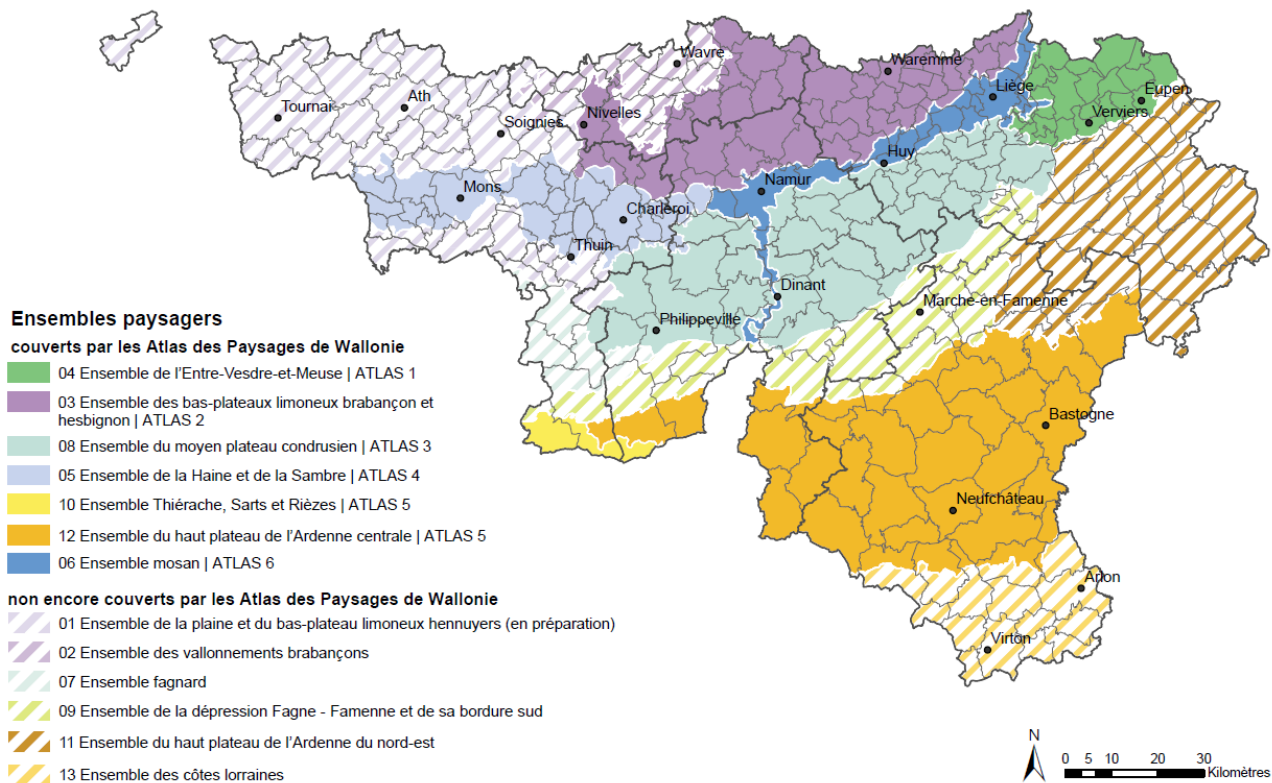
Afin de préciser ce contenu et assurer la cohérence des modalités d'élaborations des chartes paysagères dans les onze parcs naturels, un vade-mecum a été rédigé permettant ainsi une méthodologie commune et partagée.

Ce vade-mecum est consultable et téléchargeable sur le site de la Fédération des parcs naturels de Wallonie <http://www.parcsnaturelsdewallonie.be/medias/medias-brochures/>

Identification, qualification et objectifs de qualité paysagère (art.6C)

L'élaboration des atlas des paysages de Wallonie s'est poursuivie. Un septième volume est actuellement en préparation. Il couvre l'ensemble paysager de la plaine et du bas-plateau limoneux hennuyers.

Communes et ensembles paysagers couverts par les Atlas des Paysages de Wallonie



Cet atlas aborde un ensemble paysager présentant de vastes étendues agricoles où prédominent les grandes cultures offrant souvent de longues vues. Il est traversé par l'Escaut, fleuve stratégique au niveau européen et la ligne TGV reliant Bruxelles à Lille et Paris. Il comporte en son sein trois parcs naturels.


L'ensemble paysager de la plaine et du bas-plateau limoneux hennuyers concerne 13% du territoire de la Wallonie, accueille environ 470.000 habitants et englobe comme principales villes Tournai, Ath et Soignies.


Les atlas des paysages de Wallonie sont consultables et téléchargeables sur le site internet de la CPDT <http://cpdt.wallonie.be>.

10^{ème} Conférence du Conseil de l'Europe sur la Convention européenne du paysage

Strasbourg, 6-7 mai 2019





- ① Pays des Collines
- ② Plaines de l'Escaut
- ③ Hauts-Pays
- ④ Virvin-Hermeton
- ⑤ Burdinale-Mehaigne
- ⑥ Sources
- ⑦ Hautes Fagnes-Eifel
- ⑧ Deux Ourthes
- ⑨ Haute-Sûre Forêt d'Anlier
- ⑩ Vallée de l'Attert
- ⑪ Gaume

2





3



BELGIUM

M. Didier MORAY, Architecte paysagiste, Service public de Wallonie

BELGIUM

Mr Jonas VAN LOOVEREN, Policy Officer, Flanders Heritage Agency

Report on the initiatives of the Flemish Region concerning the implementation of the European Landscape Convention (2017-2018).

In Flanders, as in many other countries, the focus of landscape policy is on the preservation and protection of landscapes with special heritage or natural values. Of course, other sectors with landscape values will also set to work on planning, management or spatial design. But Flanders has still not been able to develop a cohesive and overall landscape policy. In order to achieve the main goal of the Convention, we need to transcend sectoral thinking on landscape, bring together the different principles and strategies and collaborate around common goals.

The road is still long, but we have now taken the right path. There is a growing awareness that the landscape deserves a more prominent place in environmental policy. The landscape is, after all, our living environment. I would like to mention a few important initiatives here, which implicitly or explicitly indicate that the Flemish landscape policy is expanding its scope, is becoming more integrated and is being shaped by means of participation.

In July 2018, the Government of Flanders approved the **Spatial Policy Plan for Flanders**. This plan expresses the strategic policy vision for the future spatial development of Flanders up to 2050. The intention is to make better and more intensive use of the current claim on space¹ in order to reduce the pressure on the open space. In doing so, we also want to focus on a strong identity by building on landscape characteristics and cultural-historical values. It is important that the Spatial Policy Plan for Flanders recognises that both landscape and heritage contribute to spatial quality. To make this contribution concrete, work is currently being carried out on development principles for landscape and heritage.

In Flemish heritage policy, we are formulating future perspectives or **opportunities for the open space in and nearby protected cultural historic landscapes**. In this way we offer a context for linking the essential spatial transitions from the Flanders Spatial Development Policy Plan to a quality relationship with the heritage values of the open space.

In April 2019, the Government of Flanders approved the **Water-Land-Schap land development project**. This project was presented at the *22nd Council of Europe Meeting of the Workshops for the implementation of the Council of Europe Landscape Convention* in Seville (March 2019). For a period of ten years, nearly 10 million euros will be invested in an integrated approach to water-related problems in rural areas. Local partnerships of farmers, local authorities, associations and businesses will now implement the fourteen sub-projects.

I would also like to mention the gradual success of the **immovable heritage master plans**. This new instrument was presented at the *19th Council of Europe Meeting of the Workshops for the Implementation of the European Landscape Convention* in Brno (October 2017). The visions of the

1. The space that is taken up by our settlements (thus for housing, industrial and commercial purposes, transport infrastructure, recreational purposes). Parks and gardens, ecoducts across infrastructures and some hedgerows and banks along (road) infrastructures are also part of the claim on space. The concept of 'claim on space' is based on the definition that the European Commission applies for 'settlement area'.

two pioneering projects (one on standard orchards, the other on marl heritage) were developed through an intensive participation process. They have both been recently approved by the Minister for Immovable Heritage. The plans anchor the care for heritage and landscape values in an approachable way in area-specific policy. These plans are being elaborated in close collaboration with a wide range of stakeholders as well as local populations.

In 2018 we also organised the Belgian preliminary round of the **European Landscape Award**. In this way we participate in the *Landscape Award Alliance*. We have focused considerably on the announcement of the selected project “Wortel- and Merksplas-Colony: a cultural landscape revalued”. In this way we inform and make a broad public aware of landscape values and care in one movement. Wortel- and Merksplas-Colony is also part of the world heritage nomination dossier of the Colonies of Charity, which we presented together with the Netherlands at the last meeting of the World Heritage Committee in Bahrain. We continue to strive, together with our Dutch partners, for the recognition of these typical landscapes as World Heritage Sites. In this way, too, we increase the population's attention for and awareness of the values and qualities of our cultural-historical landscapes.

In December 2018 we organised an inspiring **expert debate** on the European Landscape Convention. Thirty-five participants from around fifteen different organisations talked about a fully-fledged implementation of the Convention. The participants focused on three main themes: cooperation, policy instruments and spatial quality. The debate resulted in constructive proposals. We translated all ideas into three specific wishes for landscape policy in Flanders:

- Wish 1: We want to appoint a landscape ambassador to promote the quality and diversity of the Flemish landscapes. The ambassador has a connecting role and works out a vision with all parties involved for urgent themes such as energy landscapes and water.
- Wish 2: We want to combine knowledge and make it accessible to the general public. We want to develop, for example, a method for area-wide landscape characterisation.
- Wish 3: We want to organise a structural, cross-policy programming, with joint calls for projects and pooled financial resources.

The debate once again showed that Flanders needs an area-wide **landscape characterisation** or at least a methodology to describe, identify and assess all landscapes in Flanders. At the moment we only have an inventory of the most culturally-historically valuable landscapes in the open space, and that is of course not enough. By characterising the landscape in an area-wide manner, it would become clear where the conservation of existing landscape qualities (with or without a heritage component) is at issue and where new landscape qualities must be developed. One characterisation would offer us, as it were, a common language to make the landscape a matter of wide discussion during development and design projects. That is why we are organising a study day on this theme in October 2019.

The election of a new government in May 2019 will provide us with new momentum. We will communicate the ambitions for the landscape expressed during the debate to the next government, so that they can be effectively included in the new coalition agreement. We're working on it!

5. BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Mrs Lamija ABDIJEVIC, Senior Advisor, Cultural Heritage Institute for protection of monuments

Mr Dejan RADOSEVIC, Head of Section, Biological and Technical Affairs, The Republic Institute for the Protection of Cultural, Historical, and Natural Heritage

The most important activities that have been taken to implement the European Landscape Convention in Bosnia and Herzegovina are as following:

- Adoption of strategic documents in the field of environment with integration policy at the state level, with the adoption of an effective mechanism of coordination at the entity level.

Strategy Plan for the sector of rural area for the period 2018-2021 was prepared in co-operation with the Federal Ministry of Agriculture, Water Management and Forestry, Ministry of Agriculture, Forestry and Water Management of Republika Srpska and Department of Agriculture, Forestry and Water Management of the Government of the Brčko District of Bosnia and Herzegovina, with the technical support of the USAID / SIDA (Project FARMA).

Vision of the Rural Sector for the period 2018-2021 referring to certain breakthroughs that will be achieved in the in rural areas BiH:

Improved quality of life in rural areas for all social groups, and especially young people, with insurance adequate environmental protection through more efficient use of available resources, improved product quality and increased level of investment in order to encourage restructuring, modernization, application of innovations and promotion of diversification of the rural economy areas.

Six basic strategic goals for the development of rural areas in Bosnia and Herzegovina for the period 2018-2021 are:

- Insurance income stability and equalization of business environment conditions;
- Increasing the level of investment and the promotion of knowledge transfer and the promotion of innovation;
- Improving the marketability of agro-food products through an increase added value, improving quality and safety standards, and strengthening links within value chains;
- Sustainable management of natural resources and adaptation to climate change;
- Improving the quality of life in rural areas through the realization of new sources income and improvement of physical infrastructure, social inclusion and accessibility public services;
- Improving institutional systems and capacity and harmonizing the legal framework, from rural development, at all levels of government in accordance with the constitutional competencies.
- Implementation of the Action Plan of the Federal Environmental Protection Strategy in accordance with the priorities defined by the Budget Framework of the Federation of Bosnia and Herzegovina and the budget for 2018, where concrete transfers are planned to: help the waste management and technical regulation of landfills; disposal of dangerous waste; establishing institutions (companies) at the federal and cantonal levels for the protection of

certain high-value natural areas; promoting environmental protection and raising public awareness on the environmental protection.

- The development of the institutional framework and legislation including the adoption of new laws and regulations, amendments to existing ones with the aim of harmonizing them with EU regulations for the individual components of the environment: air, water, soil, nature, noise and waste management, and the establishment of the necessary environmental institutions reorganization and rationalization of existing federal agencies.
- National Workshop on the implementation of the European Landscape Convention in Bosnia and Herzegovina - Drawing landscape policies for the future was held in Trebinje, Bosnia and Herzegovina (25-26 January 2018).
- The Assembly of Canton Sarajevo adopted the Law on the Proclamation of the Protected Landscape of Bentbasa, as well as the Law on Establishment of the Cantonal Public Institution for Protected Areas.

Bentbasa is the old part of Sarajevo located along Miljacka River and it is very rich in rare species of plants, and considered as an endemic center.

In the Expert Explanation was stated that the area of Bentbasa contains a high degree of biological, geomorphological and hydrological diversities, as well as numerous cultural and historical values. For example, 70 different habitat types were recorded, and a very high rate of endemic plants was recorded as well.

The Ministry of Physical Planning, Construction and Environmental Protection got the approval by the Municipal Council for the establishment of the Protection of Bentbasa, which was a compulsory provision of the Law on Nature Protection, considering that the protection measures were in accordance with the protection measures related to cultural and historical values that are protected by the decisions of the Commission to Preserve National Monuments of Bosnia and Herzegovina.

In the Protected Landscape “Bijambara” on the 22nd of April, 2019, a Cantonal Public Institution for Protected Natural Areas was celebrated Earth Day under the slogan “21 seedlings for the 21st century”. Students of the Secondary School of Environment and Wood Design from Sarajevo planted spruce and white pine.

The final workshop of the project “Education on the importance of the protection of biodiversity of plants in the protected areas of the Sarajevo Canton” was organized by the Association for Nature Protection on the 30th of March, 2019 at Trebević (protected landscape). The main goal of this project was to educate and strengthen public awareness of the importance of environmental protection through lectures and practical work by students and primary and secondary school students. Specific goals were to point out the biological diversity of the plant world of the Canton Sarajevo and the need to protect it, educate young generations about the application of scientific methods for the use of plants in various areas through practical workshops and point to the need to reduce waste in order to reduce the pressure on biodiversity.

In addition, there are a number of ongoing projects concerning landscape, in different geographical area. All planned activities and programs are coordinated with the Federal Ministry of Environment and Tourism, and they are based on the objectives set by the Law, the National Environmental Strategy and other relevant strategic documents, action plans and international agreements.

6. BULGARIA / BULGARIE

Mrs Veradina NACHEVA, Chief expert in “Natura 2000 and protected areas Unit”, National Nature protection service Directorate, Ministry of Environment and Water of the Republic of Bulgaria, National coordinator and correspondent to the European Landscape Convention from the part of the Ministry of Environment and Water

Ladies and gentlemen, Distinguished Representatives of the Council of Europe, Dear colleagues,

It is an honour for me to represent Bulgaria in the 10th Council of Europe Conference on the European Landscape Convention.

Implementation of European Landscape Convention in Bulgaria

Bulgaria is among the first ten countries signed the European Landscape Convention yet in 2000 and ratified it in October 2004 by law of the 39th Grand National Assembly. Following this commitment Bulgaria gradually integrated the ideas and principles of the Convention into legislation and sectoral policies.

Overview of legislative acts which reflect the landscape dimension

Regarding the requirement of Article 5 of the Convention, landscape is recognised and defined in national legislation as an essential component of the environment and cultural heritage. Both the Environmental Protection Act and the Biodiversity Act convey the definition of landscape as of the Convention as an area whose specific pattern and elements are result of the action and interaction of natural and/or human factors. Similar definitions exist in other legislation like The Cultural Heritage Act, which deepens the understanding of cultural landscape as characterizing the cultural identity of a given territory. The Environmental Act defines 7 concrete elements of landscape as important for connectivity of protected areas, migration, geographical distribution, genetical exchange of species and populations. These landscape elements represent different geological, relief and natural elements such as caves, mountain rock walls, dunes, saddleback, rivers with their riparian terraces and vegetation, lakes, marshes, wetlands elements, agriculture field boundaries, meadows and forest.

Not necessarily having a specific law on landscape into force, even though a developed one in 2012, the principles and requirements for protection, planning and management of landscape as part of the natural environment are integrated in numerous legislative acts:

- The Environmental Protection Act defines landscapes as one of the components of environment among air, water, soils, mineral and biological diversity. In terms of nature conservation and management, landscape is a key component of protected areas declared as national and common fortune and knowledge, as special form for nature protection promoting cultural and scientific development as well as social well-being. In statistics, national Protected areas include 55 strict nature reserves, 3 national parks, 11 nature parks, 35 maintained reserves, 348 natural features, 569 protected sites, many of them declared to protect and maintain diverse ecosystems and wildlife, as well as outstanding landscapes incl. such as result of harmonious co-existence of human and nature. These are protected and managed by force of the Protected Areas Act and individual Managements plans.

- According to the Biodiversity act, building up the national ecological network, which is part of the European ecological network, aims at long-term protection of biological, geological and landscape diversity of the country. National land area coverage of Natura 2000 sites is 34.45 % which puts Bulgaria on the 3-rd place in Europe following Slovenia and Croatia.

In terms of planning economic activities, landscape as part of the environment is subject to Strategic Environmental Assessment and Environmental impact assessment.

- The Water Act also considers landscape protection as part of the water protection from depletion, pollution, as part of sustaining water quality and healthy environment, ecosystem preservation and prevention of casualties.
- Under international agreements Bulgaria has designated 11 Ramsar sites (3 of which transboundary complexes with Romania along the Danube river), 10 properties inscribed on the World Heritage List of UNESCO (7 cultural and 3 natural). I am happy to share that the newest of them, certified only in march are the Ancient and Primeval Beech Forests of the Carpathians and Other Regions of Europe.

The main policies at national level which consider landscape are: environmental protection, culture, regional development and spatial planning, transport, agriculture and forestry.

There are numerous operative strategic documents which convey aims and priorities from different European strategic documents that recognize landscape as part of the natural and cultural values of the country when defining vision, scenarios, development goals and measures for implementation, incl. specifically for the landscape. These are the National strategies for regional development (2012-2022), for forestry development (2013-2020), Integrated transport strategy up to 2030, National frame of reference for spatial planning (2013-2025).

The National Institute for immovable cultural heritage is keeping and updating the national Registers of immovable cultural heritage and cultural reserves which comprise hundreds of archaeological, historical, aesthetical complexes and antiquity monuments incl. in urban and natural environment.

In addition to this, I need to say that scientific subjects about the landscapes in universities are traditionally in place and new have been developed in some universities works (as Masters, doctoral degrees). Scientific studies provide the best opportunities to discover and assess the driving forces transforming the landscapes, provide modelling and possible science-based solution for future planning and management.

General information about important actions carried out since the previous Conference

- Participation in the last two International Meetings of the Workshops held in Tropea, Italy, 2018 and Seville, Spain, 2019 with representatives from the two institutions competent for the implementation of the Convention – Ministry of culture (National Institute for immovable cultural heritage) and Ministry of environment and water.
- With regard to the recent actualization of the national correspondence and Bulgaria is currently in coordination and preparation of the questionnaire to the Information System on the Convention.
- Following our participation in the Meetings of the Workshops, the Ministry of Environment and water is intended to contribute in promoting some of the key documents for

implementation of the Convention by translation and dissemination as appropriate (such as Recommendation CM/Rec(2008)3 on the implementation of the convention and its short edition “Landscape approach”, Resolution CM/Res(2008)3 on the rules governing the Landscape Award of the Council of Europe).

- The priority for national nature conservation policy relating to landscape protection, planning and management is the development and effective management of the National Ecological Network. This is to be realised by defining and establishing appropriate mechanisms and process for the implementation of the National Priority Action Framework (NPAF), for its updating and conducting campaigns to increase the support and to raise the knowledge for the NATURA 2000 network management in Bulgaria.

Bulgaria is a country which is extraordinarily varied and rich in biodiversity and landscapes. Nevertheless, in order to perform an integrated landscape inventory at national, regional and local level, an elaboration of methodology for landscape identification and assessment would be needed as well as Landscape Catalogue as an instrument for introduction landscape objectives into spatial planning and sectoral policies as well as development of management guidelines not only for areas of high value but for every-day and degraded landscapes.

Bulgaria is looking forward to a continued fruitful cooperation in the frame of the European Landscape Convention of the Council of Europe for a further effective contribution to both national and Pan-European objectives in preservation and management, and international co-operation on landscape issues.

7. CROATIA / CROATIE

8. CYPRUS / CHYPRE

9. CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Mrs Júlia TÓBIKOVÁ, National representative to the European Landscape Convention, Ministry of the Environment

Mr Jan BROJAC, Advisor, Ministry of the Environment

Mr Karel WIRTH, Senior Ministerial Counsellor, Ministry of Regional Development

- The inter-ministerial commission for the implementation of the European Landscape Convention has continued its work since 2017. This commission consists of representatives from five ministries responsible for the implementation of the Convention in the Czech Republic at the level of deputy ministers. This commission meets every three or four months and serves as a consultative body for the exchange of information. Representatives of ministries within the group declared the need to strengthen activities to increase public awareness on landscape values for everyday life. It also discussed the adaptation measures and workflow for the realisation of a National action plan for Adaptation to Climate Change.
- The Committee for Landscape, Water and Biodiversity also continues its work under the Governmental Council for Sustainable Development, even though the department responsible for the management of the agenda of the Council was moved from the Office of the Government to the Ministry of the Environment of the Czech Republic. The Committee consists of the sectorial and landscape experts, governmental representatives, representatives of regional and local authorities, professionals and political representatives. Members of this Committee provide comments and statements during the preparation of sectorial strategies and policies and revise objectives and measures taken in these policies which have implications for the landscape.
- Following the approval of the Protocol changing the European Landscape Convention by the Committee of Deputy Ministers of the Council of Europe in June 2016, the Czech Republic has already finished the ratification process on 16 January 2018.
- In 2017, an amendment to the Nature and Landscape Protection Act changed the existing zoning of national parks. The new zoning is based on expert assessment of the state of ecosystems (natural, partially modified, significantly modified) and long-term conservation objectives (eg spontaneous development, permanent management, nature-friendly management) and is no longer bound by protective conditions or entry control. In order to limit entrance, the institute of so-called “resting areas” was introduced.
 - The objective of the “natural zone”, which is defined in areas where natural ecosystems are predominant, is to leave these ecosystems undisturbed.
 - The “semi-natural zone” then includes human partially modified ecosystems, and the goal here is to gradually help nature achieve a state akin to a natural zone.
 - Humanly modified ecosystems, such as meadows, are included in the “zone of nature focused management”, and the aim of this zone is to preserve them, and therefore typical activities in this zone will include sustainable management (eg mowing and grazing).

- The last “cultural landscape zone” will be defined in the neighbourhood of some settlements. This zone is intended for the sustainable development of these settlements and its aim is not to exacerbate the environmental quality achieved in the area.

There are currently four national parks in the Czech Republic, covering 1.5% of the national territory (Šumava National Park, Podyjí National Park, České Švýcarsko National Park, Krkonoše National Park).

- Currently, recodification of a building law is under preparation. The recodification includes both a new Building Act and changes to several dozen related acts. In particular, the aim is to simplify and speed up the process of preparing and permitting buildings under the motto of one office – one stamp – one permit. Currently, the process of preparing recodification is at the stage of a completed draft outline. The draft outline will be approved by the government and followed by the preparation of full legal draft of acts. An ambitious plan foresees the new Building Act to be in force by 2021.
- In 2016 we introduced a new technical document “Territorial Landscape Studies”, which enables a comprehensive conceptual and multidisciplinary approach to landscapes, within the spatial planning processes and documentation.
- Part of the Landscape studies are proposals that recommend ways of solving specific territorial problems and risks. This proposal can then be implemented as specific measures from subsidy titles under the responsibility of the variety of ministerial and regional subsidy programmes.

The landscape studies address the whole administrative territory of the municipality with extended powers (the whole territory of the Czech Republic is divided into 205 of these municipalities).

Since 2017, landscape studies have been commissioned for 47 municipalities with extended powers, roughly one quarter of the territory of the Czech Republic. To date, approximately 17 landscape studies have been completed, others will be completed by the end of 2019.

In the European programming period 2014-2020, the elaboration of landscape studies is being supported from the European funding programme under the responsibility of the Ministry of Regional Development (90% of eligible costs) and from the national programme of the Ministry of the Environment (the remaining 10% of eligible costs). The support for other landscape studies for the 2020-2027 European programming period is now being discussed by the ministries of regional development and environment.

The Ministry for Regional Development and the Ministry of the Environment prepared together and issued the methodical instruction “Specification of the Landscape Study” in 2016. This methodology is the basis for the elaboration of the landscape studies.

(www.mzp.cz/cz/zadani_uzemni_studie_krajiny).

Territorial landscape studies are non-binding territorial planning documents and will be gradually reflected in binding spatial planning documentation at the level of municipalities – spatial plans of municipalities, or at regional level. Landscape studies are processed in accordance with the requirements of the European Landscape Convention, Strategy for Adaptation to Climate Change in the Czech Republic and the European Union's biodiversity Strategy by 2020. The landscape study is a technical document enabling a comprehensive conceptual and multidisciplinary approach to

landscapes by using the co-ordinating role of spatial planning legislation, processes and documentation. A quality elaboration of landscape study requires co-operation of all stakeholders and must involve a wide team of experts. The spatial planning authority is the locally competent authority for elaboration of the landscape study. At the same time, environmental authorities cooperate on the elaboration of the landscape studies. The landscape studies are also important for the strategic and implementation activities of municipalities at municipal level.

- In 2017 in Turku, Finland, the top seven European conservation projects from the broader group of 29 Europa Nostra Prize winners received the best European Grand Prix of the European Cultural Heritage Prize Europa Nostra. The restoration of the baroque complex in Kuks, Czech Republic, received one of the main awards. The jury appreciated a great multidisciplinary and interdisciplinary approach to restoring the Kuks hospital as an integral part of the building and landscape protection project of the highest quality. www.hospital-kuks.cz/en
- Two years ago the Conference was informed of several national policies with significant impact on sustainable management of our landscapes that had been approved by the Government of the Czech Republic. All of them are being fulfilled by realisation of the measures approved in the strategies. In fact, we also continue to work on actualisation of the State Programme on Nature and Landscape Protection – which is to be an action plan for the Strategy of biological diversity, European Landscape Convention and Ramsar Convention. In 2018, we also started to prepare national subsidy programmes for the 2021-2027 European Financial Period.
- The situation in the Czech Republic, in the context of climate change: For the fifth year in a row, the Czech Republic has faced significant manifestations of climate change in the form of high temperatures, drought, heavy storms and strong winds. In addition to the impact of these manifestations on a wide range of sectors (such as agriculture, water management, settlements), they also play an important role in forest ecosystems, primarily by weakening the forest's ecological stability. Long-term management, favouring economic results at the expense of other forestry functions, in the form of inappropriate and unnatural species, age and spatial composition of forest stands contributes to this condition. More than 60% of the forest stands (over 20% of the area of the Czech Republic) are formed by spruce forests. These stands are cultivated in harvesting compartments, often grown in habitats that do not correspond to the ecological amplitude of spruce and many times are grown even on plots drained by deep canals. These weakened stands are then easily subject to the impacts of climate change, especially the spread of bark beetle, drying out, spreading of pathogens, wind damage and others. In large areas of the Czech Republic, forest ecosystems collapse, including forest soils with fatal impacts on nature, landscape and society. Without exaggeration, we can describe this actual situation as an environmental disaster. Ultimately, the estimate of annual production losses due to climate change, with the combination of historically profit-oriented management of woodlands, is nearly € 500 million. In the context of the above, and with a revision of the predictions of the climate change expositions for 2050 which we have already achieved last year, we have begun to actualise the National adaptation strategy adopted only in 2015 and its Action plan that was adopted in 2017.

10. DENMARK / DANEMARK

11. ESTONIA / ESTONIE

Mrs Piret PALM, Senior Officer, Ministry of the Environment

12. FINLAND / FINLANDE

Mrs Ulla SALMELA, Chief Intendant, Finnish Heritage Agency,

Mr Tapio HEIKKILÄ, Senior Environmental Advisor, Ministry of the Environment

Mrs Tuija MIKKONEN, Senior Ministerial Advisor, Ministry of the Environment

Mrs Sonja FORSS, Co-ordinator, Finnish Environment Institute



**The ELC in Finland
2017–2019**

Strasbourg 6 May 2019
Tapio Heikkilä

Chairmanship of Finland in the Council of Europe



2

Voluntary contribution to the ELC: EUR 5000/year



3

Article 5 – General measures



Article 5 – General measures / Landscape policies

- Proposed MoE for new Government programme:
"Landscapes and built cultural environments increase human welfare → let's support their management"



Article 6 – Specific measures



Article 6 – Specific measures

A) Awareness-raising
“to increase awareness among the civil society”



International Landscape Day – 20 October

- Landscape Symposium in Helsinki
- Photo campaign on Instagram: #arkimaisema #everydaylandscape
 - From August to October 20 → 2000 photos posted

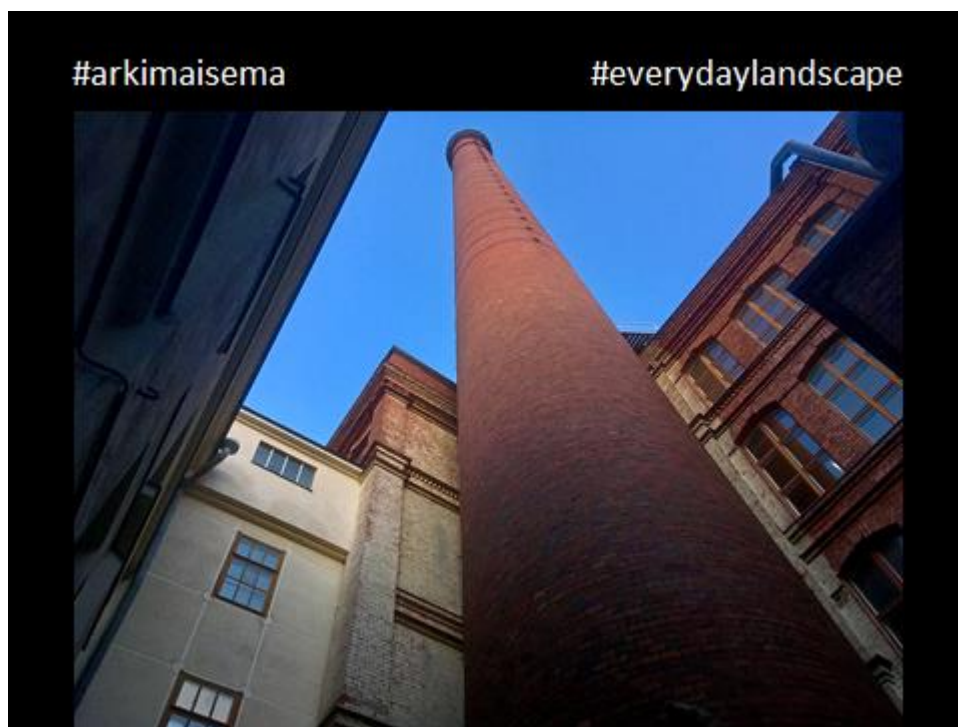


#arkimaisema

#everydaylandscape







Article 6 – Specific measures

C) Identification and assessment

“to identify and assess the landscapes”



Article 6 – Specific measures

C) Identification and assessment

“to identify and assess the landscapes”



Inventories of semi-natural pastures 2019–2022

- IUCN: Finland Published 2018 the Most Comprehensive Red List of Ecosystems in the World:
 - Meadows and other semi-natural habitats most endangered nature types
- New nation wide project 2019–2022; work will be done regionally



Landscape Observatory of Finland



Article 11 – Landscape award of the CoE

- Best Landscape Project of Finland: **Kotka National Urban Park**
- Finnish candidate for the European Landscape Award 2019





Article 8 – Mutual assistance and exchange of information





13. FRANCE

M. Julien TRANSY, Bureau des paysages et de la publicité, Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES)

Les principales actions conduites en France depuis la 9^e Conférence de 2017

Art 5 d – Un accent particulier sur l’articulation entre transition énergétique et paysage

Eléments de contexte : Le Ministère de la transition écologique et solidaire (MTES) a engagé en 2018 un « *Plan de libération des énergies renouvelables* » dont les premiers groupes de travail ont notamment fait ressortir l’intérêt d’aborder tous les champs de la transition énergétique, quels que soient les modes de production d’énergie, en proposant aux collectivités locales une démarche globale de co-construction des paysages de la transition énergétique.

Depuis la dernière Conférence de mars 2017 : Ce contexte a conduit la Direction de l’Habitat, de l’Urbanisme et des Paysages du MTES à mettre en place un partenariat avec l’ADEME (Agence de l’environnement et de la maîtrise de l’énergie) pour aider à mieux organiser et structurer, sur ces sujets, l’assistance à maîtrise d’ouvrage conjointement avec les professionnels du paysage, les établissements d’enseignement supérieur du paysage et les programmes de recherche, mobiliser des territoires volontaires, promouvoir une vision dynamique et ouverte du paysage et organiser les retours d’expérience. L’ADEME a ainsi rejoint la chaire d’entreprises « énergie et paysage » hébergée par l’École Nationale Supérieure du Paysage (ENSP) Versailles-Marseille ainsi que le Club Plans de paysages (cf. infra).

Art 6 A – La poursuite et le lancement de nouvelles actions de sensibilisation

Eléments de contexte : Les « Journées des paysages » organisées par le MTES sont des événements à caractère national, dont la mise en place mobilise toujours un partenaire extérieur pour favoriser l’ouverture et la rencontre avec une diversité d’acteurs et de réseaux.

Depuis la dernière Conférence de mars 2017 :

Trois journées ont été programmées (actes accessibles sur le [site internet](#) du ministère) :

La place des activités, manifestations ou infrastructures sportives dans les paysages

En partenariat avec le ministère des sports, le parc national des Calanques, l’ENSA et l’ENSP Marseille (19 septembre 2017)

Ce que le paysage doit à la nuit – A partir des paysages nocturnes et de leurs enjeux, une exploration des perceptions sensorielles venant compléter ou compenser la vision. En partenariat avec le CNRS (16 janvier 2018)

24 paysages par seconde – Du terrain à l’écran, quelles interactions entre paysages et cinéma? En partenariat avec la Commission du Film Languedoc-Roussillon et Montpellier Méditerranée Métropole (5 juin 2018)

Au cours de l’année 2018 le ministère a par ailleurs mis en place deux nouveaux partenariats en matière de sensibilisation, dans des domaines volontairement éloignés afin de toucher un public large et varié : le [Printemps des Paysages](#) vise à croiser les interventions de poètes, de professionnels du paysage et d’acteurs du territoire afin de changer de regard sur les paysages qui nous entourent. Le [Tour de France des sites et paysages](#) vise à fournir au public des informations portant sur les sites et

paysages des secteurs traversés par chacune des étapes du Tour de France cycliste, des études ayant démontré que les téléspectateurs étaient nombreux à suivre l'épreuve autant pour la course que pour les paysages.

Art 6 B a – La création d'un titre de paysagiste-concepteur

Eléments de contexte : la loi pour la Reconquête de la Biodiversité, de la Nature et des Paysages du 8 août 2016 a créé le titre de paysagiste concepteur afin de permettre une meilleure identification de ces professionnels au sein des professionnels de l'aménagement et de garantir aux commanditaires un niveau de qualification et de compétence élevé et reconnu.

Depuis la dernière Conférence de mars 2017 : Un décret du 28 avril 2017 et deux arrêtés du 28 août 2017 sont venus préciser les conditions de demande et de délivrance de l'autorisation. A ce jour, plus de 1.300 noms figurent déjà sur la liste nationale des personnes autorisées à utiliser le titre de paysagiste concepteur sur le territoire français. Il est important de noter que cette réglementation n'entraîne aucune réserve d'activité : l'activité de conception paysagère reste libre d'accès et ne fait l'objet d'aucune limitation ni d'aucun monopole.

Voir la [rubrique dédiée au titre de paysagiste concepteur](#) sur le site du ministère.

Art 6 C – La poursuite du déploiement des Atlas de paysages (art. 6 C de la Convention)

2 Atlas ont été publiés **depuis la dernière Conférence**, confirmant la dynamique enclenchée depuis plus de vingt ans sur cette politique de connaissance de tous les types de paysages :

- L'[atlas des paysages des Yvelines](#) (2017)
- L'[atlas des paysages de l'Orne](#) (2019), dans le cadre d'un chantier plus global d'actualisation d'atlas à l'échelle de la région Normandie. Plusieurs chantiers d'élaboration ou d'actualisation d'atlas ont par ailleurs été lancés depuis mars 2017 sur le reste du territoire national.

Art 6 B – Le recensement des Observatoires Photographiques du Paysage (OPP)

Eléments de contexte : Par la re-photographie à l'identique de mêmes lieux à différents pas de temps, les OPP visent à « *analyser les mécanismes et les facteurs de transformations des espaces ainsi que les rôles des différents acteurs qui en sont la cause de façon à orienter favorablement l'évolution du paysage* ».

Depuis la dernière Conférence de mars 2017 : Le ministère a engagé un chantier de production de fiches descriptives permettant de cerner les grandes caractéristiques de chacune des expériences recensées au niveau national, dans un contexte de constante évolution (117 fiches-profil produites à ce jour). Ce travail en cours de finalisation sera rendu accessible en ligne, et croisé avec les autres outils et démarches paysagères que sont les atlas et les plans de paysage à l'œuvre sur une même portion de territoire.

Art 6 C – La définition d'objectifs de qualité paysagère à travers les Plans de paysages

Eléments de contexte : Le ministère organise depuis 2012/2013 un appel à projets « Plans de paysage » permettant aux collectivités lauréates de bénéficier d'un soutien financier de l'Etat à

hauteur de 30 000€, ainsi que d'un accompagnement méthodologique dispensé par un « Club Plans de paysage ». Cet appel à projets a pour ambition d'aider les collectivités à construire les paysages de demain dans le respect des identités, et de relever au niveau local tous les défis des transitions.

Depuis la dernière Conférence de mars 2017 : Organisé à l'origine sur un rythme biennuel, l'appel à projets « Plans de paysage » est désormais annualisé. Cette amplification de la démarche permet de retenir 15 collectivités lauréates chaque année, contre 25 tous les deux ans jusqu'en 2017. Le Club compte désormais 92 lauréats.

Le ministère et la Communauté Urbaine de Dunkerque (CUD) ont organisé les 17 et 18 octobre 2018 deux journées autour des démarches paysagères, afin d'illustrer à travers le cas concret de la CUD, lauréat de l'appel à projets plans de paysage 2017, les applications de la démarche paysagère. Les temps forts de ces journées sont accessibles en [vidéo](#).

L'appel à projet 2019 est en cours. Il conserve la dimension ouverte qui fait la force de la démarche paysagère, en matière de thématiques et de problématiques prises en compte. Un nouveau partenariat entre le Club et l'ADEME permettra toutefois aux projets incluant des orientations en matière de transition énergétique d'intégrer le Club Plans de paysages en bénéficiant d'aides propres à l'ADEME.

Art 11 – Le Grand Prix national du paysage (GPNP)

Éléments de contexte : Le Grand Prix national du paysage, décerné tous les deux ans par le ministère de la transition écologique et solidaire, a pour vocation de promouvoir la pertinence de l'approche et de la pensée paysagères dans le processus de transformation des territoires. Le lauréat du GPNP représente ensuite la France lors des sessions du Prix du paysage du Conseil de l'Europe.

Depuis la dernière Conférence de mars 2017 : Le GPNP 2018 a été décerné à l'aménagement d'une grande promenade fluviale sur les quais de la rive gauche à Rouen. Le jury a tenu à saluer l'exemplarité d'un projet de reconquête réussie d'anciens sites industriels en bord de Seine, porté conjointement par la ville de Rouen et la métropole Rouen Normandie, et conçu et mis en œuvre par les agences de paysage In situ paysage et urbanisme et Atelier Jacqueline Osty et associés. Le Grand Prix a été remis le 14 novembre 2018 par Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Voir la [rubrique dédiée au GPNP](#) sur le site du ministère.

**10e CONFERENCE DU CONSEIL DE L'EUROPE
SUR LA CONVENTION EUROPEENNE DU PAYSAGE**

Palais de l'Europe, Strasbourg

6-7 mai 2019

Session I – Session introductive

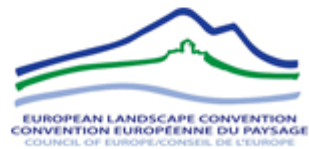
3. Communications des Etats membres du Conseil de l'Europe

**Les principales actions conduites en France en depuis la
9ème Conférence de mars 2017**

Julien TRANSY

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire

Bureau des paysages et de la publicité



Article 6C

La définition d'OQP à travers les Plans de paysages



Une annualisation de l'appel à projet



Journées des 17 et 18 octobre 2016 à Dunkerque

Répartition géographique des 92 lauréats de l'appel à projets plans de paysage



■ Lauréats 2016
■ Anciens lauréats (2014, 2015, 2017)

Un accent mis sur la transition énergétique

(au sein d'un appel à projet restant volontairement ouvert et non thématisé)



Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie

Envie de rejoindre le club ?

Contactez nous à l'adresse du club : rd@developpement-durable.gouv.fr

Pour plus d'informations, rendez-vous sur l'outilport de club : <http://developpement-durable.gouv.fr/rd/>

RD - 1 rue de la République - 93000 La Plaine St-Denis
Tél : 01 41 39 51 00 - rd@developpement-durable.gouv.fr

Séminaire d'accueil des nouveaux lauréats du 4 décembre 2016



Article 6B

Formation et éducation

Décret n° 2017-673 du 28 avril 2017 relatif à l'utilisation du titre de paysagiste concepteur

Arrêté du 28 août 2017 fixant les conditions de demande et de délivrance de l'autorisation d'utiliser le titre de paysagiste concepteur des personnes mentionnées au décret n° 2017-673 du 28 avril 2017 relatif à l'utilisation du titre de paysagiste concepteur

Arrêté du 28 août 2017 portant désignation des membres de la commission consultative relative à l'utilisation du titre de paysagiste concepteur

Production d'une plaquette d'information

www.ecologie-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/170920_mode_emploi_comment_faire_demande_autorisation_utilisation_titre_paysagiste_concepteur.pdf

Plus de 1300 noms noms déjà inscrits à ce jour sur la liste nationale des personnes habilitées à utiliser le titre de paysagiste concepteur sur le territoire français.



Article 6C

La poursuite du déploiement des Atlas de paysages



Atlas des paysages des Yvelines

Découvrez les essentiels

Prolongez vos connaissances

Accès à la carte des 23 unités paysagères

Les extractions vidéos

7 fondements

7 valeurs clés

3 traits d'union

23 unités paysagères

14 témoignages filmés

85 cartes et diagrammes

La carte des enjeux

www.atlas-paysages-yvelines.fr

Unité paysagère 1

ATLAS DES PAYSAGES DE L'ORNE

La plaine d'Alençon

<http://www.normandie-developpement-durable.org/fr/atlas-des-paysages-de-l-orne-en-normandie-r884.html>



Grand Prix national du paysage

Article 11

Le Grand Prix National du Paysage (GNP)



© Julien Tragni



© M2N

Projet lauréat du GNP 2018 :
Aménagement d'une grande
promenade fluviale sur les quais de la
rive gauche à Rouen



Maitrise d'ouvrage : ville de Rouen et la métropole Rouen Normandie.

Maitrise d'œuvre : agences de paysage In situ paysage et urbanisme (www.in-situ.fr) et Atelier Jacqueline Osty et associés (www.osty.fr).

Article 6A
Sensibilisation

Le Printemps des Paysages

« Des paysages à lire, dire, écrire depuis le Pech de Berre » avec des élèves de CM2
29 juin 2018 à Aiguillon (Lot-et-Garonne)



Lecture de paysage animée par le CEDP 47



Mots et paysages en dialogue à partir du lexique de Pierre Defontaine



Atelier poétique avec Dominique Sempere





Journées des paysages
www.ecologique-solidaire.gouv.fr/politique-des-paysages#e8

5 juin 2018
24 paysages par seconde –
Du terrain à l'écran, quelles interactions entre paysages et cinéma

16 janvier 2018
Ce que le paysage doit à la nuit –
A partir des paysages nocturnes et de leurs enjeux, une exploration des perceptions sensorielles venant compléter ou compenser la vision

19 septembre 2017
La place des activités, manifestations ou infrastructures sportives dans les paysages –
*De la pratique ordinaire à l'événement de grande ampleur
Du paysage quotidien au territoire d'exception*

14. GEORGIA / GEORGIE

Mrs Marina TUMANISHVILI, Chief Specialist, UNESCO and International Relations Unit, National Agency for Cultural Heritage Preservation of Georgia

15. GREECE / GRECE

Mr Anestis GOURGIOTIS, Head of Spatial Planning Department, Ministry of the Environment and Energy, Greece

The European Landscape Convention was adopted under the auspices of the Council of Europe with the aim of promoting the protection, management and planning of European landscape and organising international co-operation in this area. It is the first international treaty covering all aspects of landscape. It applies to the entire territory of the contracting parties and covers natural, rural, urban and peri-urban areas. It concerns landscapes that might be considered outstanding, commonplace or deteriorated.

The Convention represents an important contribution to achieving the Council of Europe's objectives, namely to promote democracy, human rights and the rule of law, as well as to seek common solutions to the main problems facing European society. By taking into account landscape, culture and nature, the Council of Europe seeks to protect the quality of life and well-being in a sustainable development perspective.

Greece ratified the European Landscape Convention by Law 3827 (GG A30/25.2.2010). On this occasion, and given also the scheduled evaluation and review of the Regional Spatial Planning Frameworks (RSPFs) for the country's 12 Regions (except Attica), a chapter on landscape policy and management was introduced in the RSPFs. This aimed to provide the RSPFs with a comprehensive and specialised approach to landscape issues, to be used for identifying in each Region landscapes of particular significance, regarding which priority will be given to the implementation of coordinated promotion and management actions. Landscape is considered to be environmental and development planning resource representing the country's comparative advantage, while guidelines for landscape management are also provided in the underlying planning (at Municipality level).

For the first time, the strategic directions of the RSPFs will also include a series of assessments and proposals, concluding in the following: (a) the identification of landscape zones; (b) general policies and guidance on the protection, promotion and sustainable management of landscape as a whole; (c) key priorities and landscape quality targets for each Landscape Zone to be specified in every Region, so as to ensure that all development projects contribute to the achievement of these targets; and (d) proposals on minimising the pressures that distort landscape, and suggested proposals on policies and management measures which should have to be specified in detail in the underlying planning, including in regulatory terms (Local Spatial Plans, Special Spatial Plans, Athens Master Plan, etc.).

In addition to incorporating landscape in spatial planning at the regional level, its integration into national-scale spatial planning tools, i.e. in the Special Spatial Planning Frameworks (RSPFs, which are strategic planning documents at the national level and concern, inter alia, the spatial structure of sectors or branches of productive activities and, more generally, sectors of development of national importance. Currently, the revision of the Special Spatial Planning Frameworks (SSPFs) for Tourism, Renewable Energy Sources (RES), Industry, Aquaculture and Detention Facilities is in progress, while a new SSPF for Mineral Raw Materials is under development. In both the new and the revised SSPFs, the concept of landscape will be a key component for the development of each sector, and will also take into account the landscape policy already proposed in the RSPs.

The establishment of high-quality landscapes derived from the feedback relationship that local communities develop with the natural-geographic features of space in the context of socio-economic relations, as these develop at the local, national and international level, is a requirement of modern times but also a necessity of which we become increasingly aware.

The European Landscape Convention and, all the more so, its ratification by Greece, give new impetus to spatial planning, as landscape policy can influence the directions of spatial planning and protect the landscape memory and identity.

In the case of new-generation spatial planning tools (RSPFs, SSPFs), this dimension is built into them, thus ultimately creating the dynamic for a change in the philosophy, inspiration and vision of planning. The updating of the RSPFs launches regional landscape policy as a strategic approach that regulates, adjusts and determines the development prospects of each Region (economic, social, cultural, residential, environmental).

The contribution of the work of the Council of Europe on spatial planning and landscape has been a driving force for the development of a landscape policy in Greece.

Landscape is a parameter which must be taken increasingly and systematically into account in spatial planning processes, promoting the harmonious integration in the landscape changes imposed by socio-economic changes and environmental processes.

Yet in addition to the adoption of landscape management directions through the new RSPFs and SSPFs, what is further required is an ongoing effort to create additional landscape tools that will strengthen the landscape dimension of sectoral and spatial policies.

Such tools could include the establishment of a Greek Landscape Observatory, in order to pinpoint landscape features at the local level and, at the same time, contribute to the sound management of space; the compilation of a Landscape Atlas for each Region (as happens in France); or even the creation of a National (or Regional) Landscape Fund to finance good landscape management practices, similar to the Fond Suisse pour le Paysage in Switzerland.

Tools of this type are important mechanisms for the implementation of the European Landscape Convention.

In the current conditions of economic crisis and social discrediting, new tools of this type for managing landscape and raising public awareness of it, reaffirm moral values and help build a new attitude of responsibility towards the environment and people.

16. HUNGARY / HONGRIE

Mrs Krisztina KINCSES, National representative, Ministry of Agriculture

Most important actions carried out since the previous Conference (23-24 March 2017)

1. In May 2017 based on the National Landscape Strategy (2017-2026) approved by the Hungarian Government the European Landscape Convention National Co-ordination Working Group involving experts began the preparation of the long term monitoring of Hungarian landscapes.
2. In October 2017, commemorating the tenth anniversary of the promulgation of the European Landscape Convention, the Office of the Commissioner for Fundamental Rights and the Office of the Minister of State for the Environment of the Ministry of Agriculture jointly organised a workshop on the Convention's implementation. On this occasion the Ombudsman for Future Generations opened the exhibition named "For the Preservation of Our Landscape Heritage", displaying the best Hungarian practices of community landscape use adapted to the local conditions.
3. In 2017-2018 each settlement established its urban identity manual in accordance with the Act on Townscape Protection. Most settlements have got significant resources for the expenses incurred in the preparation of Municipal Image Handbook.
4. In February 2018 the minister responsible for nature conservation opened a competition for selecting the national candidate for the Hungarian Landscape Award which represents the country in the competition of the 6th Landscape Award of the Council of Europe. The winner program was selected, and the Hungarian application was submitted. The Hungarian Landscape Award 2019 will be conferred in May.
5. In June 2018 the Committee of Ministers of the Council of Europe acknowledged the great value of the project titled "Landscape Development and Community Sample Program for a Liveable Village" presented by Hungary for the 5th session 2016-2017 of the Landscape Award of the Council of Europe's European Landscape Convention and the importance to make the project well-known to the general public as sources of inspiration.
6. In November 2018 Hungary has reviewed the content of the National Report in the Council of Europe Information System on the European Landscape Convention.
7. In March 2018 the project "Strategic assessments supporting the long-term conservation of natural values of community interest as well as the national implementation of the EU Biodiversity Strategy to 2020" (KEHOP-4.3.0-VEKOP-15-2016-00001) under the Hungarian Operational Programme 'Environment and Energy' (EEEOP), co-funded by the European Regional Development Fund (ERDF), has been put into implementation phase. One of the goals is to identify and assess characteristics of landscapes in Hungary and to determine the medium and long-term instruments of landscape protection, management and development based on landscape characteristics.
8. In October 2018 the Parliament approved the Act on the promulgation of the Protocol amending the European Landscape Convention. The law specifies the responsibility of the implementation of the convention for the minister of education also. On 11 December 2018 Hungary deposited the instrument of ratification of the Protocol amending the European Landscape Convention.

9. In October 2018, on the occasion of the International Landscape Day of the Council of Europe, the Office of the Commissioner for Fundamental Rights and the Ministry of Agriculture held a workshop in the Ombudsman’s Office on the implementation of the European Landscape Convention and the implementation of the National Landscape Strategy. It was also a ceremonial opening of an exhibition of landscape photographs of the selection of the collection named Magical Hungary.

10. In December 2018 the Parliament approved a new act on Spatial planning plans for Hungary and certain priority regions.



Tenth anniversary of the promulgation of the European Landscape Convention
Dixième anniversaire de la Convention européenne du paysage

In October 2017, commemorating the **tenth anniversary of the promulgation of the European Landscape Convention**, the Office of the Commissioner for Fundamental Rights and the Office of the Minister of State for the Environment of the Ministry of Agriculture jointly organized a **workshop on the Convention's implementation**. On this occasion the Ombudsman for Future Generations opened the exhibition named "For the Preservation of Our Landscape Heritage", displaying the best Hungarian practices of community landscape use adapted to the local conditions.



Kincses, K.: Statement of Hungary – Most important actions carried out since the previous Conference (March 2017 – May 2019)
 Palais de l'Europe, Strasbourg 6-7 May 2019

Municipal Image Handbook
Manuel de l'image municipale

In 2017-2018 **each settlement established** its urban identity manual in accordance with the Act on Townscape Protection. Most settlements have got significant resources for the expenses incurred in the preparation of **Municipal Image Handbook**.



Kincses, K.: Statement of Hungary – Most important actions carried out since the previous Conference (March 2017 – May 2019)
 Palais de l'Europe, Strasbourg 6-7 May 2019

**Landscape Award of the Council of Europe - the 6th Session
Prix du paysage du Conseil de l'Europe - la 6e Session
2019**

In February 2018 the minister responsible for nature conservation opened a competition for selecting the national candidate for the Hungarian Landscape Award which represents the country in the competition of the 6th Landscape Award of the Council of Europe.

The winner program was selected, and the Hungarian application was submitted. The Hungarian Landscape Award 2019 will be conferred in May.



Kircaei, K.: Statement of Hungary – Most important actions carried out since the previous Conference (March 2017 – May 2019)
Palais de l'Europe, Strasbourg, 6-7 May 2019

**Landscape Award of the Council of Europe - the 5th Session
Prix du paysage du Conseil de l'Europe - la 5e Session
2017**

In June 2018 the Committee of Ministers of the Council of Europe acknowledged the great value of the project titled "Landscape Development and Community Sample Program for a Liveable Village" presented by Hungary for the 5th session 2016-2017 of the Landscape Award of the Council of Europe's European Landscape Convention and the importance to make the project well-known to the general public as sources of inspiration.



Kircaei, K.: Statement of Hungary – Most important actions carried out since the previous Conference (March 2017 – May 2019)
Palais de l'Europe, Strasbourg, 6-7 May 2019

Information System - L6 Système d'information - L6

In November 2018 Hungary has reviewed the content of the *National Report* in the Council of Europe Information System on the European Landscape Convention.

Kincses, K.: Statement of Hungary – Most important actions carried out since the previous Conference (March 2017 – May 2018)
Palais de l'Europe, Strasbourg 6-7 May 2019

Identifying landscapes Identifier les paysages

In March 2018 the project "Strategic assessments supporting the long-term conservation of natural values of community interest as well as the national implementation of the EU Biodiversity Strategy to 2020" (KEHOP-4.3.0-VEKOP-15-2016-00001) under the Hungarian Operational Programme 'Environment and Energy' (EEEEOP), co-funded by the European Regional Development Fund (ERDF), has been put into implementation phase.

One of the goals is to identify and assess characteristics of landscapes in Hungary and to determine the medium and long-term instruments of landscape protection, management and development based on landscape characteristics.

Kincses, K.: Statement of Hungary – Most important actions carried out since the previous Conference (March 2017 – May 2018)
Palais de l'Europe, Strasbourg 6-7 May 2019

Act on the promulgation of the Protocol amending the European Landscape Convention Loi sur la promulgation du protocole modifiant la Convention européenne du paysage

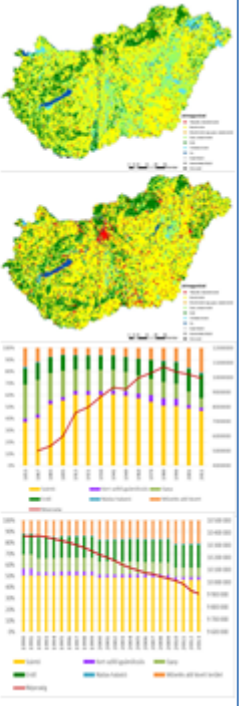
In October 2018 the Parliament approved the act on the promulgation of the Protocol amending the European Landscape Convention. The law specifies the responsibility of the implementation of the convention for the minister of education also. On 11 December 2018 Hungary deposited the instrument of ratification of the Protocol amending the European Landscape Convention.



Kincses, K.: Statement of Hungary – Most important actions carried out since the previous Conference (March 2017 – May 2019)
Palais de l'Europe, Strasbourg, 6-7 May 2019

Workshop on the implementation of the European Landscape Convention Atelier sur la mise en œuvre de la Convention européenne du paysage

In October 2018, on the occasion of the International Landscape Day of the Council of Europe, the Office of the Commissioner for Fundamental Rights and the Ministry of Agriculture held a workshop in the Ombudsman's Office on the implementation of the European Landscape Convention and the implementation of the National Landscape Strategy. It was also a ceremonial opening of an exhibition of landscape photographs of the selection of the collection named Magical Hungary.




Kincses, K.: Statement of Hungary – Most important actions carried out since the previous Conference (March 2017 – May 2019)
Palais de l'Europe, Strasbourg, 6-7 May 2019

New act on Spatial planning plans for Hungary
Nouvelle Loi sur les plans d'aménagement du territoire pour la Hongrie


In December 2018 the Parliament approved a new act on Spatial planning plans for Hungary and certain priority regions.

Kircaei, K.: Statement of Hungary – Most important actions carried out since the previous Conference (March 2017 – May 2019)
Palais de l'Europe, Strasbourg, 6-7 May 2019



Thank you for your attention!
Merci pour votre attention!

10th COUNCIL OF EUROPE CONFERENCE ON THE EUROPEAN LANDSCAPE CONVENTION
10e CONFERENCE DU CONSEIL DE L'EUROPE SUR LA CONVENTION EUROPEENNE DU PAYSAGE
Council of Europe / Conseil de l'Europe
Palais de l'Europe, Strasbourg
6-7 May 2019 / 6-7 mai 2019



17. IRELAND / IRLANDE

18. ITALY / ITALIE

Mr Giovanni MANIERI ELIA, Senior Officer, Ministry of Cultural Heritage and Activities

Italy: public policies for the implementation of the Convention at national, regional and local level

Cultural Heritage Ministry
Giovanni Manieri Elia



Strasbourg, Council of Europe,
6 - 7 may 2019

"X Council of Europe Conference on the European Landscape Convention"



Agenda

- ordinary activities
- landscape planning activities
- landscape policies report
- "Landscape States General" and "Landscape National Charter"
- council of Europe Workshop in Tropea: "Landscape and Education"
- landscape national day
- Landscape National Award and Landscape Award of the Council of Europe



Strasbourg, Council of Europe,
6 - 7 may 2019

"X Council of Europe Conference on the European Landscape Convention"





Ordinary activities:

- participation in the definition control and application of laws whose effects have an impact on the landscape
- authorization procedures regarding interventions that are of particular impact on landscape
- improvement of areas of particular cultural interest, and of specific protection, including supranational ones (UNESCO).

Landscape planning activities:

The Ministry is involved, together with the Regional Administrations, in the development of the Regional landscape plans (since 2017 two more plans have been approved: Piemonte 03.10.2017 and Friuli Venezia Giulia 24.04.2018).



Strasbourg, Council of Europe,
6 - 7 may 2019



"X Council of Europe Conference on the European Landscape Convention"



Landscape policies report

- Italian landscape in the official statistics
- The daily administration of the landscape
- The future landscape (planning activities)
- Landscape and education
- Participation of citizens and associations



Strasbourg, Council of Europe,
6 - 7 may 2019



"X Council of Europe Conference on the European Landscape Convention"



"Landscape States General"
Conference held in Rome 25 - 26 October
2017

"Landscape National Charter"
It gives some synthetic programmatic
suggestions to those who will lead our
country in the next decades.



Strasbourg, Council of Europe,
6 - 7 may 2019



"X Council of Europe Conference on the European Landscape Convention"



Council of Europe Workshop in Tropea: "Landscape and Education"



Strasbourg, Council of Europe,
6 - 7 may 2019



"X Council of Europe Conference on the European Landscape Convention"



Landscape national day

Nearly 150 events organized by the local offices and museums all over the country



Strasbourg, Council of Europe,
6 - 7 may 2019



"X Council of Europe Conference on the European Landscape Convention"

Landscape national award and Landscape Award of the Council of Europe

The Advisor



Strasbourg, Council of Europe,
6 - 7 may 2019



"X Council of Europe Conference on the European Landscape Convention"

Landscape national award and
Landscape Award of the Council of
Europe



Strasbourg, Council of Europe,
6 - 7 may 2019

"X Council of Europe Conference on the European Landscape Convention"



Thank you for your attention

Recap

- ordinary activities
- landscape planning activities
- landscape policies report
- "Landscape States general" and "Landscape national charter"
- landscape national day
- council of Europe Workshop in Tropea: "Landscape and Education"
- landscape national award and landscape Award of the Council of Europe



Strasbourg, Council of Europe,
6 - 7 may 2019

"X Council of Europe Conference on the European Landscape Convention"



19. LATVIA / LETTONIE

Mrs Dace GRANTA, Senior Officer, Ministry of Environmental Protection and Regional Development

Implementation of the European Landscape Convention in Latvia - involvement of society and improvement of co-operation between institutions, municipalities and non-governmental organisations

Latvia ratified the European Landscape Convention in the year 2007 and the next step regarding implementation of the Convention was the development of landscape policy in Latvia.

In order to identify and plan the necessary measures and define the competences of the parties involved in the implementation of the Convention, Ministry of Environmental Protection and Regional Development (MEPRD) elaborated the Landscape Policy Strategy (the Strategy), which was approved by the government in 2013. One of the key issues of the Strategy was, and is even now, the awareness-raising and involvement of society and the improvement of co-operation between institutions, municipalities and non-governmental organisations.

Regarding awareness-raising and involvement of the general public, it is important to mention that 2018 was very significant for Latvia, because it was the hundredth anniversary of its independence and this was celebrated with a wide range of activities.

In order to encourage everyone to look at the landscapes in the rhythm of time and jointly identify the treasures of Latvian landscapes, MEPRD, in co-operation with the planning regions and the Latvian National Library (LNL), implemented the activity “Gift for Latvia – Electronic Landscape Treasure Storage, named “Latvian Landscape Treasures Yesterday, Today, Tomorrow”.

Together with the inhabitants of Latvia and the Council of Landscape Experts, 50 Latvian treasures of the landscape have been selected. During this activity:

- five regional travelling exhibitions, including both historical and current time photos of 50 Latvian landscapes, were launched, together with discussions in the five regions;
- joint exhibition and gala event “Freedom – Landscape – Us” was organised in the National Library of Latvia;
- the electronic storage of Landscape treasures <https://ainavudargumi.lv> was presented and officially published for the general public.

In total, the travelling exhibition has been viewed by almost 15,000 spectators. Nearly 400 of the participants who actively participated in all phases of the activity by sharing photos and memories attended the gala event.

Activities around landscape treasures are being continued:

- in 2019 a travelling exhibition of landscape treasures will be exhibited in several places in Latvia;

- the range of historical photos of 50 landscape treasures can still be supplemented with digitised photos from private collections by placing them in the LNL digital collection “Lost Latvia”;
- MEPRD conducts consultations with the Ministry of Culture on the creation of a new section, “Cultural and Historical Landscape of Latvia”, in the Latvian Culture Canon. In co-operation with the Landscape Expert Council prepares proposals that should be included in this section of the Latvian Culture Canon. In addition, all municipalities in Latvia are invited from MEPRD to include these landscapes in their development planning documents and to plan various activities for their preservation and development.

A significant contribution for public engagement was the gala event of 5th Session of the Council of Europe Landscape Award that was organised last year in town Daugavpils by the Council of Europe, MEPRD and Municipality of Daugavpils. Municipality of Daugavpils was the winner of 5th Session of the Council of Europe Landscape Award for developing the project “Regeneration of Daugavpils fortress”.

We would like to emphasise that the methodological support provided by the universities as well as various public organisations plays an important role in the involvement of local municipalities in the implementation of the landscape policy in Latvia. For example, the Latvian University of Life Sciences and Technologies helps several municipalities by developing of landscape and greenery plans. This University has a Lifelong Learning centre, which develops a study programme “Garden and Landscape Architecture” for the general public. Every year interest in this lifelong learning course has grown and this year there are 50 students with different educational backgrounds and ages.

The non-governmental organisation, the Latvian Association of Landscape Architects, supports both educational and community involvement projects in the field of landscape planning, and is also an active member of the Landscape Expert Council.

Improving co-operation between institutions, municipalities and non-governmental organisations is particularly important at the moment because an assessment report of implementation of the landscape policy of Latvia will be developed by MEPRD next year.

20. LITHUANIA / LITUANIE

Mr Mindaugas ŽOLYNAS, Chief Specialist of Nature Protection and Forest Policy Group, Ministry of Environment of Republic of Lithuania (Apologised)

In 2012-2013 the Ministry of the Environment started to explore financing opportunities to implement broader biodiversity and landscape protection, management and maintenance actions in the whole territory of Lithuania. In 2015, a financial support strategy for landscape and biodiversity protection was adopted. Technical documentation was prepared and financial support of European Union funds were given to local municipalities for landscape protection, management, planning, and maintenance. At national level in 2015-2018 particular attention was paid to the preparation for the new EU support period. Seminars, presentations and external meetings were organised to represent landscape management opportunities for local municipalities.

More than 50 projects of landscape management from 40 municipalities are expected to be prepared by 2020. According to the European Landscape Convention, projects, seeking EU funding, must ensure public participation. This requirement successfully encouraged a variety of initiatives on public involvement in the landscape formation process at local level. Amendments are being prepared for master plans of seven municipalities regarding the improvement of landscape protection requirements.

Among the most important Measures for Implementation of the National Landscape Policy and European Landscape Convention is the *National Landscape Management Plan*, approved in 2015. It validates landscape types and morphology, based on its climatic and hydrological conditions, geomorphological and bio-differentiation supplemented with aspect of technogenic structure, spatial geochemical processes, aesthetic characterisation and spatial differentiation. In 2019 amendments were made to the rules for preparing municipalities' master plans in regard to landscape planning, paying special attention to the planning of greenery, landscape panoramas and view points. The National Landscape Management Plan and the above rules provide the framework for improvement of spatial planning of lower level territorial units.

In 2019 preparation of the Vilnius city master plan is being finalised. Regarding the modification of this master plan, public debates on landscape and green plot conservation policies were organised. Various publicity activities were also held in other municipalities. These activities serve as good practice examples to those who intend to create an environment based on involving and giving responsibility to the players concerned.

The preparation process of the master plan for the Republic of Lithuania is underway. Great attention is being paid to the sustainable use of land and setting of a nature frame, and the protection of panoramas of exceptional landscape value, which was set in the National Landscape Management Plan.

Taking into account the challenges of climate change, the proposals for integrating green infrastructure into legislation are currently under preparation at the Ministry of Environment.

Lithuania takes part in the LIFE Viva Grass project. This project aims to prevent loss of High Nature Value grasslands by providing the Integrating Planning Tool (the Tool) and considering socio-economic factors impacting nature conservation policy. The Tool will provide models for

economically viable management of grassland biodiversity that would be applicable all over Europe and particularly the integration of marginal grasslands areas that experience socio-economic decline, land abandonment and consequent loss of farmland biodiversity.

Awareness-raising among civil society, private organisations and public authorities of the value of landscapes, their role and changes to them (Article 6 A) is one of the most important objectives. Every year, the Ministry of the Environment collects information from all the municipalities about the implementation of the European Landscape Convention. It can be concluded that the most frequent activities are competitions for the most beautifully managed farmsteads or environmental recovery campaigns. Local communities are often involved in environmental management and planning activities.

In 2018 studies of the landscape structure of protected areas were carried out and presented to professionals and the general public. The study was conducted to better know and understand the landscape of our country

In 2018 the Ministry of the Environment organised a third competition for the selection of the national candidate for the Lithuanian Landscape Award which would represent the country in the competition of the 6th Landscape Award of the Council of Europe. The winning project is *Formation and consolidation of natural framework of the urbanised territory of Telšiai city* and the Lithuanian application has been submitted. In May 2019 members of the Jury to the 6th Session of the Landscape Award of the Council of Europe decided to acknowledge the great value of this project and make it well known to the general public as a source of inspiration.

The National Landscape policy supports the establishment and reconstruction of Information centres in all 34 state National Parks, until 2020. These centres provide knowledge about all state protected areas (including landscapes). Exhibition centres explain why severe restrictions must be applied in some territories, the exceptional value of national and regional parks, nature reserves illustrated not only in images, but also on specific items. These centres also provide space for different educational activities (lessons, seminars, excursions and other).

Lithuania has started to complete the information in the Council of Europe Information System on the European Landscape Convention.

21. LUXEMBOURG

Mr Robert Léon PHILIPPART, UNESCO Site Manager, Ministère de la Culture

Rapport des activités en rapport avec la mise en œuvre de la Convention européenne du paysage au Grand-Duché de Luxembourg

Texte coordonné : Ministère de l'Environnement, du Climat et du développement durable, Ministère de l'Intérieur, Ministère de la Culture, Commission nationale pour la coopération avec l'UNESCO.

Ratifiée en 2000, la convention européenne du paysage est entrée en vigueur au Luxembourg en 2007.

La mise en œuvre de la Convention européenne du paysage est assurée par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Ministère de la Culture et Commission luxembourgeoise pour la coopération avec l'UNESCO.

L'année 2018 fut particulièrement riche en ce qui concerne la gestion du paysage européen :

- 1^{er} décembre 2017 : ouverture du poste d'UNESCO Site Manager pour le site « Luxembourg, vieux quartiers et fortifications en charge de la gestion du paysage historique urbain ;
- 19 avril 2018 projet de loi sur les plans sectoriels « paysage » ;
- 18 juillet 2018 nouvelle loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles ;
- 18 décembre 2018 : appel à l'avis des communes concernant le plan de gestion de l'eau et incluant les barrages historiques qui ont contribué à façonner le paysage ;
- Janvier 2019 : définition de la procédure sur la protection des arbres et haies remarquables ;
- Participation au 6^e Prix du paysage européen : La Convention européenne du paysage : Un autre paysage pour Vianden ;
- candidature de la région Sud du pays au titre de « réserve de biosphère » du programme « L'Homme et la biosphère » de l'UNESCO.

La nouvelle loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles sert de cadre et de base pour garantir l'implémentation des Recommandations sur la Convention européenne du paysage.

La loi mentionne en 2^e position et immédiatement après le souci de la sauvegarde du caractère, de la diversité et de l'intégrité de l'environnement naturel, la protection et la restauration des paysages et des espaces naturels.

La loi définit la : « zone protégée d'intérêt national » comme zone d'importance nationale désignée sous forme de réserve naturelle, sous forme de paysage protégé ou sous forme de corridor écologique ;

Le « paysage protégé » est un site nécessitant une protection particulière en raison de la richesse de ses ressources naturelles, de la diversité, la spécificité et la beauté de son aspect paysager ou de sa

fonction récréative et de détente. La loi garantit la sauvegarde des habitats ainsi que la sauvegarde des espèces, soit la sauvegarde du paysage ou le bien-être humain, soit la connectivité écologique.

Comme moyens de disposer de la façon, l'État, les communes et les syndicats de communes disposent d'un droit de préemption sur les terrains sis dans des zones protégées d'intérêt national.

La création de zones protégées d'intérêt national est proposée par le ministre, de l'accord du Gouvernement en conseil, le Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles demandé en son avis. À défaut d'avis reçu endéans les trois mois du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles à compter de l'envoi de ladite demande, le ministre peut continuer la procédure de création.

Le ministre adresse, aux fins d'enquête publique, le dossier aux communes concernées.

Le règlement grand-ducal déclarant une partie du territoire zone protégée d'intérêt national pourra imposer, afin de ne pas porter atteinte à la zone protégée d'intérêt national au propriétaire ou au détenteur et grever les fonds de quelque 16 types de servitudes différents.

L'Administration de la nature et des forêts établit les projets de plans de gestion et veille à leur réalisation.

Le ministre peut préalablement au classement d'une zone protégée d'intérêt national notifier par lettre recommandée avec avis de réception une proposition de classement aux propriétaires des fonds concernés.

À compter du jour où le ministre notifie sa proposition de classement aux propriétaires intéressés, tous les effets de classement s'appliquent de plein droit aux fonds concernés. Les effets du classement cessent de s'appliquer si la décision de classement n'intervient pas dans les vingt-quatre mois de cette notification.

Des régimes d'aides financières sont institués pour la mise en œuvre de programmes, de mesures ou de travaux ayant pour objet la sauvegarde de la diversité biologique, la fourniture de services écosystémiques, la conservation des habitats ou des espèces animales et végétales sauvages ainsi que la conservation du caractère et de la beauté du paysage, de l'espace rural et des forêts.

En cas de demande visant des constructions à réaliser en zone verte susceptibles d'affecter de manière significative l'environnement naturel, l'intégrité et la beauté du paysage, les habitats des espèces relevantes, les zones protégées d'intérêt national, individuellement ou en conjugaison avec d'autres constructions, le ministre peut demander une étude d'impact élaborée par une personne agréée. Cette étude d'impact identifie, décrit et évalue de manière appropriée en fonction de chaque demande les effets directs et indirects des constructions sur la zone verte.

Le ministre peut assortir toute autorisation de conditions et de mesures relatives au revêtement des constructions, aux prescriptions dimensionnelles maximales des constructions selon le type de construction, à l'emprise au sol, aux matériaux, à la surface construite brute, aux teintes, à l'intégration dans le paysage, lesquelles peuvent être précisées par règlement grand-ducal.

Ces conditions et mesures ont pour finalité que les constructions à réaliser et les opérations à exécuter ne puissent nuire à l'environnement naturel, à l'intégrité et à la beauté du paysage, à l'intégrité des zones protégées, à la conservation du sol, du sous-sol, des eaux, de l'atmosphère, aux espèces protégées particulièrement ainsi que leurs habitats, aux habitats d'intérêt communautaire, y compris la connectivité écologique ou du milieu naturel en général.

Les autorisations requises en vertu de la présente loi sont refusées lorsque les projets du requérant sont de nature à porter préjudice à la beauté et au caractère du paysage ou s'ils constituent un danger pour la conservation du sol, du sous-sol, des eaux, de l'atmosphère, de la flore, de la faune ou du milieu naturel en général ou lorsqu'ils sont contraires à l'objectif général de la présente loi tel qu'il est défini à l'article 1^{er}.

En janvier 2019 le Ministère de la Culture et le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ont arrêté la procédure spécifique suivante sur la protection des arbres et haies remarquables non sauvages.

Une autorisation du ministre est requise pour l'abattage, le déracinement, le transfert ou la destruction d'un ou de plusieurs arbres remarquables présentant un ou plusieurs des critères suivants : intérêt paysager, intérêt biologique, intérêt morphologique, intérêt dendrologique, intérêt historique, ou arbre commémoratif.

L'autorisation du Ministre se fonde sur l'avis pris au préalable auprès de l'Administration de la nature et des forêts ainsi qu'auprès du collège des bourgmestre et échevins du territoire sur lequel se trouve l'un ou plusieurs des arbres remarquables *ad supra*.

Un règlement grand-ducal liste les arbres remarquables en reprenant leur essence, leur localisation et leur intérêt.

Plan de gestion des eaux 2018 et protection des barrages

La directive-cadre sur l'eau (2000/60/CE) prescrit la restitution de la continuité écologique des cours d'eau comme l'un des paramètres principaux permettant d'atteindre les objectifs environnementaux du bon état écologique des cours d'eau. Par conséquent, il faut que tous les barrages soient rendus franchissables pour les poissons et autres organismes aquatiques et veiller à favoriser un libre transport de sédiments. La première étape représente l'exigence de faire une étude de faisabilité si l'élimination d'un barrage au site en question est réalisable et si son enlèvement ne porte préjudice au paysage historique. L'Administration de la gestion de l'eau respecte des critères, comme la stabilité des bâtiments à proximité du site ou les risques d'inondation, qui empêcheraient l'enlèvement du barrage. La protection du patrimoine culturel est un des critères pris en considération. Le Service des Sites et Monuments Nationaux réalise une analyse de 52 ouvrages transversaux prioritaires. Cette mission demande un travail de repérage des barrages historiques existants, des recherches cadastrales et historiques, la visite des lieux et la formulation d'un avis. En attendant que l'inventaire des barrages historiques se réalise entièrement, l'Administration de la gestion de l'eau s'adresse ponctuellement au Service des Sites et Monuments Nationaux qui formule des avis sur la protection ou le traitement de ceux-ci. D'après le règlement grand-ducal du 18 décembre 2018, les communes doivent rentrer leur avis sur le troisième plan de gestion de l'eau en cours d'élaboration, jusqu'au 22 juin 2019. Dans le cadre de la protection du paysage historique

urbain, l'UNESCO Site management a sensibilisé le Service des Sites et Monuments et la ville de Luxembourg en vue de protéger trois barrages historiques sur le site UNESCO « Luxembourg, vieille ville et fortifications ».

Mise en route du plan sectoriel « paysage »

Depuis 2013, la population du Luxembourg a été soutenue, avec 146.000 nouveaux habitants, soit un accroissement annuel de 1,92% par an. Entre 2010 et 2017, la croissance fut même de 2.34 %.

Entre 1972 et 2016 la surface bâtie a plus que triplé au Luxembourg. Tandis qu'en 1972, elle occupait un peu plus de 3 % de la superficie du territoire, elle atteint presque 10 % en 2016. Selon un rapport de 2011 par l'Agence européenne de l'environnement, le Luxembourg est le pays le plus fragmenté parmi 29 pays européens (Landscape fragmentation in Europe, EEA, Copenhague, 2011). Entre 1962 et 1999, soit avant l'adoption de la convention européenne du paysage, les zones humides avaient été détruites à plus de 80%; la surface des pelouses sèches a diminué de 34,9 % et celle des vergers de 58,5 %, en faveur de biotopes secondaires, caractérisés par une diversité biologique amoindrie. Le plan directeur sectoriel « paysages » mis en place en avril 2018 a pour objectif de dresser un cadre en matière d'aménagement du territoire afin de préserver les paysages en définissant des zones de préservation des grands ensembles paysagers, des zones vertes interurbaines et des coupures vertes.

Le plan sectoriel « paysager » à été mis en place à côté des plans sectoriels « Transports » « logement » et « zones d'activités économiques »

Le règlement grand-ducal du 19 avril 2018 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel « paysage » intègre complètement la notion de « paysage » telle que définie par la Convention européenne du paysage.

Secteur communal

Les communes ont pour mission de promouvoir sur le plan local la protection de la diversité biologique, la conservation et la restauration des paysages naturels et la cohérence écologique. Elles contribuent à la sensibilisation du public en faveur de la protection de la nature. Les communes peuvent conférer cette mission à un syndicat de communes, dont les Parcs naturels, tel que celui de la Haute Sûre, celui de l'Our, ou du Mëllerdall. Au total les Parcs naturels couvrent une surface de 876,91 km² (87.691 ha) ce qui représente 33,9 % du Grand-Duché et 12 % de sa population.

Un Parc naturel est un territoire couvrant une superficie de 5.000 hectares au moins, sensible d'un point de vue culturel et environnemental qu'il importe de préserver à moyen et long terme.

La gestion des Parcs naturels est coordonnée par l'aménagement du territoire ce qui souligne que les Parcs naturels ne constituent non seulement un instrument de protection mais aussi un instrument de développement durable et intégré pour les régions rurales.

Le syndicat intercommunal PRO-SUD travaille depuis sur la candidature de la région Sud au titre de « réserve de biosphère » du programme « L'Homme et la biosphère » de l'UNESCO.

- protéger les espaces naturels, la biodiversité, les écosystèmes et les paysages ;
- œuvrer en faveur d'un développement économique durable comme le préconise l'Agenda 2030 des Nations Unies;
- sensibiliser les enfants, les adolescents et les adultes à leur cadre de vie et à sa protection ;
- encourager la recherche dans les domaines des sciences naturelles, sociales, humaines et économiques ;
- réfléchir sur une reconversion appropriée des friches industrielles ;
- soutenir des projets d'économie circulaire et de participation citoyenne ;
- développer de nouveaux créneaux tels que les produits du terroir ou le tourisme durable ;
- collaborer dans le cadre du réseau mondial des « réserves de biosphère ».

22. REPUBLIQUE DE MOLDOVA / REPUBLIC OF MOLDOVA

23. MONTENEGRO

Mrs Sanja LJESKOVIC MITROVIC, National Representative for the European Landscape Convention, Ministry of Sustainable Development and Tourism




Implementation of European Landscape Convention CoE in Montenegro, Coastal area Spatial Plan

Sanja Ljeskovic Mitrovic


10th COUNCIL OF EUROPE CONFERENCE ON THE EUROPEAN LANDSCAPE CONVENTION
Strasbourg, Palais de l'Europe, Conseil de l'Europe
6-7 May 2019



MONTENEGRO ID



- area: 13,812 km²
- population: 620,145
- capital: Podgorica
- national currency: Euro
- number of sunny days in a year: 180
- climate: Mediterranean and continental



Montenegro has 21 municipalities



- arable land - 37%
- forests - 45%
- urban and rural settlements, roads and waters - 18%

regions

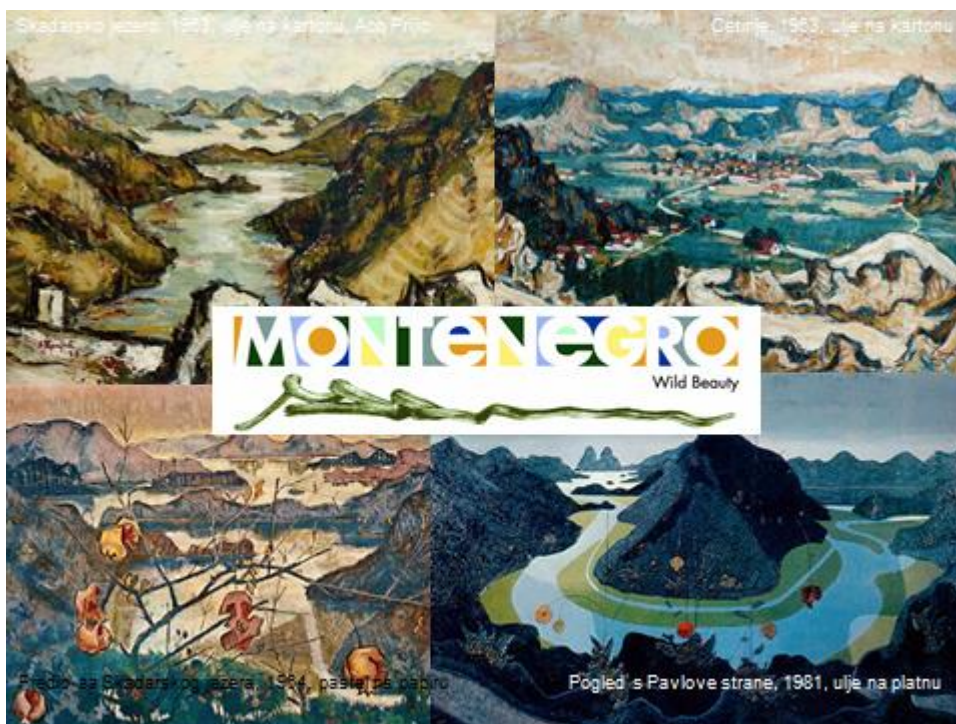
- coastal region – 1,591 km²
- central region – 4,917 km²
- northern region – 7,304 km²

population

- coastal region – 23.78 %
- central region – 45.85 %
- northern region – 30.37 %







European Landscape Convention, Council of Europe

- In 2008, Montenegro ratified the "European Landscape Convention"
- Act on the ratification of the Convention on European Regions, "Official Gazette of Montenegro- International Treaties", no. 006/08 of 15 October 2008
- Montenegro has joined the states that have expressed readiness to prepare strategic documents and plans for sustainable development and recognize the landscape as an important factor in establishing a balance between natural and cultural heritage.
- The Law on Construction and Spatial Planning (Sl. list RCG 51/08) The landscapes are included in the spatial planning as an integral part of the state and local planning documents as well as the mandatory part of the project documentation.
- The 2010 Cultural Heritage Act for the first time introduces the term cultural landscape and defines it as: a space whose characteristic appearance is the result of action and the interaction of natural and anthropogenic factors over a longer period of time;
- The Nature Protection Act (Official Gazette CG 51/08) and the Law on Strategic Impact Assessment and the Environmental Impact Assessment Act (Official Gazette RCG 80/05) define the landscape and take measures for their protection.
- The Water Act (Official Gazette RCG 27/07), the Law on Agricultural Land (Official Gazette RCG 27/94), the Forest Law (Official Gazette No. 55/00) do not recognize the landscape.



13th Council of Europe Meeting of the Workshops for the implementation of the European Landscape Convention on *"The future of the territories, landscape identification and assessment: an exercise in democracy"* has been organized by Ministry of Sustainable Development and Tourism of Montenegro in co-operation with the Council of Europe – Spatial Planning, Landscape and Cultural Heritage Division, Democratic Governance, Culture and Diversity Directorate.






IDENTIFY, ANALYSE, CHARACTERISE the landscape
To act, improve the knowledge (LC CoE)

With the active participation of the interested parties, as stipulated in Article 5.c, and with a view to improving knowledge of its landscapes, each Party undertakes:


- a i to identify its own landscapes throughout its territory;
- ii to analyse their characteristics and the forces and pressures transforming them;
- iii to take note of changes;

b to assess the landscapes thus identified, taking into account the particular values assigned to them by the interested parties and the population concerned.

2 These identification and assessment procedures shall be guided by the exchanges of experience and methodology, organised between the Parties at European level pursuant to Article 8.



This block contains text and a collage of images. The text describes the process of identifying, analysing, and characterising landscapes, and mentions the exchange of experience and methodology between Parties at European level. The collage consists of six images: a large lake in a valley, a view of the Kotor Bay from a different angle, a view of the old town of Kotor, a view of the bay with a boat, a view of a stone tower, and a view of a building with a red roof. In the bottom right corner, there is a small red 'X' icon and the text 'To help...'. The text at the top of the block is 'IDENTIFY, ANALYSE, CHARACTERISE the landscape' and 'To act, improve the knowledge (LC CoE)'. The text in the middle of the block is 'With the active participation of the interested parties, as stipulated in Article 5.c, and with a view to improving knowledge of its landscapes, each Party undertakes:'. The text at the bottom of the block is '2 These identification and assessment procedures shall be guided by the exchanges of experience and methodology, organised between the Parties at European level pursuant to Article 8.'



The image shows the cover of a rulebook titled "PRAVILNIK O BLIŽEM SADRŽAJU I FORMI PLANSKOG DOKUMENTA / KRITERIJUMIMA NAMJENE POVRŠINA / ELEMENTIMA URBANISTIČKE REGULACIJE I JEDINSTVENIM GRAFIČKIM SIMBOLIMA". The cover features the logos of the Government of Montenegro and GTZ. The background is red with a faint architectural drawing.

After a comprehensive, analytical, multidisciplinary and why not say it's not a very easy job, it has adopted the Rulebook on the closer content and form of the planning document, the criteria for area use and the graphic symbols.



The image shows the cover of a manual titled "MANUAL FOR LANDSCAPING PLANNING IN MONTENEGRO". The subtitle is "Implementation within Spatial plan of special purpose of COASTAL AREA". The cover features a collage of landscape images and the logos of "planplus" and "THIS LAND IS OUR HOME".

PROTECTED AND PROMOTED MONTENEGRIN LANDSCAPES, CREATED THROUGH A UNIQUE COMBINATION OF NATURAL AND CULTURAL CONDITIONS, WHICH RETAINS ITS ATTRACTIVENESS, UNIQUENESS AND CULTURAL IDENTITY, IS ONE OF THE VISIONS OF THE LANDSCAPE AND SPATIAL PLANNING IN MONTENEGRO.

The purpose of the Manual

- Implementation of the provisions of the European Landscape Convention
- A description of the methodology of the Study and the Landscape Plan
- Definition of clear objectives in landscape planning.
- Definition of the level of preparation of the Study and the Landscape Plan for different planning documents
- Uniformity of planning documents.

For whom is the Manual intended

Planning companies, local governments and legislative authorities and citizens who are interested in planning issues. Landscape planning provides information base for spatial planning and environmental protection

Harmonization with the law (Law on Spatial Planning and Construction of Buildings, Law on Environmental Protection, Law on Protection of Cultural heritage, Law on Strategic Environmental Impact Assessment, Forest Law, Law on Agricultural Land etc.)

Landscape planning tools

Landscape study

Landscape Character assessment

- define the scope of the work at the office, fieldwork, classification and description

Landscape identification and mapping refers to the identification of:

- Landscape character types
- Landscape character areas



Landscape plan

- Evaluation of landscape
- Vulnerability analysis
- Suitability and attractiveness of landscape for different activities (tourism, recreation, agriculture, industry)
- The concept of landscape development
- Landscape Protection - principles and measures for the protection and development of natural and cultural landscape
- Planning and management of landscape and integral nature protection and landscape development for existing and intended land use



overlapping maps methodology



Montenegrin coast

- The Coastal region of Montenegro in general has all typical characteristics of the Mediterranean region. It is clearly separated from the inland by mountain massifs of Orjen (1895m), Lovćen (1749m), Sutorman (1175m) and Rumija (1595m). The area of the region is 1591 km² and includes the territories of six coastal municipalities: Herceg Novi 235 km², Tivat 46 km², Kotor 335 km², Budva 122 km², Bar 598 km² i Ulcinj 255 km², where 23,94% of Montenegrin population lives.
- The total length of the mainland coastline is 288,2 km, out of which the coast of Boka Kotorska Bay is 106 km. There are 8 islands, 6 small rocky islands, 31 rocks in the sea with total shoreline length of 25,6 km. Among the rocky cliffs along the coastline there are 29 large and numerous smaller pocket beaches of which 20 are proclaimed protected areas.



Boka Kotorska bay, a fjord-like bay at the northwestern part of the coast, is the most complex part of the coastal relief. The numerous settlements are built almost continuously along the bay coastline so for the most part the coastline is characterized by small rocky beaches and many artificial concrete bathing areas, often different artificial capes, docks, or piers. The two inner bays, the Kotorsko-Risanski bay has been protected as the UNESCO World Natural and Cultural Heritage since 1979 for its exceptional natural, cultural and landscape values of the universal value.

National Strategy for Sustainable Development Montenegro 2030.g.

The National Strategy for Sustainable Development has been adopted:

- National Strategy for Sustainable Development of Montenegro by 2030 sets out the principles, strategic goals and measures for achieving the LONG-TERM SUSTAINABLE DEVELOPMENT OF THE MONTENEGRO SOCIETY, taking into account the existing situation and the undertaken international obligations, as a priority to the **United Nations Agenda for Sustainable Development** by 2030. Regulation of construction in the narrow coastal strip - Coastal distance,
- NSOR is the ROOF, HORIZONTAL AND LONGTERM DEVELOPMENT STRATEGY OF MONTENEGRO, which is not only about economy and the environment, but also on irreplaceable human resources and precious social capital.



NS IUOP CRNE GORE do 2030.g.

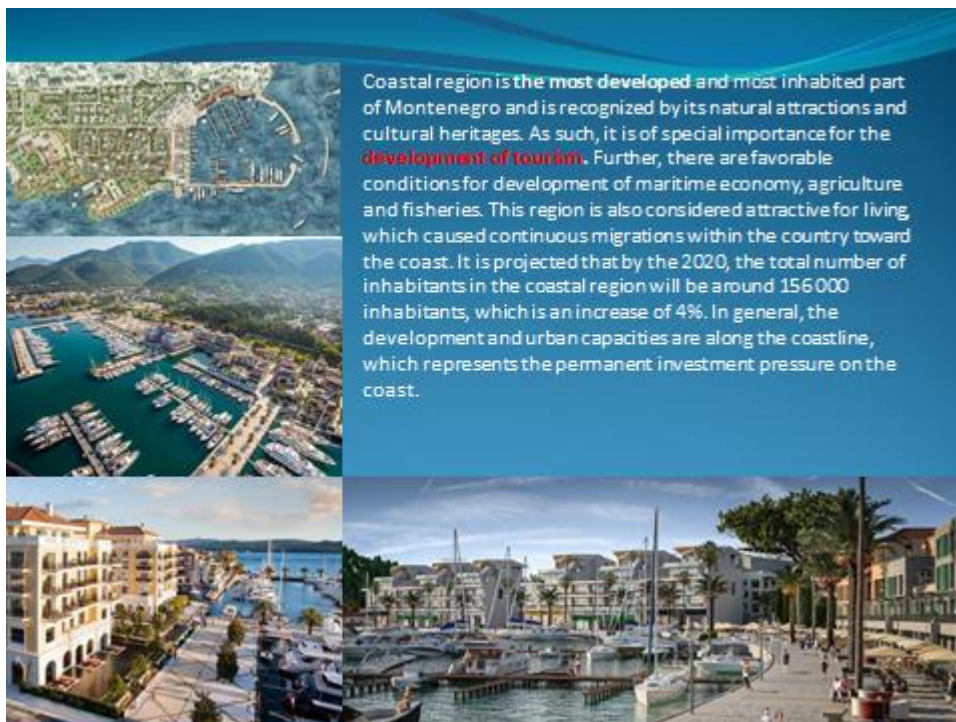
The National Strategy for Integrated Coastal Area Management has been adopted, with guidelines for PPPN OP:

- Regulating excessive space consumption,
- Optimizing the purpose of area - reducing conflicts of use and sensitivity of space to the smallest extent,
- Regulation of construction in the narrow coastal strip - Coastal distance,
- Preservation and development of rural areas.



KEY PROBLEMS AND RESTRICTIONS OF THE DEVELOPMENT OF ALL MUNICIPALITIES

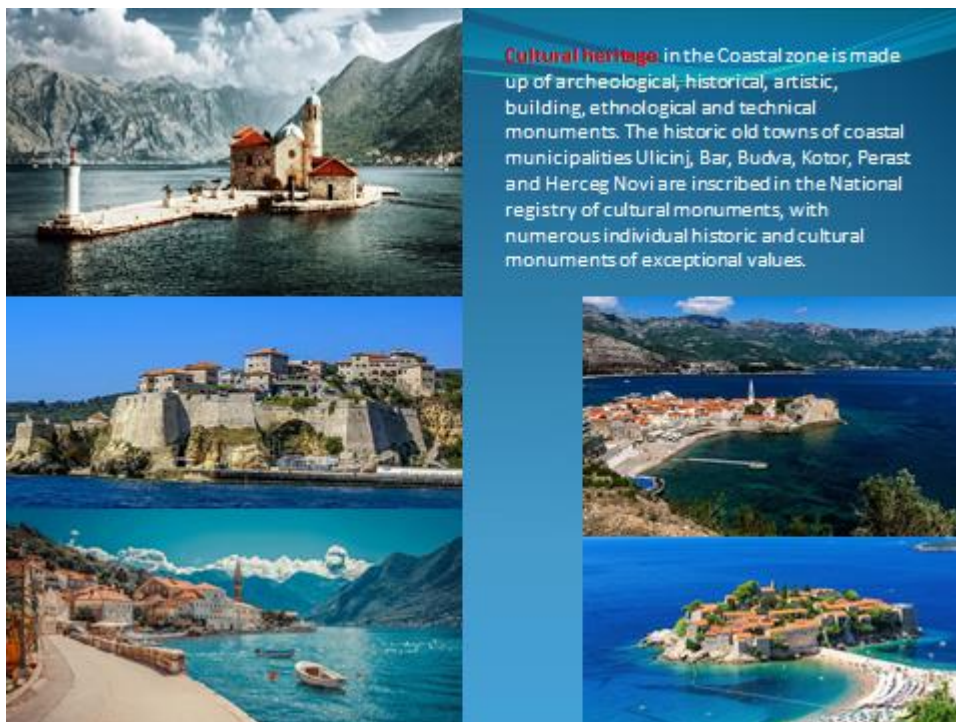
- Noncritical urbanization, disregard of the rules for settling settlements and the criteria for shaping the area, increasing floors and other urban parameters,
- Insufficient and inadequate tourist capacities,
- Low percentage or total lack of space for social services;
- Diversified capacities of residential areas and negative effects on tourism development,
- Traffic and overall infrastructure,
- The increase in the number of apartments in all municipalities,
- Unfulfilled inter-municipal cooperation,
- Insufficient beach capacity,
- Poor municipal equipment of urban centers ...





Coastal area is an important **biodiversity center**.
The current **protected areas** in the Coastal zone includes:

- 33 monuments of nature (20 beaches along the entire coast, botanical garden near Risan and three town parks – in Herceg Novi, Tivat and Bar – Topolica);
- 3 areas with special natural characteristics (hill Spas above Budva, peninsula Ratac with Zukotrlica, and Old Ulcinj island);
- 1 area protected by municipal decisions (Kotor – Risan Bay with total surface of around 15,000 ha).
- 1 special natural reserve - wetland "Tivatska Solila", protected in 2008.



Cultural heritage in the Coastal zone is made up of archeological, historical, artistic, building, ethnological and technical monuments. The historic old towns of coastal municipalities Ulcinj, Bar, Budva, Kotor, Perast and Herceg Novi are inscribed in the National registry of cultural monuments, with numerous individual historic and cultural monuments of exceptional values.



The Coastal area has a special **landscape value** and a considerable part of Montenegrin cultural heritage is right in this region. The current share of protected areas in the coastal zone is rather low. The natural monuments and areas of special natural features cover the area of 900 ha.

Montenegro has ratified the European Landscape Convention in 2008. The Measures for the protection of landscape values is an obligatory chapter of every Spatial Plan, as defined by the article 21 and 22 of the Law on Spatial Development and Construction of Structures.

The 2010 Law on the protection of cultural heritage prescribes measures for protection of cultural heritage including development of management plans for certain landscapes.

For the area of Boka Kotorska, UNESCO World Heritage Site, a special management plan has been adopted by the Government in 2011 in accordance with the requirements of the Convention of the protection of World cultural and natural heritage. The special Law for the protection of Boka Kotorska- the UNESCO World Heritage Site is currently being drafted in Montenegro.



In the previous system of **land management** in Montenegro the term "gradsko-gradjevinsko zemljište" (land for urban building) had a status of public asset. Agricultural land, outside town zones, was protected from being used for other purposes by special laws. The Constitution of 1992 "abolished" the character of public asset for "gradsko-gradjevinsko zemljište" (land for urban building) and completely liberalized the right to buy property, including apartments, all over Montenegro, both for local people and for foreigners. The law that protected agricultural land was repealed during 1990s. The tax system does not de-stimulate building of "non-productive" buildings ("weekend houses and apartments"). The regulation on classification and categorization of tourist buildings stipulates that villas, apartments and "holiday apartments" represent tourism facilities.

All this has considerably increased the **building pressure** on the attractive coastal area, which resulted in excess building in many parts of coastal area, apartment building on locations that were previously planned for tourist facilities or turning agricultural land into building land.

The extent of the oversized dimension of the **construction area** is also indicated by the fact that the area of the planned construction area that was not built (19042 ha) is sufficient to accommodate housing facilities (according to the existing construction densities) in which another 600,000-800,000 inhabitants could live and tourist facilities for at least 270,000 new beds.



An example of the planning of construction areas is several times higher than required in the valid plans of the coastal municipalities, which represents irrational spending of non-renewable spatial resources. The **gray color** indicates the existing construction, and the **yellow** planned expansion of the construction area - these are parts outside urban urban zones. It is evident that the yellow zones (new construction area) are more than 20 times the existing construction, which roughly contradicts the principles of sustainable settlement of settlements, which prescribes a maximum spread of 50% in urban zones, or exceptionally three times in comparison with the existing construction in the case of rural settlements.

The planning of construction areas, which are several times higher than required, represents irrational spending of valuable and non-renewable spatial resources, but it also has numerous additional negative consequences that include:

- Dispersed (scattered) construction with significantly higher utility costs;
- Unnecessary consumption of other valuable resources, especially agricultural and forest land and areas of valuable biodiversity;
- Higher costs of energy supply and higher fuel consumption;
- Higher environmental pressure;
- Loss of traditional physiognomy of settlements and distortion of original landscape values.

In economic terms, in the long term, such a trend leads to a decline in the attractiveness of the tourist area, a decline in the destination rating and, ultimately, a decline in tourism revenues. Reversed agricultural land does not damage only agriculture, but other negative consequences are also generated, such as: land erosion, pollution of the environment, disturbance of cultural heritage, etc

Respecting the **principle of balance**

The territory is particularly valuable natural resource and national asset and therefore the conditions for its protection, development, use and management are provided by the spatial plans. The spatial planning system is based on the principle of the respect of the hierarchy of the spatial planning documents where spatial plans of lower level must be harmonized with the plans of the "higher rank".

Spatial planning is based on the following principles: harmonization of economic, social and cultural development of the country; sustainable development, rational use and the protection of nature and natural resources; protection of integral values of space and the protection and promotion of the environment condition; harmonization with European rules and standards regarding spatial planning.

The Spatial Plan of Montenegro (2008) stipulates that in spatial and urban plans continuous construction along the coast and regional road network is to be avoided and the "green" corridors to the coast are to be provided as well. Also, building activity must be restricted to building zones – defined settlements.

Objectives

An integral approach to understanding potentials and constraints for development.

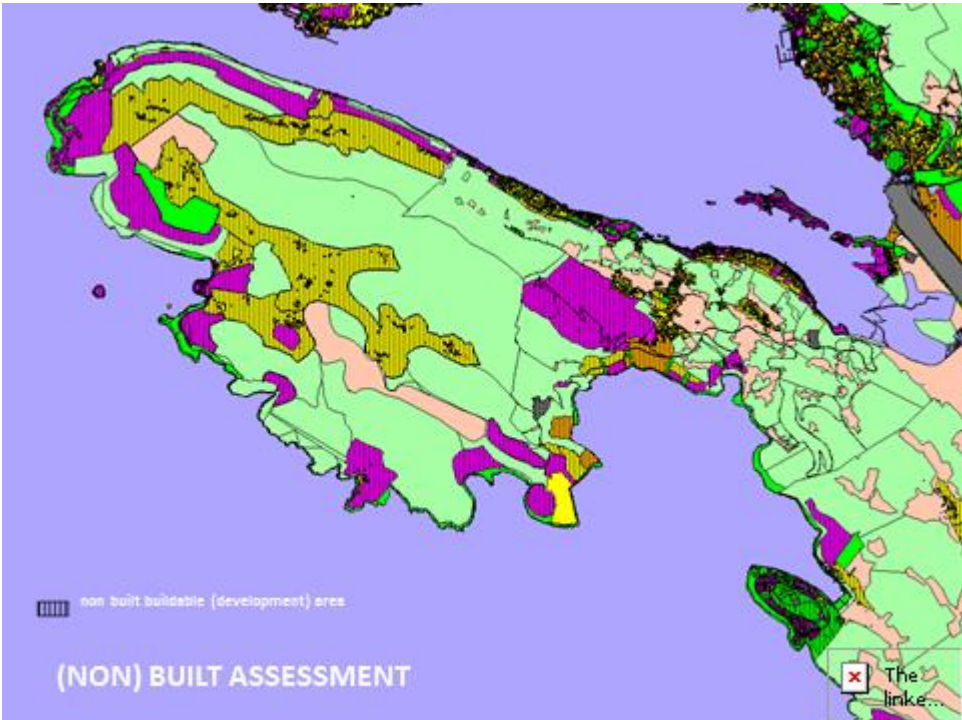
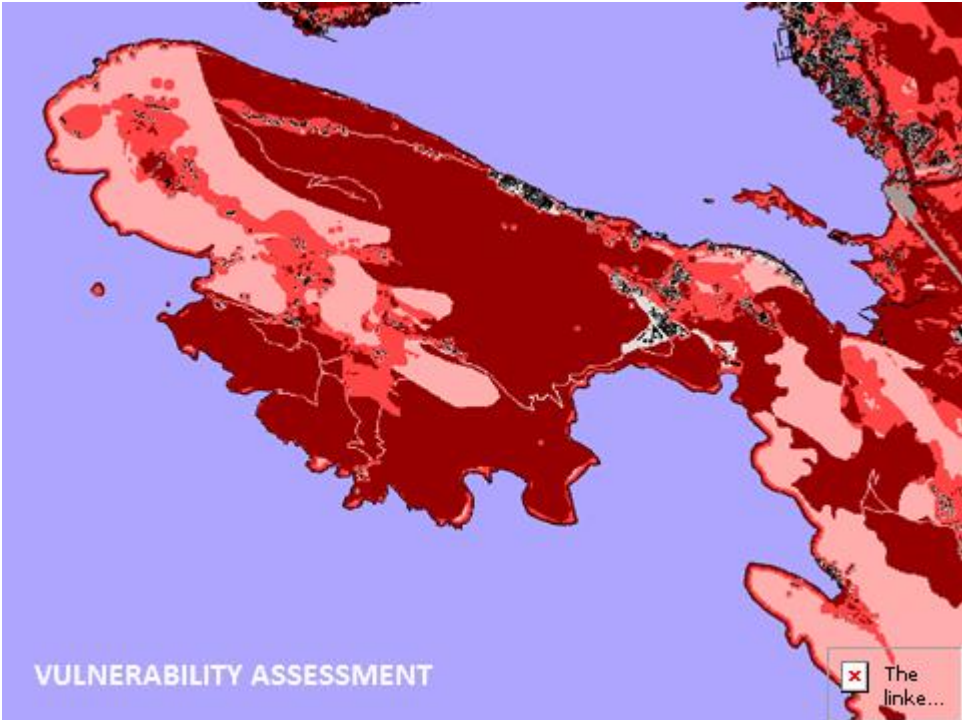
- *Introduction of unified principles for 6 municipalities;
- *Harmonizing developmental interests at the local level with the country's development strategy and policy;
- *Stop the recognized unsustainable trends in further planning and spatial planning.

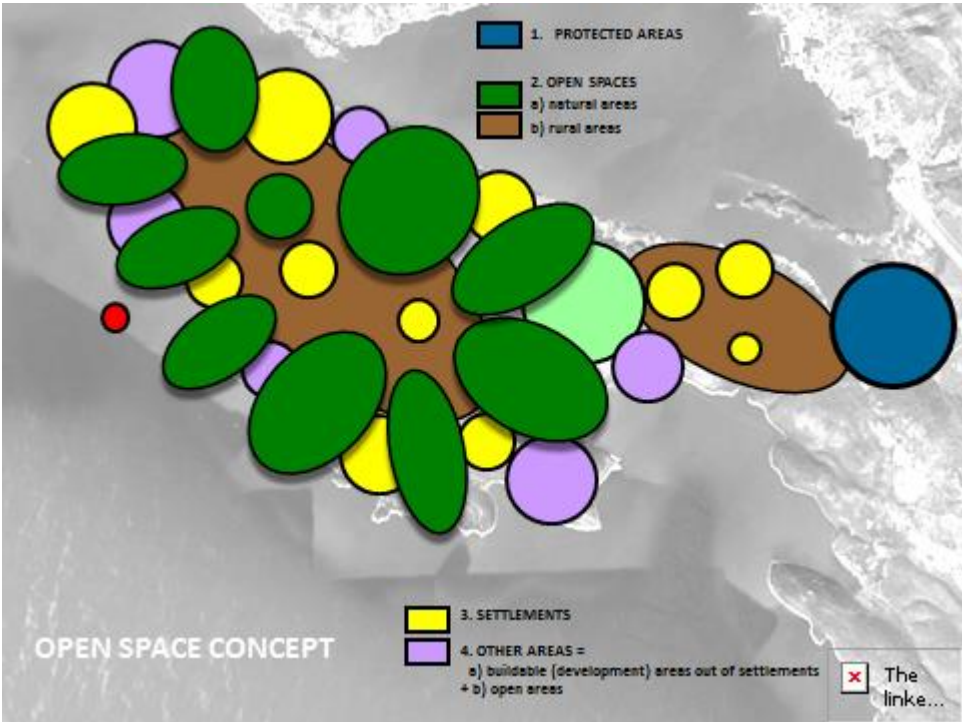
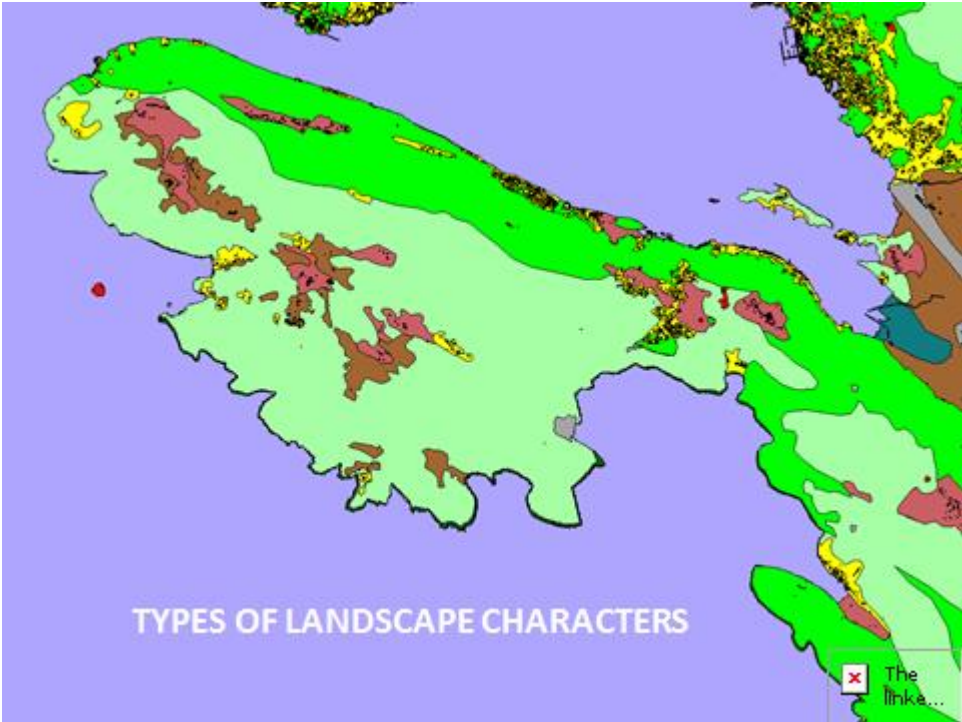


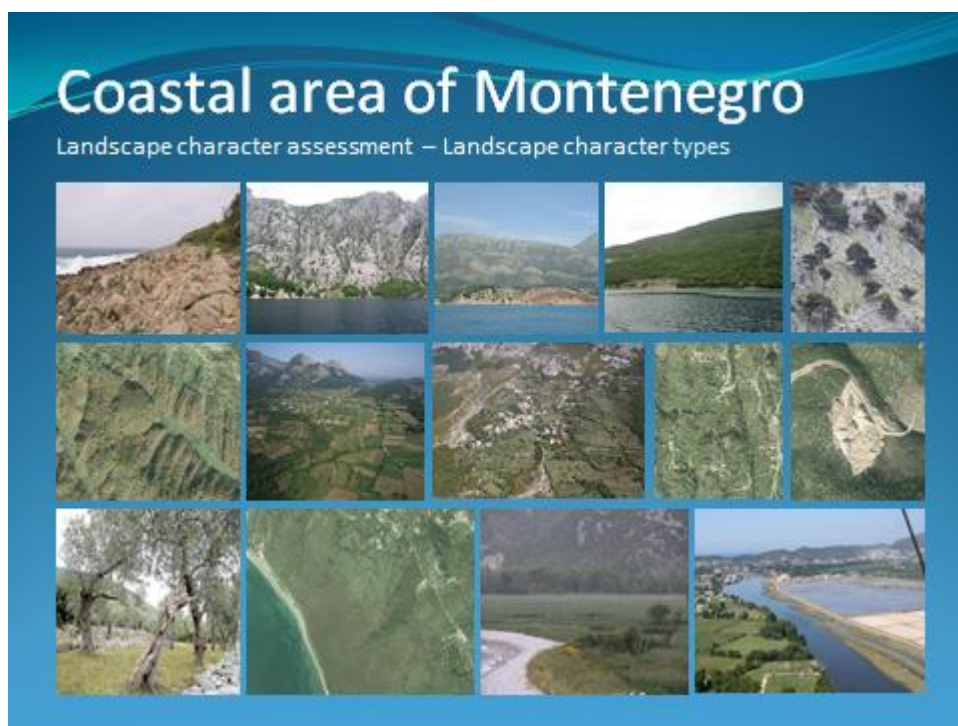
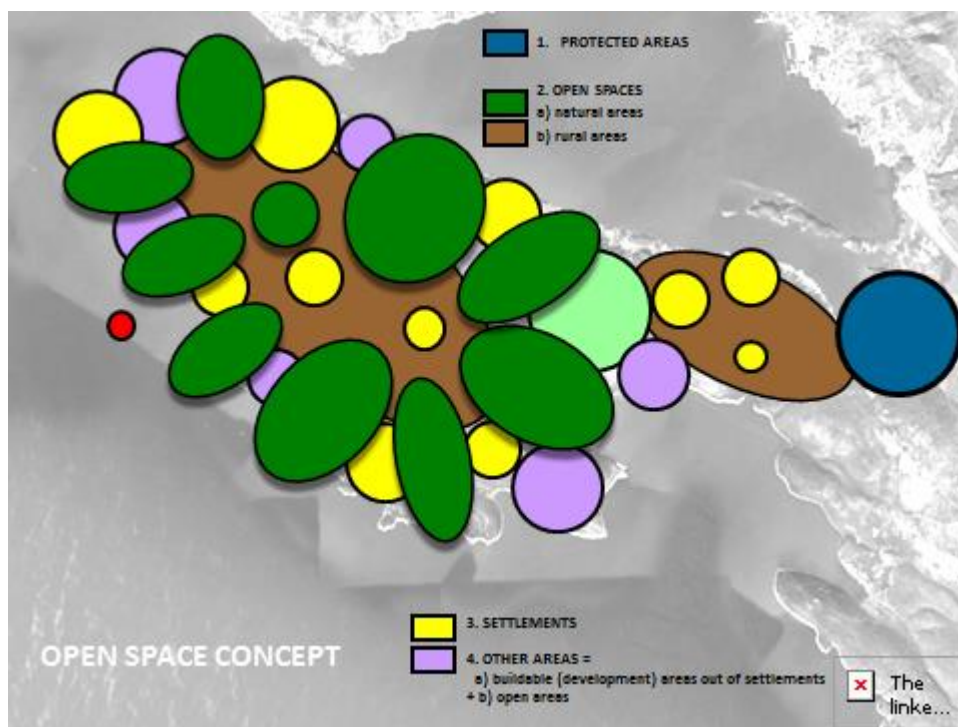
Analise – supported by PAP RAC CAMP

- *Detailed inventory of the area and analysis of the current situation has been made
- *A chart of construction based on an orthophotography was prepared
- *An overview map of valid planning documents has been prepared,
- *New construction areas within the PPPN OP are defined












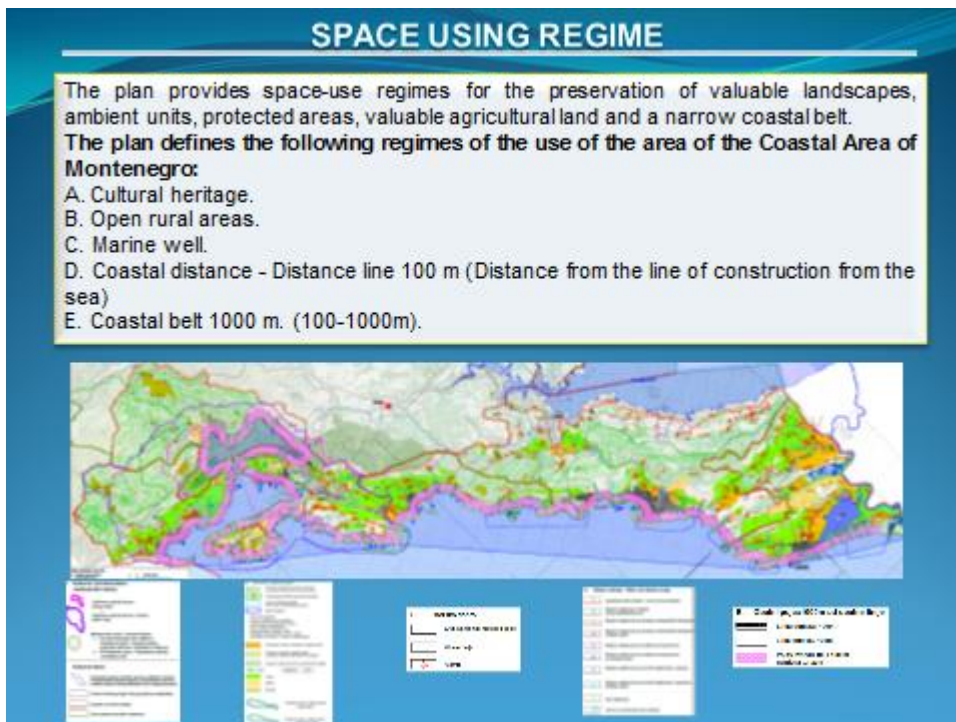
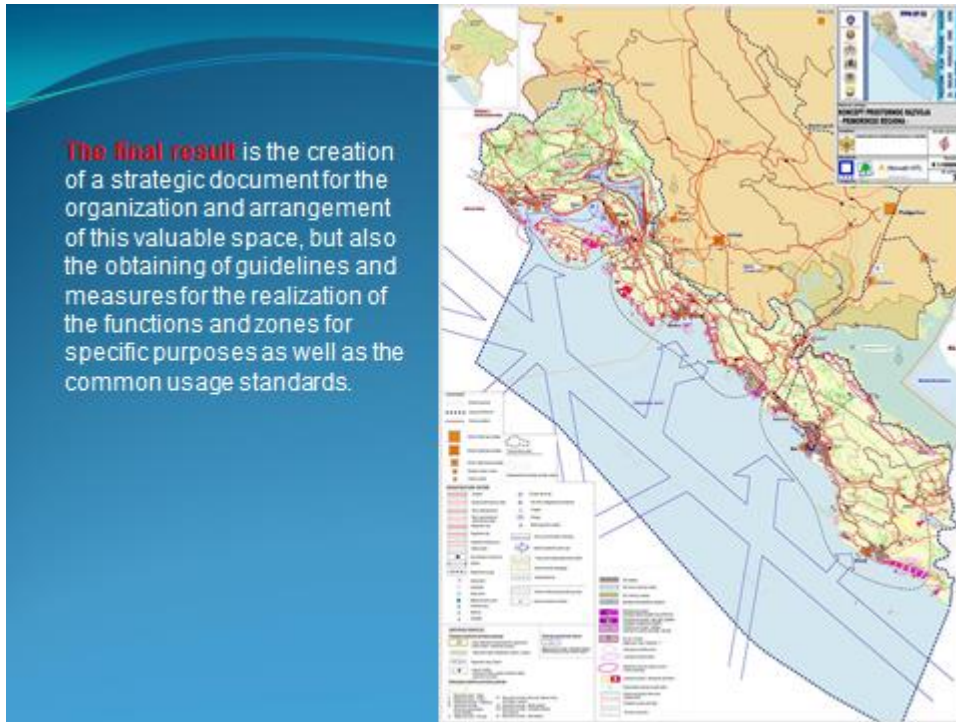
The concept of spatial development of the Coastal region

The plan contains the following concepts:

- Planning the development of the settlement,
- Tourism development
- Development of agriculture and forestry,
- Development of economy, maritime,
- Development of traffic,
- Other technical infrastructures,
- Protection of natural and cultural heritage,
- Protecting valuable landscapes,
- Environmental protection



The map shows the coastline of Montenegro with several locations marked: Neretva Novi, Adonj, Plova, Budva, Bar, and Ulcinj. The map is color-coded by region, with different colors representing different administrative areas. The sea is shown in light blue, and the land is in various shades of brown, green, and red.



COASTAL BELT – 1000 m

In the 1000 m strip from the coast (100-1000 m) in separate construction areas that are planned for tourist purposes according to the indicators given in tourism, no new housing apartment is planned.

Demands the preservation of natural, cultural, historical and traditional values - protection of land and sea.



Green corridors (landscape belts) - have the function to provide a quality ambience and prevent continuous construction along the coast.

- From the coast to the hinterland it is possible to connect the coast and the hinterland naturally and exclude linear construction in the narrow coastal belt.
- In addition to the visual quality of the area, in this way the corridor for preserving biodiversity is enabled.

The plan identified two types of green corridors:

Strict - in the areas where no Building Areas in the Plan have been recorded. Construction in the areas of this type is forbidden.

Flexible - if within the landscape belts there are Construction Areas defined by the Plan or already constructed spaces. Low indexes of space construction.



CONCEPT OF RURAL DEVELOPMENT

- Balanced development throughout the coastal area.
- Development of agriculture and rural tourism.
- Stopping depopulation and reducing the pressure on urban areas and narrowing the coastal belt.
- Manufacture of food and other renewable natural resources.
- Preserving biodiversity and natural ecosystems
- The landscape and cultural values that present culture and tradition and together with urban heritage in the narrow coastal part represent a tourist value.



LANDSCAPE PLAN - PROTECTION, PLANNING AND MANAGEMENT

Based on all preliminary analyzes, **landscape plan** has selected the following planned categories and given directions for their design in the future

Landscape Category:

- Extremely valuable natural and semi-natural landscapes
- Extremely valuable landscapes - Cultural heritage
- Extremely valuable agricultural landscape
- Urban landscaping
- Aquatic ecosystems
- Settlements
- Forest Park
- City parks
- Lungo mare



The adopted PPPNOP provides:

- *Reduction of the planned construction area and reduction to reasonable- sustainable frameworks (Reduces the construction area from 9 to 15%)
- *Increasing the utilization of planned construction areas, overcoming the problem "Pre-planned and undeveloped".
- *Improvement of the quality of the built environment in accordance with the recommendations of the Coastal Zone Management Program of Montenegro.
- *Defining clear rules for the development of tourism in the narrow coastal strip and in the hinterland,
- *The plan stipulates that in the wider 1,000-meter coastal zone, in new construction areas, new housing construction is not allowed, but only construction for the purpose of tourism and economic activity.
- *Regulation and control of construction in the narrower coastal area with the application of coastal relief measures (The first road is in the planning document that treats the coastal area a marked line of distances of 100 meters).
- *The plan creates preconditions for the development of high quality tourism, which is in line with the Ministry's policy aimed at stimulating this type of tourist offer, creating conditions for new jobs and employment of people.
- *The plan is affirmative to other types of quality tourism (rural tourism, family hotels, etc.)
- *The Plan offers solutions for transport and communal infrastructure at the level of the entire region, which will relieve the present infrastructure load (Adriatic highway)
- *Developing a rural area while preserving open rural areas.



Thank you for your attention!



24. THE NETHERLANDS / PAYS-BAS

25. NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU NORD

26. NORWAY / NORVEGE

Mrs Liv Kirstine JUST-MORTENSEN, Senior Advisor, Norwegian Ministry of Local Government and Modernisation

Thank you for giving me the floor.

Dear colleagues.

In Norway, we reached an important milestone on 2 April 2019 when we launch the fully developed digital landscape map for the whole country. The Norwegian Biodiversity Information Centre is responsible for this scientific mapping system, named NiN landscape types.

The new landscape classification of Nature in Norway (NiN) is developed in close cooperation between several universities and research institutions in Norway as well as the Norwegian Mapping Authority.

NiN landscape describes landscape types and gradients that are present in Norway. Ecosystems, landforms and man-made objects form landscape elements in the classification. The classification of landscape types in NiN aims to be value-neutral and reproducible, forming a reference framework for more specific landscape analyses.

The map is available in three levels of detail, separating marine, coastal, and inland landscapes into finer landscape types. Further description of the system is found at the Norwegian Biodiversity Information Centre, and the map can be accessed freely through their portal (nin.artsdatabanken.no).

This year Norway celebrates that the first academic education program in landscape architecture in Europe began at the Agricultural University of Norway in 1919, today the Norwegian University of Life Sciences at Ås, just south of Oslo. This made Norway the first country in Europe that train landscape architects at university level. This is today a very popular study among young people, and the Faculty of Landscape and Society offers studies in several different landscape topics based on a broad and holistic scientific approach in line with the recommendations of the landscape convention.

The University together with the National Museum – Architecture are marking this anniversary with the exhibition OUTDOOR MATTERS in Oslo, until 1st September 2019.

In the exhibition - layer upon layer of material from the archives at the University – historical drawings, recent photographs and various printworks – reveal the importance of the landscape around us. OUTDOOR MATTERS reminds us that it takes time to build with greenery, and that the green revolution has been quietly unfolding for a hundred years. The exhibition turns up the volume on the subdued voices of the profession's early practitioners and speaks loud and clear in favour of building communities on green principles.

There are also a series of other events throughout the year celebrating the anniversary. It is worth mentioning that the University at Ås, is host for the ECLAS UNISCAPE Conference 2019 “Lessons from the past, visions for the future: Celebrating one hundred years of landscape architecture education in Europe”, 16th – 17th September 2019. Followed by the Norwegian Association of Landscape Architects (NLA) hosting the 56th IFLA World Congress 2019 “Common Ground”, 18th – 20th September in Oslo.

In Norway, the landscape architects have been very important for the implementation of the European Landscape Convention. The University of Life Sciences at Ås, with its experiences from one hundred years of landscape architect education, is an important source for spreading and further developing the knowledge of the convention.

27. POLAND / POLOGNE

Mrs Małgorzata KOSEWSKA-KAŻMIERCZAK, Senior Expert, General Directorate for Environmental Protection

Mr Jakub MILCZAREK, Head of Unit, General Directorate for Environmental Protection

Position of the delegation of the Republic of Poland for the meeting as part of 10th Session of the European Landscape Convention concerning the progress in the European Landscape Convention implementation

Landscape Audit

Over the past two years, General Directorate for Environmental Protection has carried out intensive work on the Regulation of the Council of Ministers regarding the preparation of landscape audits. The preparation of landscape audits will allow for the inventory and assessment of sources of the landscape in a comprehensive and consistent manner across the country. Landscape audits in particular voivodeships will constitute a basis for taking actions in the process of planning and spatial development of the most valuable landscapes. At the same time they will contain substantive premises for verifying and developing the networks of protected areas. The draft regulation, due to its territorial (all voivodeships in Poland) and substantive scope (the draft regulation includes, inter alia, issues concerning spatial planning, nature protection, cultural heritage and protection of historic monuments) has been discussed and consulted many times at various levels. As a part of public consultation, several additional working meetings were organised on request of Voivodeship Boards - the future auditors.

In Poland the landscape audit does not constitute the local law but it specifies the recommendations which should be taken into consideration:

- while creating or changing planning documents at regional (the voivodeship development plan, among others) and local level (the study of conditions and directions for development, local spatial development plans, among others),
- and other documents concerning nature protection forms in Poland (inter alia, the plan of protection for a national park, nature reserve and landscape park).

Finally, after nearly 6 years of work, the Regulation of the Council of Ministers regarding the preparation of landscape audits was adopted on 11 January 2019. Currently voivodeships are working on the audit (gathering data, designating landscapes). The time for the conducting of audits is about 3-4 years (depending on a voivodeship).

Landscape Conference in Poland

In recent years the annual Conferences on the implementation of the European Landscape Convention have been still held. "Landscape Conferences" are directed to government or self-government authorities, scientific institutions as well as non-governmental organisations. They focus on the current issues related to the CONVENTION implementation in Poland. In recent years the following issues have been the leading subjects of the Conference: *New challenges for the landscape protection and formation* (2016), *Science for the landscape protection and formation* (2017) and

Landscape services - landscape opportunities and potential (2018). About 100-120 persons participate in these meetings.

Conferences provide a platform for scientific centres to exchange experience as well as a place to exchange the views and the different approaches to the landscape - geographers, landscape architects, economists or sociologists as well as representatives of the administration of the nature and landscape protection.

Landscape Day

In recent period the General Directorate for Environmental Protection has undertaken to initiate the Landscape Day celebrations. Continuation of the actions initiated as part of the Landscape Day celebrations favours raising social awareness in terms of the responsibility for the formation and protection of the landscape by every human being. At the same time, the Landscape Day celebrated on 20 October is the day of organising events and initiatives giving an opportunity to illustrate the importance of the landscape in the human life, processes which create it or they allow for depicting the landscape diversity of Poland.

It should be emphasized that the popularity of the Landscape Day is gradually increasing. In 2017 about 30 initiatives related to the Landscape Day celebrations were held, while in 2018 there were already over 120 initiatives of this kind. The scale of events organised as part of the Landscape Day is extremely diverse, ranging from scientific conferences, through workshops for teachers/students, to the form promoted by the General Directorate for Environmental Protection, which is the landscape walk - i.e. the walk with a guide who presents the local landscape, its transitions or protection opportunities.

On this day it is possible to focus the public attention on the relation between the landscape and everyday life. Importantly, the increasingly wider involvement of various institutions and entities in the organisation of the Landscape Day celebrations is noticeable. General and regional directorates for environmental protection, local self-governments, national parks, landscape parks, primary schools, kindergartens, including hospital facilities or centres for children with disabilities, among others, participated in this event in the previous years.

Małgorzata Kosewska


Małgorzata Kosewska
Senior Specialist

Jakub Milczarek
Head of Unit

Generałny Dyrektor
Ochrony Środowiska

Andrzej Szweja-Lowandowski

28. PORTUGAL

Mrs Marta Andreia COSTA RODRIGUES, Senior Officer, Architect, Directorate General for Territory, Ministry of the Environment

Portugal ratified the Landscape European Convention in 2005 and has made significant progresses in terms of enhancement of the role of the landscape in public policies.

Since the last Council of the European Conference on The European Landscape Convention, several national initiatives can be pointed out as contributions for the implementation of the European Landscape Convention.

In 2015, Portugal approved a National Policy for Landscape and Architecture, the objectives and measures of which have already been integrated in previous Portuguese reports to the Council of Europe.

In 2017, with the support of Architects and Landscape Architect Associations and a private foundation, this policy document was published, and sent in 2018 by the Directorate General for Territory to all Portuguese municipalities. The intention was to raise the awareness of the municipalities to the Landscape and the existence of this policy.

During 2017 and 2018, several efforts were carried out to review and update the Portuguese National Spatial Planning Policy, the main instrument of Portuguese Spatial Planning System, which also promotes the articulation with the other policy sectors.

In this strategic instrument a specific measure for Landscape issues is foreseen under the goal of “To value the territory through the landscape”. This measure is one of the 50 measures of the National Programme to be implemented by 2030. The measure is based on the spirit of the Convention and it points to the need to promote landscape quality, encourage the preservation, safeguarding and valorisation of landscape heritage and to ask for the integration of landscape quality objectives in both spatial planning plans and financial instruments, as well as in the agriculture and forestry policy instruments.

In 2018, a national web site dedicated to the National Policy for Landscape and Architecture was also created. This site, although in development, already makes available a significant amount of information about the Landscape and Architecture policy, the European Landscape Convention, and the initiatives of the National and Council of Europe Landscape Awards. The public can be aware of the earliest Council of Europe Landscape Award winner projects, and a summary in Portuguese is available. It is also possible to know all the Portuguese 2018 Landscape Award submissions. The website has also a news area, where events related to the landscape are regularly posted.

In 2018, the programme of annual conferences of the National Policy for Landscape and Architecture began and the first event took place on 16 March, organised by the Landscape Architects’ Associations and the Portuguese Institute of Architects. During 2017 and 2018, other seminars on landscape were organised.

In 2018, Portugal also organised the second edition of the National Landscape Award. The national initiative was carried out to take the opportunity to disseminate the role of the European Landscape Convention. All the municipalities were directly contacted, as well

NGOs whose work is related to landscape. Twenty seven applications were submitted, and twenty two were admissible. The jury awarded three Honorable Mentions, and selected a winner to represent Portugal in the Landscape Award of the Council of Europe. The project “Landscape of the Pico Island Vineyard Culture” was submitted in January to the secretariat of the European Landscape Convention. Despite only being able to select one candidate, the initiative facilitated the collection and publicisation of several good examples.

To promote the training of the municipalities to value landscape issues in spatial and strategic planning, the Directorate General for Territory carried out the revision of a handbook which was first published in 2011 to promote the implementation of the European Landscape Convention at municipal level. This new version of the handbook aims to be more practical and pragmatic. It will also include a collection of good examples of municipal approaches to landscape issues, namely climate change, urban planning, agriculture and forestry, food production, ecosystem services, ecological connectivity, built and cultural heritage, tourism and recreation, and also landscape education.

In the beginning of 2019, a meeting with the landscape observatories currently existing in Portugal took place, with the aim of promoting some articulation and joining forces to boost joint initiatives.

Within the scope of a programme called Knowledge Academies, carried out by the Calouste Gulbenkian Foundation, a project is in progress aimed at raising the awareness of the young public to promote a territorial culture, through the measures integrated into the National Policy for Landscape and Architecture. The project involves about 200 students across schools, the Portuguese Institute of Architects, the Landscape Architects Associations and the Association of Geography Teachers.

The Landscape is in the policy agenda of the Portuguese Government. Through the Directorate General for Territory, the Ministry of the Environment and Energetic Transition has the aim of continuing the work to raise the awareness of different stakeholders and governance levels for the importance of the landscape, and to improve the actions to implement the European Landscape Convention.

29. ROMANIA / ROUMANIE

30. SAN MARINO / SAINT MARIN

31. SERBIA / SERBIE

Mrs Biljana JOVANOVIC-ILIC, Senior Advisor, Ministry of Environmental Protection

Mrs Nevena VASILJEVIC, University of Belgrade

*

Mrs Biljana JOVANOVIC-ILIC, Senior Advisor, Ministry of Environmental Protection

It is my pleasure to address you on behalf of the Ministry of Environmental Protection, culture and academic level, interested public and stakeholders, NGO sector, presenting ideas and integrating polyvalence of the European Landscape Convention.

My colleague, Professor Dr Nevena Vasiljevic, from the Faculty of Forestry in Belgrade, and I would like to affirm and present together our aspirations in intensifying the implementation of priorities set forth in the European Landscape Convention in the Republic of Serbia.

Improvement of implementation of the European Landscape Convention in the Republic of Serbia – 2019

The Republic of Serbia ratified the European Landscape Convention in 2011. The ratification brought new demands, potentials and challenges. Two ministries have been placed in charge of the implementation of the Convention: the Ministry of Agriculture and Environmental Protection and the Ministry of Culture and Information.

The Action plan emphasises the need to identify the types of landscape characters on the territory of the Republic of Serbia as a basis for the establishment of landscape policy and its integration in basic plans. The Rulebook defines procedures and information support for identifying the types of landscape character in Serbia.

Creating sustainable development of cultural landscapes – a challenge for local communities that we are working on

The modern notion of cultural landscapes indicates a great variety of physical and associative relationships, of which the most important is the relation of the population of Serbia to the territory inhabited by its natural elements.

The European Landscape Convention has formulated cultural dimension of the landscape as one of the main elements of natural and cultural heritage, contributing to the development of local cultures and the strengthening of continental, national, regional and local identities (European Landscape Convention 2000).

Adopting the Convention by virtue of the Law on Ratification of the Convention in 2011, the Republic of Serbia joined the countries which had expressed concern for sustainable economic development and understanding of the value of the European cultural and natural heritage, as the foundation of European identity, to which it belongs. After signing the convention, the Action Plan

for its implementation for the period 2015-2020 was prepared, and the Rulebook on identifying the landscape was adopted.

Although cultural heritage resources in the areas can be classified by type or its historical function, each individual landscape in Serbia will continue to be assessed on the basis of its specificity and uniqueness, its “*genus loci*” – the spirit of the site. An example of this is the project “Centuries of Bač”, which encompasses cultural heritage of three different faiths (Catholic, Orthodox and Islamic) at a location of a small urban centre in Vojvodina. The goal was to connect culture and science, ecology and green economy, by valuing and conserving cultural monuments (Catholic monastery in Bač, Orthodox monastery Bojani and Turkish bath). This is how we got a unique site once known as wetland, now connected by the European waterway along the Danube. This is an example of cultural heritage that must be considered within the cultural context to which it belongs, but also a place of economic and social development.

In practice, through actions, especially in local communities in times of unsuccessful economic systems in Serbia, it happens that local leaders define cultural policy *ad hoc*, as well as the goals of socio-economic action. The principles of successful design, or the creation and management of a cultural area in the dominant context of human rights, include the following stages of strategic planning:

- determining and adopting the concept of cultural policy;
- analysing the situation of the existing socio-economic and cultural practices;
- determining development opportunities;
- selecting priority areas;
- defining key operating strategies;
- evaluation and monitoring.

Our idea of dedication which implies priorities of permanent education and the European Landscape Convention at all levels, respecting dominant policies and principles of the Convention and dedication include basic principles of human rights and democratisation, authentically implied by the European Landscape Convention, demonstrates our idea to implement the Convention through transdisciplinary education (STEM) – The transdisciplinary educational model of sustainability includes: interface of art, science and community, adapted to national capacities, which are seen as the most functional and complex educational methods by a great number of cultural, artistic and educational university audiences in the Republic of Serbia, NGO sector, private education system/ context, informal education system, publishing, production, curricula in pre-school institutions and institutions of marginalised groups (inclusion dominantly), as well as a number of people with special needs.

Ever increasing faculties and academic audiences accept and implement the main and authentic contents of the European Landscape Convention. For example, at the Faculty of Dramatic Arts, department of Management in Theatre, Culture and Media, students have the possibility to discuss issues related to heritage management and the UNESCO and Council of Europe conventions including the European Landscape Convention (at the University of Arts, UNESCO Chair in Cultural Policy and Management – Master’s programme).

– The purpose of the education model (STEM), is to describe the components of a sustainability transdisciplinary education model (STEM), a contemporary approach linking art, science, and community opportunities.

Originality/value

– The convergence of science, art, and aesthetics enabled the participants to develop a deeper awareness and understanding of eco-justice for the promotion of a sustainable society.

Landscape Award of the Council of Europe

Zasavica

On 6 April 2017 in Strasbourg, the International Jury of the European Landscape Convention praised the managers of SNR Zasavica – the Mountaineering Movement of Sremska Mitrovica – for their achievements, and presented them to general public as a source of inspiration.

The project “Protection and Management of Zasavica Special Nature Reserve, as a tool for sustainable development”, was proposed for the award by the Ministry of Agriculture and Environmental Protection of the Republic of Serbia.

The importance of the recognition is to motivate and reward the citizens of the Republic of Serbia, who in the comprehensive context of the Convention deserve a dominant position: the right to a quality landscape, adequate environment, securing economics for present and future generations through sustainable survival.



The Council of Europe's Landscape Award is bestowed upon local and regional authorities and their associations, or non-governmental organisations, as a recognition of merit in the application of policies or measures of sustainable development, management and/or planning of the area.

Sremski Karlovci

Presentation of the projet

Summary of the Project Acknowledging inherited values embodied in the landscape and seeking the way to mitigate negative spatial development trends (urban sprawl, illicit construction, inappropriate land use), the aim of the Project was to create a spatial development strategy that would enhance general image of historical town of Sremski Karlovci, prioritising both settlement scale concerns and values of its surroundings.

This Project is the first Spatial planning document in Serbia that provides conceptual framework for spatial planning based on landscape conceptualisation and the first planning document that performs as an application model of the ELC. The area considered by the planning document covered 64,16 km² containing the diverse landscapes of the forested slopes of the Fruska Gora mountain and one of the widest alluvial plains of the middle Danube (Koviljsko-petrovaradinski rit). The contact zone between these two dominant spatial entities has determined the specific form of the landscape characterised by the compact morphology of the historical town of Sremski Karlovci and the particularities of its agricultural surroundings. The project activities were aiming to realise the full potential of landscape characterisation and to identify the landscape quality objectives with the purpose of creating new spatial development strategy for Sremski Karlovci. The adaptation of the spatial planning document appeared as the final product of comprehensive and collaborative work on those activities. Spatial Plan for a Special-Purpose Area "The Cultural Landscape of Sremski Karlovci" Municipality of Sremski Karlovci, Autonomous Province of Vojvodina, Republic of Serbia

LANDSCAPE AWARD OF THE COUNCIL EUROPE FOR CULTURE

European Union Award for the Fortress of Bač

In the year of European Cultural Heritage, the Ministry of Culture of the Republic of Serbia was awarded with the *Europe Nostra* prize for the project of rehabilitation of the fortress Bač.

The next common step is to enter the historic town of Bač with its surroundings into the UNESCO List of World Natural and Cultural Heritage in order to acquaint the entire world with the exceptional heritage of Bač and its surroundings, expecting the finalisation of this very delicate and complex process to be in 2019.

Among the winners of the *Europe Nostra* prize there are two more projects from Serbia: the rehabilitation project of Paviljon Kneza Miloša in Bukovička Banja in Arandjelovac and the research and cataloguing of the State Art Collection in Belgrade.

The following activities have been planned:

- Development of the project, continuation of activities – UNESCO – Disaster Risk Management in the Field of Cultural Heritage related to the European Landscape Convention;

- Nomination of the cultural area of Bač with its surroundings onto the List of World Natural and Cultural Heritage;
- Participation of RS at the Biennale of Contemporary Art in Venice related to the European Landscape Convention.

www.worldbank.org/en/events/2018/09/17/understanding-risk-balkans-conference

International Landscape Day of Council of Europe marked in Belgrade, Serbia

The 19th Council of Europe Meeting of the Workshops for the implementation of the European Landscape Convention on “The implementation of the European Landscape Convention at local level: local democracy” was held in Brno, Czech Republic, on September 2017.

www.coe.int/en/web/landscape/19th

Participants expressed the wish that on the occasion of the First International Landscape Day of the Council of Europe, which will be held on 20 October 2017, local authorities should be invited to celebrate the landscape as “an essential component of people’s surroundings, an expression of the diversity of their shared cultural and natural heritage, and a foundation of their identity.

Kragujevac

Celebrating the first International Landscape Day in Kragujevac

- On the occasion of the first International Landscape Day celebrated in Kragujevac on 13 October 2017, the European Landscape Convention was presented in the elementary school “Svetozar Markovic”. The organiser was the Regional Agency for Economic Development of Šumadija and Pomoravlje, and the main target group included teachers of biology, geography, history, Serbian language, literature and fine arts.
- The central topic was the promotion of the European Landscape Convention and of the pilot project implemented in Serbia entitled “Improving the capacity of the Šumadija and Pomoravlje region for the implementation of the European Landscape Convention”.
- Opening the central exhibition of student art works on the topic “The landscape I love and dream about” on 20 October 2017 meant officially the beginning of celebrating the first International Landscape Day in Kragujevac. All primary schools set up a thematic exhibition on their panels, while the central exhibition was organised in the elementary school “Svetozar Markovic”.

Participation in Workshops – Conferences tributing the European Landscape Convention

Representatives of the Ministry of Environmental Protection of the Republic of Serbia participated in the previous period in workshops and working groups:

- **Report from the National workshop on implementation of the European Landscape Convention in Bosnia and Herzegovina – Council of Europe (Trebinje 24 – 27 January 2018)**

At the invitation of the Council of Europe and the Ministry of Education and Culture, Institute for the Protection of the Cultural and Historical Heritage of the Republic of Srpska, Bosnia and

Herzegovina, we participated in an interactive national workshop “Policy Development for Improving the Sphere of the Future”.

- **Council of Europe European Landscape Convention – National Symposium on the implementation of the European Landscape Convention in Georgia. Inter-ministerial Round-Table: Integration of the landscape into policies Tbilisi, Georgia 9-10 March 2018**
- **Report from the 20th Council of Europe Summit dedicated to the CoE award for landscape, Latvia (Daugavpils)**

At the invitation of the Council of Europe and the Ministry of Environment and Regional Development of Latvia, we participated at the 20th Council of Europe Workshops, from 19 to 21 June 2018 in Daugavpils, Latvia.

- **Report from the 21st Meeting of the Workshops of the Council of Europe on implementation of the European Landscape Convention in Italy (Tropea)**

At the invitation of the Council of Europe Secretariat of the Convention – Directorate for Democratic Participation, and the Ministry of Cultural Heritage and Tourism of the Republic of Italy, we participated in the 21st Meeting of the Workshops on implementation of the European Landscape Convention in Calabria (Tropea) 3-5 October 2018. The topic of the Workshops was the European Landscape Convention and education. Within the conference, a study visit for delegates from States Parties (Stone Town Zungri, region of Calabria, province of Vibo Valencia) was organised on 5 October 2018. This site is on the list of the World Cultural Heritage.

- **Report from the 22nd Meeting of the Workshops of the Council of Europe on implementation of the European Landscape Convention in Spain (Seville)**

At the invitation of the Council of Europe Secretariat of the Convention – Directorate for Democratic Participation, the Ministry of Culture and Sport of Spain, in co-operation with the Andalusia Region and the Municipality of Seville, the representatives of the Republic of Serbia participated in the 22nd conference/workshops on implementation of the European Landscape Convention, Seville, 14-16 March 2019.

The topic of the Workshops was the European Landscape Convention in relation to water, landscape entity and civil (human) resources in the light of global change. Within the conference, a study visit to the National Park Donana (Andalusia) was organised for the state delegates. This site is on the UNESCO World Heritage List.

The Republic of Serbia is dedicated in its striving to intensify the priorities of the European Landscape Convention.

- Taking into account human rights, the human is always at the centre of the entity, gender equality as well as ambiguity and polyvalence of the Convention at all levels and in all social segments, we insist on the priorities in the period to come.
- What effect is climate change having on cultural landscapes?
- How do changes in energy provision and demand affect cultural landscapes?

- To what extent are cultural landscapes threatened by climate policies?
- How do cultural landscapes contribute to climate change mitigation and adaptation?

The Convention proposes legal and financial measures at national and international level, aimed to formulate “political landscape” and to encourage interaction between local and central authorities as well as cross-border cooperation in protecting landscapes. It outlines a series of different solutions to be applied by States according to their specific needs.

The intergovernmental committees of the Council of Europe will monitor the implementation of the Convention. It also provides for the allocation of a Landscape Award of the Council of Europe to local or regional authorities or an NGO, to implement a policy or best protection measures and sustainable, management and landscaping.

My colleague, Professor dr Nevena Vasiljevic, from the Faculty of Forestry in Belgrade, would like to affirm and present aspirations in intensifying the implementation of priorities and principals of the European Landscape Convention in the Republic of Serbia, as well.

2018

University of Belgrade, Faculty of Forestry

International Landscape Day of Council of Europe marked in Belgrade, Serbia

On the occasion of the International Landscape Day of Council of Europe, 20 October, the exhibition of students' projects, under the title “Landscape and Education” was organised by the Department of Landscape Architecture and Horticulture at the University of Belgrade – Faculty of Forestry, in cooperation with the Ministry for Environmental Protection of the Republic of Serbia, and with the presence of the representatives of Serbian Association of Landscape Architects. Exhibition puts forward the process of gaining knowledge about planning, design, protection and management of landscapes, with a goal of promotion the higher education programmes dealing with those topics.

<http://iflaeurope.eu/international-landscape-day-of-council-of-europe-marked-in-belgrade-serbia/>

2018

University of Belgrade, Faculty of Forestry

The book "Landscape Planning: Theories and Methods" by dr. Nevena Vasiljević is published at University of Belgrade

The *Landscape planning: Theories and Methods* is a comprehensive book that defines the subject and key issues of landscape planning, and provides a systematic insight into traditional and contemporary theories, concepts and methods in this field, as well as in current approaches to landscape protection, planning and management according to European Landscape Convention.

This book is primarily designed for Bachelor, Master and PhD students who attend the study program of Landscape Architecture (integration landscape into its regional and town planning policies and in its cultural, environmental, agricultural, social and economic policies, as well).

2018

Secretariat for Urban Planning and Environmental protection, Autonomous Province of Vojvodina, Republic of Serbia

Spatial plan for a special-purpose area “The Cultural Landscape of Sremski Karlovci” application for the Council of Europe Landscape Award

Planning team: **Urban and Spatial Planning Institute of Vojvodina**

This Project is the first Spatial planning document in Serbia that provides conceptual framework for spatial planning based on landscape conceptualization and the first planning document that performs as an application model of the ELC. This Project seen as a process of policy development is presented here in relation to the Serbian spatial planning systems` ability to recognize landscape character assessment and European Landscape Convention as an important framework and a valid approach in guiding spatial development.

The planning process established in the context of Sremski Karlovci can be replicated in a different context within Serbia and in other countries with similar spatial planning systems.

2019

**Ministry of Construction, Transport and Infrastructure of the Republic of Serbia
Spatial Plan of Special-Purpose Area “Studenica Monastery” has been adopted**

Planning team: Public company URBANISM – KRAGUJEVAC

The Landscape Character Assessment provide an objective description for the nine key character type of “Golija Studenica” planning area, which was base for the planning measure of landscape protection and development. This example can be considered as a continuation of good practice in relation to meeting goals of ELC implementation in spatial planning law (legislation) which is already done in the case of Spatial plan of spatial purpose of Landscape Sremski Karlovci.

32. SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUIE

Mrs Simona BORAROSOVA, Ministry of the Environment of the Slovak Republic

Mrs Zlatica CSONTOS ŠIMOŇÁKOVÁ, Senior Officer, Ministry of Environment of the Slovak Republic

Mrs Lucia ROSOLANKOVA, Ministry of Environment of the Slovak Republic

33. SLOVENIA / SLOVENIE

Mrs Jelena HLADNIK, Secretary, Ministry of the Environment and Spatial Planning

34. SPAIN / ESPAGNE

Mrs Carmen CARO, Co-ordinator, Institute of the Cultural Heritage of Spain, National Plans



**10th Council of Europe Conference on
the European Landscape Convention
6-7th May 2019**

SPAIN

Regional Law on Landscape

4 Autonomous Regions out of 17 have specific regulations on Landscape.
In these past two years:

Valencia has approved a Law on planning and landscape

(LEY 1/2019, de 5 de febrero, de la Generalitat, de modificación de la Ley 5/2014, de 25 de julio, de ordenación del territorio, urbanismo y paisaje de la Comunitat Valenciana)

Previously:

Cantabria (Ley 4/2014 de 22 de diciembre): on landscape

Galicia (Ley 7/2008 de 7 de julio): on landscape protection

Cataluña (Ley 8/2005 de 8 de junio): on landscape protection, management and planning

Landscape Strategies developed by Autonomous Regions

Mallorca, 2019: Landscape strategy (BOIB nº 35-2019-Estratègia de Paisatge)

Murcia, 2019 Landscape strategy for the Region of Murcia

Galicia, 2018: Landsscape Council of Galicia (Decreto 19/2018, de 1 de febrero, por el que se crea y regula el Consejo Asesor del Paisaje de Galicia).

Previously:

Andalucía, 2012: Lanscape strategy for Andalusia

Cultural heritage of the Canary Islands draft Law of 2019 to be approved, including some regulation of landscape (9L/PL-0016)

Publications:

100 Cultural landscapes and Narrando paisajes (www.100paisajes.es)

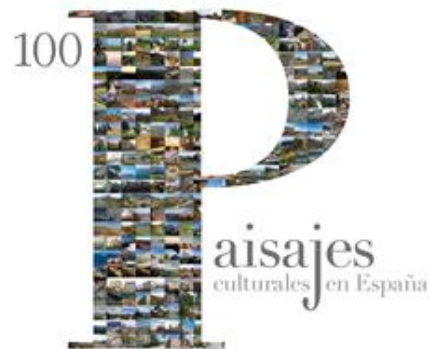
Four types of cultural landscapes according to main activity

Paisajes patrimoniales de España

Ministerio de agricultura, pesca y alimentación, 2018

Revista **Patrimonio cultural de España**

Celebrating the 25th Anniversary of the Mediterranean landscape chart



Projects:

Esparto landscapes (2018)



Ancient and primeval beech forests in Spain
Asturias, Navarra and Madrid



The dehesa, cultural landscape
One of the most characteristic landscapes in Spain



In relation to the Council of Europe:

Workshops:

Brno (Czech Republic) Implementation of the European Landscape Convention at local level, September 2017

Tropea (Italy) on Landscape and Education, October 2018

Sevilla on Water, landscape and citizenship, March 2019

Landscape Award:

Daugavpils, October 2018: Landscapes catalogue of Galicia (2016-2017)

The Bolonia Cove in Cadiz

Communication:

Updating L6 with information of some Regions

20th October - International Landscape Day



For more information:

Spanish Landscape Observatory of the European Landscape Convention

www.culturaydeporte.gob.es/planes-nacionales/planes-nacionales/paisaje-cultural.html

Observatorio español del Convenio Europeo del Paisaje del Consejo de Europa

35. SWEDEN / SUÈDE

*Mrs Anita BERGENSTRÅHLE-LIND, Head of European Union and International Relations,
Swedish National Heritage Board*

Mr Leif GREN, Senior Advisor, Swedish National Heritage Board

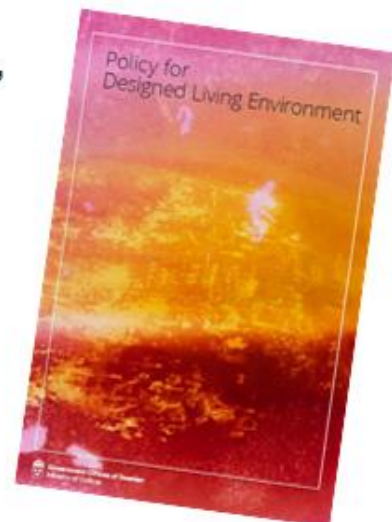


**Governmental Bill (2017):
"Policy for Designed Living Environment"**

- Holistic approach to the Living Environment
- Develop architecture and design policy
- Public sector as a role model
- Aesthetic, artistic and cultural assets
- Accessibility for all
- Improved cooperation and collaboration
- National strategy and Council for sustainable cities
- Establishment of a National Architect



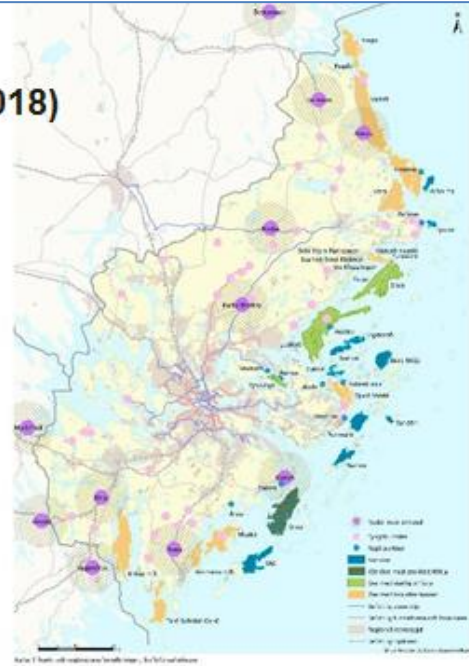
Helena Bjarnegård



Act on Regional spatial planning (2018)

Regional planning with focus on:

- use of land and water areas
- the location of buildings and constructions
- guidance for comprehensive plans and detailed development plans
- Initially mandatory for 2 of 21 Counties



National Boards under the Government, working with Specific Landscape Issues

The use of ELC:

- No national ELC-specific legal instruments
- Seldom used in official decision-making
- Increased use in management plans/protected areas
- Important as an information policy instrument



RIKSDOMSTINGEN
RIKSANTIKVARIAMBEDET

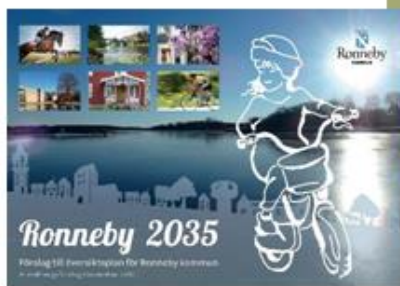
Regional Landscape Observatory of Västra Götaland

- Inspired by ELC and Catalonia landscape observatory
- Focus on climate change
- Cross sectorial landscape management.
- Coordination on spatial planning
- Democracy and citizen dialogue
- Collaboration on landscape issues
- Research and education



Municipalities, 290 in Sweden

- ELC has been increasingly referred as a vision in spatial planning



Landscape walks of Crown Princess Victoria

- Victoria's initiative for walks in all 25 historic provinces
- Big impact in media
- No direct connection to ELC



36. SWITZERLAND / SUISSE

Mr Gilles RUDAZ, Scientific Collaborator, Swiss Federal Office for the Environment

Mr Matthias STREMLow, Head of Section, Swiss Federal Office for the Environment

37. TURKEY / TURQUIE

38. UKRAINE

*Mrs Olena LEGKA, Chief Specialist, Division of Land and Mineral Resources Protection,
Ministry of Ecology and Natural Resources*

39. UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Daniel JONES, Head of Protected Landscapes, Department of Environment Food and Rural Affairs

ENGLAND

Article 5 – General Measures

a. Recognise landscape in law

N/A

b. Establish and implement landscape polices aimed at landscape protection, management and planning

- **“A Green Future: Our 25 Year Plan to Improve the Environment”** HM Government published its 25 Year Environment Plan (2018). Importance of landscapes highlighted: the Prime Minister’s foreword stated that “The UK is blessed with a wonderful variety of natural landscapes and habitats and our 25 Year Environment Plan sets out our comprehensive and long-term approach to protecting and enhancing them in England for the next generation”. A key action has been to commission a review of designated landscapes – i.e. landscapes designated as Areas of Outstanding Natural Beauty and National Parks – which will be led by Julian Glover, supported by an experienced advisory group. The Review has already completed a call for evidence with around 2,000 respondents. We expect findings from the Review to be published later in 2019.² Further commitments in the plan relevant for landscapes include identifying opportunities for environmental enhancement in all of England’s 159 National Character Areas (NCAs), with a view to monitoring indicators of our landscape’s character and quality]. The Government has emphasised the importance of landscapes in the development of future policy in farming, land management and the environment.
- **National Park Management/ Partnership Plans** - produced by the Broads Authority (2017-2022), Peak District NP (2018-2023), Exmoor NP (2018-2023).
- **Local Plans** - Exmoor NP Local Plan to 2031, formally adopted in 2017; Lake District National Park underway with periodic review of Local Development Plan; North York Moors National Park completion of ‘preferred options’ version of draft Local Plan; Broads Authority new policy developed to include landscape character in pre submission consultation of 2015-2036 Local Plan.
- Launch of **The Northern Forest** led by England’s Community Forests and Woodland Trust based on the National Character Areas. The long-term plan is to plant 50 million trees in and around the cities of Liverpool, Manchester, Leeds, Sheffield and Hull: areas planning to grow their industry, transport and housing.

c. Establish procedures for the participation of the general public

2. Terms of Reference for the Review available here: www.gov.uk/government/publications/designated-landscapes-national-parks-and-aonbs-2018-review/terms-of-reference

- **Northern Heartlands** – a Heritage Lottery Fund Great Places scheme and Natural England Conservation Strategy 21 national case study this project continues to deliver cultural activities that transform people’s understanding of the heritage, landscapes and places they live in, building their confidence and ability to influence policy and decision-making. Two Speaker and Discussion Events have been held this year with a focus on community involvement in Neighbourhood Planning and in Place Making as well as other community based initiatives including working with schools.
- **Mapping Your Valued Places Participatory GIS Tool** – the development and testing of a web based GIS tool to enable the public to identify what they value in their local landscape, where and why – providing spatial, quantitative and qualitative data (on a range of cultural ecosystem services) that can assist partners in developing landscape conservation strategies and local management plans (e.g. Westmorland Dales HLF Landscape Partnership project and Arnsdale & Silverdale AONB Management Plan Review). Longer-term aim is to make an online tool available to help capture what the public value and their special places across England’s 159 National Character Areas and improving NE’s evidence base.
- **Designated landscapes** – Natural England working with partners in the process of determining whether to designate an extension to the Suffolk Coast & Heaths AONB and, in doing so, have extended the statutory consultation with local authorities to the general public.
- **Landscape Monitoring and Engagement Strategy** - Peak District National Park development of landscape monitoring strategy including significant public participation element; Lake District National Park (engagement of community through consultation campaign associated with Local Plan review); Exmoor National Park (public opinion survey 2017, visitor survey 2018)

d. Integrate landscape into regional and town planning and in other social, economic and environmental policies

- **Development Plan Documents (DPD)** - joint venture between Natural England and Lancaster City Council & South Lakeland District Council on producing a DPD for Arnsdale & Silverdale AONB. This is the first DPD to cover an AONB area. Natural England has been actively involved in providing formal consultation advice and informal advice as well as attending meetings. Natural England attended one day of the examination in support of the LPAs/AONB. The document is currently at modifications stage following the Inspectors examination. We expect the document to be adopted by the Councils in December 2018/January 2019.
- **Supplementary Planning Documents (SPD)** - formal adoption of Landscape Character Assessment SPD in Exmoor National Park.

Article 6 – Specific Measures

a. Landscape awareness raising

- **Landscape Training** - Member training events for landscape policy and planning, design guidance - Peak District National Park, Exmoor National Park.

- **Dark Skies education and awareness raising** – Dark Skies festivals offered by South Downs National Park, Northumberland National Park, North York Moors National Park, Yorkshire Dales National Park, Exmoor National Park as a part of the development and commitment to Dark Sky designations.

b. Landscape training and education

- **Landscape Planning training** – Natural England have developed and ran a landscape training package designed specifically for the members of local authority planning committees and their officers. This has helped them to better understand landscape within the national planning system, designated landscapes in the context of national planning legislation and policies, and their responsibilities as the ‘relevant authority’ when determining planning decisions.
- **Series of landscape training/education events** – Natural England assisted with: conference on multifunctional landscapes (Landscape Institute South West CPD day); raising awareness of Landscape Character Assessment (National Survey of Burial Grounds Conference); Townscape Character Assessment training event; and delivered a Sensitivity and Capacity Assessment workshop.
- **Student work experience opportunities** – Exmoor National Park.
- **The Sill, National Landscape Discovery Centre - Northumberland National Park**. The Sill is a brand new visitor attraction which aims to excite and inspire people of all ages to explore the landscape, history, culture and heritage of Northumberland.
- **Choose Landscape** - Landscape Institute. This is a careers campaign which aims to encourage young people to consider landscape as a career. Its goal is to ensure that the UK has a good supply of future talent and skills within the landscape profession. Launched summer 2018.
- **Apprenticeship Trailblazer** – Landscape Institute. Designed to address the skills shortage within the landscape sector, this is the creation of two new standard apprenticeships within the landscape profession: Level 4 apprenticeship (Landscape Assistant) and Level 7 apprenticeship (Landscape Professional). It is employer-backed and has received approval from the IFLA.
- **Heritage Schools Programme** - Historic England. Developed in response to the government report on cultural education in England, the Heritage Schools programme aims to help school children develop an understanding of their local heritage and its significance. One project of particular relevance is the Heritage Schools Our Place – Local Area Characterisation project. A partnership between Historic England, Bristol City Council’s City Design Department and trained local teachers in the use of “Our Place” toolkit. The project enables communities to assess the character of their neighbourhood and play a more active role in determining what happens there in the future. Characterisation involves identifying any important historic places or buildings and defining what makes them special.

c. Landscape identification and assessment

- **Townscape Character Assessment** – Landscape Institute technical information note produced (with input from Natural England).
- **National Historic Landscape Characterisation** – data set released via the Archaeological Data Service.
- **World Heritage Site Inscription** – Lake District National Park (designation in 2017 under ‘Cultural Landscape’ category).
- **Landscape baseline and monitoring development** – Peak District National Park (new availability of digital landscape data from 1970-80’s); Lake District National Park (development of a landscape monitoring framework); Exmoor National Park (developing an approach to monitoring landscape change).
- **Land scape Character Assessment (LCA) updated / completed** – Peak District National Park (Sheffield Lakeland LCA 2018); Lake District National Park (update 2018); Exmoor National Park (2018); North York Moors National Park (integral to Local Plan development, 2018); Dartmoor National Park (2017); Broads Authority (update 2017)
- **Night Blight Mapping** – New Forest National Park use of CPRE data to help inform on development management decisions and recreation management.
- **Dark Skies** – Lake District National Park (partnership working with Forest England and Friends of the Lake District to develop Dark Sky zone initiative and designation).

d. Landscape quality objectives

- **Landscape Action Plan** – New Forest National Park guidance on conserving local distinctiveness.
- **Tranquillity Mapping** – New Forest National Park informing on intrusive audio and visual impacts to help inform decision making on development change, recreation management and highways infrastructure.

e. Landscape implementation

- **High Speed Rail 2 (HS2)** - Continuing to work with HS2 Ltd and other statutory agencies to seek to avoid and minimise the environmental impacts of Phase 1, 2a and 2b of the HS2 network, including positive outcomes for landscape where possible. Also ongoing work, as a member of three HS2-funded stakeholder groups, to influence the detailed design and enhancement measures so they respect the landscape in these areas as far as possible.
- **Undergrounding for Visual Amenity** (Distribution Network Operators) - Peak District National Park, Exmoor National Park, Broads Authority.
- **National Grid Visual Impact Provision and LEI** – Landscape Advisory Group support of National Grid Visual Impact Provision programme and Landscape Enhancement Initiative: potential undergrounding opportunities have been identified in four National Parks e.g. Dorset has now received planning permission with numerous landscape enhancement projects delivered in National Parks and AONBs e.g. Peak District National Park. Natural England continuing to support National Grids VIP national stakeholder group and LEI Grant

Panel and have so far awarded over £1.6m to landscape enhancement projects within National Parks and AONBs.

- **Heritage Lottery Fund** - North York Moors National Park ('Land of Iron' and 'Ryevitalise' projects in 2nd year of delivery); Lake District National Park ('Rusland Horizon's', 'Coniston Copper', Routes to Resilience, Historic Buildings Restoration Grant Scheme pilot).
- **Planning** – Peak District National Park Stanton Moor Principles (recipient of RTPI award).
- **Compensation and Mitigation Enhancements** – North York Moors NP Woodsmith Mine project, works resulting from compensation and mitigation for the assessed impacts of large scale polyhalite mine development. Works include woodland creation, tourism initiatives including dark skies development, ecological benefits.
- HLF funded **Hovertown Broad** project being run by the Norfolk and Suffolk Team alongside their engagement with the Broads Authority lead Landscape Partnership Scheme – Water, Mills and Marshes.
- **Avalon Marshes NNR** - Somerset Wildlife Trust joint vision is to create a new natural economy for the Avalon Marshes – see attached. It aims to create new sustainable business opportunities that create and support a valued landscape that helps manage brilliant reserves for wildlife and people.
- Proposal for a Biosphere Reserve in the **Cambridgeshire Fens**.

NORTHERN IRELAND

Article 5 – General Measures

a. Recognise landscape in law

N/A

b. Establish and implement landscape policies aimed at landscape protection, management and planning

N/A

c. Establish procedures for the participation of the general public

N/A

d. Integrate landscape into regional and town planning and in other social, economic and environmental policies

- In June 2018 the Department of Agriculture Environment and Rural Affairs Northern Ireland published a **Development Plan Evidence Guide on Landscape Character Assessment** (<https://www.daera-ni.gov.uk/sites/default/files/publications/daera/final-lca-guidance-with-template.pdf>). This sets out the 'best practice' steps that should be followed in relation to

the process of LCA in relation to spatial planning in Northern Ireland, including reference to all relevant previously published Northern Ireland assessments and their planning context. It is timely that this Guidance has been produced given that Local Authorities/Councils and other bodies such as Landscape Partnerships within Northern Ireland are in the process of producing their own LCAs or reviewing existing assessments. These will help inform Local Development Plans which can contain designations and planning policies which help to conserve landscape character.

Article 6 – Specific Measures

a. Landscape awareness raising

N/A

b. Landscape training and education

- NI Government has continued to encourage and support the **continual professional development** of staff in relation to the European Landscape Convention with staff attending workshops on Sensitivity & Capacity Assessment and How Character Influences Decision Making & Design.

c. Landscape identification and assessment

- Landscape Management Bodies within Northern Ireland have been supported to progress **landscape partnerships** and management of Areas of Outstanding Natural Beauty. Part of this work included the commencement of Fixed Point Photography Projects in an attempt to document changes in our landscapes over time.
- Northern Ireland are also engaging and contributing to UK / Ireland wide landscape character developments such as ongoing considerations **of landscape monitoring** and approaches to **landscape sensitivity assessment**.

d. Landscape quality objectives

N/A

e. Landscape implementation

N/A

SCOTLAND

Article 5 – General Measures

a. Recognise landscape in law

N/A

b. Establish and implement landscape polices aimed at landscape protection, management and planning

- Following publication in 2016 of a **common statement** on Landscape and the Historic Environment, Scotland's CONVENTION-Coordination Group (membership of which consists of public bodies with a landscape remit) is overseeing progress on related actions. An initial step is work on a shared position statement from Scottish Natural Heritage and Historic Environment Scotland due for consultation soon.
- Scottish Natural Heritage launched "**Our Natural and Cultural Heritage Fund**". It provides opportunities for investment in the Highlands and Islands to conserve, protect, promote and develop our natural and cultural heritage. The fund supports new opportunities to promote the nature and culture of the more remote rural areas within the region.

c. Establish procedures for the participation of the general public

N/A

d. Integrate landscape into regional and town planning and in other social, economic and environmental policies

- A refreshed approach to **local landscape designations** (identified by the local authority) is being undertaken by Historic Environment Scotland and Scottish Natural Heritage. Revised guidance is being prepared following consultation.

Article 6 – Specific Measures

a. Landscape awareness raising

- During the early months of 2019 the Forestry Commission Scotland Landscape & Culture Adviser prepared and delivered two two-day classroom courses in **forest landscape design** for forestry students at the University of the Highlands and Islands Scottish School of Forestry, and at Aberdeen University.

The course explains what is meant by 'landscape' and explores the principles of forest landscape design as outlined in the UK Forestry Standard (UKFS) landscape guidelines. Structured to combine presentations with practical design exercises, the course provides an explanation of the design principles; demonstrates their application and then allows practice time to apply them to forest design work. It demonstrates how the application of these principles can contribute towards the effective design of both new forests and the restructuring of an existing forest, so they make a positive contribution to Scotland's landscapes.

<https://scotland.forestry.gov.uk/supporting/strategy-policy-guidance/landscape/forest-landscape-design-training-course>.

- Scottish Natural Heritage published a landscape **Infographic** in autumn 2019. It illustrates some of the benefits Scotland's landscapes provide, with supporting figures and statistics.
- Scottish Natural Heritage and Historic Environment Scotland are working on an **assessment of community engagement in landscape-scale strategic planning** in the context of Landscape Quality Objectives.

b. Landscape training and education

N/A

c. Landscape identification and assessment

- **Landscape character:** Scotland, one of the first countries to attain national coverage of landscape character assessment in the 1990's, has reviewed the original dataset. The revised information is now available via online interactive mapping: a more accessible resource for both the public and professionals. The formal launch is due in April 2019. Scottish Natural Heritage led the work in collaboration with Forestry Commission Scotland and others. The SNH website includes introductory pages as well as the new dataset of 390 Landscape Character Types across Scotland.
- **Coastal Characterisation:** Related work on a methodology to assess coastal landscapes resulted in guidance being published. The guidance went through a focussed consultation exercise with a range of stakeholders.
- **Monitoring:** The second phase of Scotland's Landscape Monitoring Programme (phase 1 was published in April 2017) is underway. It includes fixed point photography, with the initial focus being baseline images in nationally designated landscapes (National Scenic Areas).
- **Understanding and monitoring:** The Scotland-wide completion of Historic Land-use Assessment (HLA) was followed by the publication of the book *A History of Scotland's Landscape*, which analyses aspects of historic landscapes. Historic Environment Scotland is using the data to monitor changes in the historic landscape, documented in its regular review – Scotland's Historic Environment Audit (SHEA) (www.historicenvironment.scot/advice-and-support/planning-and-guidance/scotland-s-historic-environment-audit/).

d. Landscape quality objectives

N/A

e. Landscape implementation

N/A

WALES

Article 5 – General Measures

a. Recognise landscape in law

N/A

b. Establish and implement landscape polices aimed at landscape protection, management and planning

N/A

c. Establish procedures for the participation of the general public

- The **LANDMAP interactive map** continues to be supported and maintained ensuring access to the strategic landscape evidence base to support landscape-based decision making in Wales is available to all users without a requirement for GIS. This resource is freely available and is frequently used by consultants and the public <http://landmap-maps.naturalresources.wales>.
- The planning system is a principal mechanism in Wales through which landscape is recognised in decision-making, opportunities for participation and involvement by the public through consultations or working groups with wider representation are numerous. Many landscape assessments go through a public consultation process before being given a formal role in decision-making through becoming **Supplementary Planning Guidance**.
- NRW is currently working with National Federation of Women's Institutes Wales, who have been awarded a Heritage Lottery Fund grant to set up a national network of local **urban tree champions** across Wales. NRW is one of several partners, others include The Woodland Trust, OPAL (Tree health) and Open University (who have developed a tree identification and assessment app called Treezilla). Using their wide membership network in local communities, a variety of local WI projects will develop across Wales, ranging from tree identification, assessment and management, to tree planting, and tree celebration events.

d. Integrate landscape into regional and town planning and in other social, economic and environmental policies

N/A

Article 6 – Specific Measures

a. Landscape awareness raising

- The **State of Natural Resources Report** (SoNaRR) prepared and published by Natural Resources Wales was the first of its kind in Wales. The report, published in 2016, sets out the state of Wales' natural resources, the extent to which natural resources are being sustainably managed and recommends a proactive approach to building resilience. The report considers economic, social and cultural benefits and links the resilience of Welsh natural resources to the well-being of the people of Wales. The inclusion of landscape raises awareness of the current resource together with trends from recent landscape monitoring work and emphasises the role of landscape as a framework for linking people and natural resources within places. The second SoNaRR report is now in production to be published in 2020.

- The Royal Commission is leading the 5-year **EU-funded Ireland-Wales CHERISH Project (Climate, Heritage and Environments of Reefs, Islands and Headlands)**, with Aberystwyth University (Dept Geography and Earth Sciences) as the other Welsh partner. The project focusses on coastal heritage sites and landscapes of paleoenvironmental interest, with a specific objective to increase capacity and knowledge of Climate Change Adaptation for the Irish Sea coastal communities. The project runs between 2017-2021 and has developed a joint-nation approach to studying and documenting the impacts of climate change on Irish and Welsh coastal heritage sites, including (in Wales) in the protected landscapes of Anglesey and Llyn AONBs and Pembrokeshire Coast National Park. www.cherishproject.eu/en.
- Natural Resources Wales, the four Welsh archaeological trusts and Cadw held a workshop on the **Registered Historic Landscapes** to work towards improving clarity on their boundaries and relationship to Historic Landscape Characterisation
- Natural Resources Wales has recently consulted on its draft **Landscape Sensitivity and Capacity Assessment Guidance** to help inform local planning for renewable energy developments. This draws from a variety of good practice from across the UK, and includes stages of identifying, assessing and setting objectives for landscapes in relation to types of development. <https://naturalresources.wales/guidance-and-advice/environmental-topics/consultations/our-own-consultations/landscape-sensitivity-and-capacity-assessment/?lang=en>.
- Natural Resources Wales has written, and maintains, internal operational guidance on reviewing landscape and visual impacts from applications that include tall structures such as wind turbines ‘**Landscape: On-shore Wind Turbines and Vertical Structures**’ and ‘**How we assess landscape and visual effects of tall structures**’.
- NRW’s **Joint Improvement Project** with the Planning Officers Society of Wales, has been providing landscape planning training to Local Authority Planning Officers.

b. Landscape training and education

N/A

c. Landscape identification and assessment

- The **LANDMAP programme of monitoring** identifies character areas where significant landscape change has been identified over a ten-year period. Multiple resources, including remote sensing, identify, analyse and interpret change. The change detection work identifies exactly which character areas should be updated as part of the LANDMAP programme, monitoring reports link evidence of landscape change and the updating of LANDMAP information. Monitoring of the Visual & Sensory, Landscape Habitats and Historic Landscape character areas have been completed. A report on Landscape Habitats statistics based on this work will be completed in March 2019 to complement the Visual & Sensory statistics report already produced. <https://cdn.naturalresources.wales/media/684055/landmap-visual-and-sensory-all-wales-stats-2017.pdf?mode=pad&rnd=13162559914000000>.
- The Natural Resources Wales local **Seascape Character Assessment** programme has resulted in 70% Wales completed, plus 100% national (broad) scale assessment of marine character areas –

linked to Wales's draft National Marine Plan, which includes policies in relation to character, coastal communities, tourism and recreation, and the historic environment. Recent assessment work includes visual sensitivity of Designated Landscapes to offshore wind farms, and siting and design guidance.

- Welsh Government, Natural resources Wales and Forest Research are working towards updating the **Tree Canopy assessment for Wales' Towns and Cities** assessment <http://naturalresources.wales/guidance-and-advice/environmental-topics/your-neighbourhood/green-spaces/urban-trees/?lang=en>. This is important evidence for urban forestry and Green Infrastructure on tree pattern and cover at national, county, town and neighbourhood levels.
- A new report called **LANDMAP, Landscape and a Changing Climate** (March 2019) links projected climate changes for Wales in 2050 to landscape character and qualities. The work identifies the impacts of climate change on 14 broad landscape character types, provides maps that identifies the spatial distribution of the character types supported by a written narrative and key statistics of potential change for each landscape type.
- New work on **LANDMAP Cultural Landscape Services** has created a new spatial dataset that draws together key landscape cultural services relating to landscape, tranquillity, sense of place and cultural heritage. Further work is planned to engage communities with this work to enrich our landscape information and understanding of people and place.
- A **Centenary Tree Project to mark 100 years** since the end of the First World War will feature creative tree planting to commemorate those who died during the War. The project will also mark the centenary of the Forestry Commission, whose Welsh arm became part of NRW in 2013. The project aims to reach every community in Wales, including working with young people to rebuild their relationship with trees and emphasise the important role trees play in our lives. Planting is expected to begin in 2019 and will take between three and five years to complete.
- The Welsh Government has consulted on a **draft Climate Change Adaptation Plan** which includes a range of strategic actions focused on adaptive nature and the rural economy, protecting coasts and seas, safe homes and places, and protecting the historic environment. A consultation has also taken place on a more detailed adaptation plan for the historic environment sector, intended to raise awareness of the risks and opportunities of climate change for the historic environment, and the need for adaptation. It has identified a series of actions to be addressed through collaborative working aimed at building adaptive capacity and increasing resilience.

d. Landscape quality objectives

N/A

e. Landscape implementation

- The **Environment (Wales) Act 2016** and **Well-being of Future Generations (Wales) Act 2015** both recognise the importance of taking a landscape-scale scope and working through an

ecosystem services approach to recognise the multiple values that landscapes provide for nature and natural processes and people and their well-being.

- The Well-being of Future Generations (Wales) Act 2015 establishes statutory Public Service Boards, each must prepare and publish a plan setting out its objectives and the steps it will take to meet them in a **Local Well-being Plan**. Landscape and seascape narratives and information have been prepared for the evidence packs to help support the well-being assessments and plans.
- The Designated Landscapes will be reporting on an annual basis on progress relating to any NRW funded activity against the proposed **National Indicators** 3, 5, 8, 23, 29, 37, 41 and 44 (<https://beta.gov.wales/measuring-our-nations-progress>).
- Under the Environment (Wales) Act 2016 Natural Resources Wales is developing **Area Statements** for publication in 2020, bringing relevant data and knowledge together into integrated landscape-scale plans related to local government areas. Landscape narratives, maps and statistics identifying the baseline and related benefits for each area have been prepared for each Area Statement, Landscape Architects/specialists are attending external Area Statement workshops and continuing to put forward landscape perspectives and information where possible.
- The **Planning (Wales) Act 2016 and Historic Environment (Wales) Act 2016** provide foundation to strengthen current approaches and embed the ways of thinking in policy-making that come from the Environment and Well-being Acts. These various Acts and the policy documents that arise, represent a significant step change in thinking in relation to landscapes in Wales.
- Welsh Government has published **Planning Policy Wales Edition 10**, which sets the context for all planning decisions in Wales. This sets out that all landscapes are valued for their intrinsic contribution to a sense of place. Through PPW, Welsh Government recognises the importance of protecting and enhancing a landscape's special characteristics and has instructed local planning authorities to consider landscape from the outset when developing their development plans and strategies. Special considerations apply to **AONBs and National Parks**, which are reflective of the statutory protection afforded to them. The updated Planning Policy Wales also places a requirement on all Local Planning Authorities to undertake a **Green Infrastructure Assessment**.
- From January 2019, much more onerous requirements are placed on developers to produce **Sustainable Drainage schemes** (SUDS) focussing on soft engineering and designing for multiple benefits.
- Work is continuing to develop a **National Development Framework for Wales**, which will be a national spatial plan reflecting WG's strategic priorities with development plan status. Welsh Government have been consulting with stakeholders and working with Natural Resources Wales on planning for renewable energy in this plan. Effects on landscapes have been an important factor in assessment work to inform this.
- NRW Designated Landscapes work is ongoing to develop **AONB Parity proposals** for Ministerial consideration. This has involved a considerable amount of collaboration between all the AONB's, NRW and the NAAONB, also mindful of the Glover Review in England.
- NRW's response to WG consultation **Brexit and Our Land** has asserted that landscape should be considered a public good due to the benefits which arise from well-managed landscape.

- There is a series of **landscape-scale projects** underway across Wales, funded by the **National Lottery Heritage Fund**. Each scheme brings together a range of partners both to support and to participate in the project.
 - Gower Landscape Partnership aims to inspire and help local people look after the special and distinctive features of the Gower landscape, through environmental education, conservation of natural and cultural features, training in traditional skills, recording and interpretation.
 - The Carneddau Partnership will seek to manage the natural and cultural heritage – the archaeology and ecology – of an important upland landscape.
 - The Living Levels Partnership aims to reconnect people and communities to the unique landscape of the Gwent Levels, and provide a sustainable future for the area through conservation and restoration of the natural heritage, sustainable farming practices, skills development and access and interpretation.
 - Tir & Môr Ynys Cybi Land & Sea: Holy Island Landscape Partnership will include projects which celebrate Holy Island's culture and landscape, involving people who live and work there.
 - Our Picturesque Landscape scheme aims to reconnect communities with the landscapes and special features of the Dee Valley and Pontcysyllte Aqueduct and Canal World Heritage Site. A programme of landscape enhancements, access improvements and educational activities will be undertaken 2019-2024.
- The **National Grid Visual Improvement Project** is undergrounding overhead electricity lines in National Parks and AONBs as a Landscape Enhancement Initiative which is mitigating impact of overhead lines through landscape enhancement, there are two live schemes in Snowdonia National Park and one in development in Clwydian Range and Dee Valley AONB.
- NRW is working with NAAONB plus all of Wales' National Parks and AONB's, as well as a wider partnership including FUW and RSPB and Wildlife Trusts Wales, on a large scale wildlife enhancement project called **Delivering for Nature in National Parks and AONB's**.
- NRW & the **Landscape Institute** maintain contact to raise awareness of current work and issues in Wales and consider future mutual opportunities that includes training.

*

PART / PARTIE II

**MEMBER STATES OF THE COUNCIL OF EUROPE OBSERVERS /
MEMBER STATES OF THE COUNCIL OF EUROPE OBSERVEURTEURS**

1	Albanie / Albania
2	Austria / Autriche
3	Germany / Allemagne
4	Iceland / Islande (<i>Signatory State</i>)
5	Liechtenstein
6	Malta / Malte (<i>Signatory State</i>)
7	Monaco
8	Russian Federation / Fédération de Russie

*

1. ALBANIE / ALBANIA

2. AUSTRIA / AUTRICHE

3. GERMANY / ALLEMAGNE

Mrs Grit KOLTERMANN, Ministry of Economic Affairs, Labour and Housing, Baden-Württemberg

4. ICELAND / ISLANDE (*Signatory State*)

5. LIECHTEINSTEIN

6. MALTA / MALTE (Signatory State)

Mr George BOZIOELOS, Assistant Environment Protection Officer, Environment and Resources Authority

Mrs Marie Thérèse GAMBIN, Unit Manager Environment and Resources Authority

As a way of introduction, it is deemed relevant to note that the Maltese Islands consist of an archipelago of three main inhabited islands and a number of smaller uninhabited ones, which lie roughly at the centre of the Mediterranean Sea. The islands cover a total area of 316km². The natural and rural landscapes of the islands are dominated by karstic rock formations, Mediterranean-type flora and terraced agricultural fields. Humans have inhabited the islands for at least 7000 years, while natural processes have influenced the Maltese landscape character over time.

Within this context, Malta has taken up the important role of safeguarding its identity, including cultural and environmental aspects. In this respect, Malta already protects landscapes as part of its environment and land use policies, and takes such matters into consideration through various policy and participatory aspects.

One can mention, amongst others, existing legislation regarding planning, environment and cultural aspects, catered for through the Development Planning Act, the Environment Protection Act, and the Cultural Heritage Act, together with relevant subsidiary legislation and related policies. Public participation is taken into consideration in relevant articles of the Environment Protection Act, amongst others.

The protection of landscape is included in a number of subsidiary policies including Malta's National Biodiversity Strategy and Action Plan, the Water Catchment Management Plan, and the UNCCD National Action Programme (which is currently being drafted). In addition, environmental assessment processes allow for informed decision-making and enhanced public awareness, including on the value of Malta's landscape and its landscape features.

When considering the designation of areas through national law, Malta is proud to have achieved a coverage of 28.5% of its land area and 35.5% of its marine waters. This implies the protection, management and planning of natural aspects and beyond. Some of the different national designations include: Area of Ecological Importance, Site of Scientific Importance, Area of High Landscape Value, Bird Sanctuary, Nature Reserve, Special Area of Conservation, Special Protection Area and Tree Protection Area.

Regarding those areas which form part of the EU Natura 2000 network (which contribute towards the CoE Emerald Network), management plans or conservation orders have been published for the terrestrial sites, while conservation objectives and measures are being drafted for the marine sites. Such measures take into consideration ecological restoration, regulation of certain activities and public awareness initiatives, amongst others.

Meanwhile, a national Landscape Assessment Study has also been carried out. This addresses relevant directions that may lead to a structured strategic landscape policy. Additionally, in 2019, a Green Infrastructure Information Document was published, following relevant public consultation.

Malta assures the Council of Europe that through such considerations, and others, it looks towards safeguarding landscapes, with a view to contributing towards the quality of life of its citizens, allowing for multiplier effects in other sectors, such as the environment and the economy, rendering the Maltese Islands more attractive to live, work in and visit.

7. **MONACO**

8. **RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE**

*

PART / PARTIE III

**NON MEMBER STATES OF THE COUNCIL OF EUROPE OBSERVERS /
ETATS NON MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE OBSERVATEURS**

1	Canada / Canada
2	Holy See / Saint-Siège
3	Japan / Japon
4	Mexico / Mexique
5	United States of America / Etats Unis d'Amérique
6	Belarus / Bélarus
7	Israel / Israël

*

1. CANADA / CANADA

2. HOLY SEE / SAINT-SIEGE

3. JAPAN / JAPON

4. MEXICO / MEXIQUE

5. UNITED STATES OF AMERICA / ETATS UNIS D'AMERIQUE

6. BELARUS / BELARUS

Mrs Natalia KHVIR Natalia, Ministry of Culture of the Republic of Belarus

Mrs Natallia MURYNA, Heritage expert, Minsk

7. ISRAEL / ISRAËL

Mrs Dafna CASARETTO, Senior Official, Ministry of Agriculture and Rural Development

Dear colleagues,

Thank you for the opportunity to present at our meeting. I would like to start with a brief description of Israel. Israel is a small country with an area of approximately 22,000 km² to get the idea the country area is a four-time bigger than the Calvados Department in France. The Israeli population is about 9 million people, and the average population density is about 400 people per m², which is four times higher compared to the Calvados Department. However, the real average population density of Israel is higher since at the southern part of the country is a desert and it is sparsely inhabited. The total area of arable land is about 4,000 km² and about half of it is irrigated.

Thus, Israel is a small country with a very high population density; the arable land area is small but it is used in a very intensive way. Nowadays, the arable irrigated land is growing from year after year due to new water treatment and seawater desalination technologies.

I acknowledge the intensive character of the Israeli agriculture because it not only produces high yields, but it is a very powerful tool of landscape rebuilding. In unskillful hands, it may damage and destroy the environment over a few decades. In order to avoid this negative effect, we choose territories for growing crops by means of criteria of different landscape features, including relief, lithology, and soils.

An important uniqueness of modern Israel is the high mobility of its population. On weekends and holidays, thousands of people rush out of the city into the countryside. This situation raises the question: how the interests of those engaged in agriculture could be combined with the interests of those willing to devote their leisure time to nature. In these circumstances, The European Landscape Convention has been able to successfully provide a favorable framework with an integrative holistic approach that facilitates the integration of the traits of spatial land organization with the population ability to visit natural and cultural heritage sites, learn about human history, enjoy the environment and appreciate the beauty of domestic landscapes.

To conclude, I would like to highlight one more time that the implementation of the European Landscape Convention holistic approach, gives us an excellent opportunity and very effective tools to balance the interests of society and the intensive agricultural industry. Nowadays in the Ministry of Agriculture and Rural Development of Israel, we have two special projects conducted by this method: one of them is located at the Negev desert in the south of Israel and the second one in the Galilee region, in the north.

Although we are not part of the European Landscape Convention framework, we have already gained some experience and look forward to cooperating with all participants, especially those from the Mediterranean Basin.

Thank you for your attention.

*

APPENDIX /ANNEXE

DOCUMENT

Document annexé à l'intervention de l'Andorre:

M. Marc ROSSEL SOLER, Directeur général, Gouvernement de l'Andorre, Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et du Développement Durable, Département de l'Environnement et du Développement durable, Andorre

Loi sur la conservation du milieu naturel, la biodiversité et le paysage de l'Andorre

Exposé des motifs

Conformément à l'article 31 de la Constitution, il correspond à l'État de veiller à l'utilisation rationnelle du sol et de toutes ses ressources naturelles afin de garantir la qualité de vie des citoyens et de maintenir pour les générations futures un équilibre écologique rationnel de l'atmosphère, de l'eau et de la terre et défendre la flore et la faune autochtones. Dans le respect de ce mandat constitutionnel, la présente Loi a pour objet la conservation du milieu naturel, de la biodiversité et du paysage de la Principauté d'Andorre.

La protection du milieu naturel, en général, et du patrimoine naturel, en particulier, de la part des pouvoirs publics, qui a débuté à la fin du XIXe siècle avec les premières interventions pour la défense des forêts et du paysage, a une longue tradition dans le monde occidental.

Au niveau européen et international, les conventions relatives à la protection de la nature se sont multipliées ; la Principauté d'Andorre y a adhéré au fur et à mesure que les stratégies et les politiques permettant d'atteindre les objectifs fixés dans les susdites conventions se sont développés.

La présente loi s'inspire et développe principalement la convention de Berne relative à la vie sauvage en Europe, qui est entrée en vigueur en Andorre le 1er février 2001, la Convention européenne du paysage qui est entrée en vigueur en Andorre le 1er juillet 2012, et la Convention sur la diversité biologique qui est entrée en vigueur en Andorre le 5 mai 2015.

La Principauté d'Andorre dispose déjà d'une réglementation de la protection de la nature. La Loi sur la protection du patrimoine culturel-naturel, du 9 novembre 1983 a contribué à la conservation de la nature. Dans ce cadre-là, il est aussi à remarquer la création du Parc Naturel de la Vallée du Sorteny en 1999 et du Parc Naturel des Vallées du Comapedrosa en 2003. De même, en 2003 est adoptée la déclaration institutionnelle pour la protection, l'usage et la gestion durable de la Vallée du Madriu-Perafita-Claror, espace qui a été inclus en 2004 sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO dans la catégorie des biens culturels dans la modalité de paysage culturel.

En outre, à partir de l'adhésion d'Andorre, en 2012, à la Convention de Ramsar, relative aux zones humides, ces trois espaces ont été désignés comme Zones Humides d'importance internationale - lieux Ramsar – avec une superficie de près de 7.000 hectares. Ces trois espaces représentent plus du 14% du territoire d'Andorre. Les zones humides sont aussi prises en compte dans les articles 42 et 45

de la Loi générale d'aménagement du territoire et d'urbanisme de l'an 2000 en tant que zones de protection des eaux.

Il faut dire que les instruments de protection du milieu naturel ont évolué notablement envisageant la protection dans une perspective large et complexe. Ces instruments concilient les mesures de conservation in situ des habitats et des espèces avec l'adoption de mesures complémentaires ex situ. Ainsi, sont pris en compte les trois niveaux principaux de la biodiversité, à savoir, les espaces (habitats), les espèces et les individus (gènes), prenant également en considération leurs interrelations. Cette nouvelle Loi utilise cette méthodologie moderne de protection du milieu naturel, conformément aux principes fixés par la Convention sur la diversité biologique.

L'Andorre a développé des plans et des stratégies dans différents domaines qui permettent le maintien et l'amélioration de la qualité du milieu naturel et de la biodiversité dans le pays. Il s'agit, entre autres, du Plan d'Assainissement des Eaux qui a permis de récupérer la qualité des fleuves atteignant un 81% des stations de mesure avec une qualité excellente et bonne. Il faut citer également le Plan National des Déchets qui a permis la mise en place d'une gestion plus rationnelle des déchets générés en Andorre avec des résultats comparables aux moyennes européennes.

Les stratégies nationales comme celle du paysage, approuvée en 2012, ou celle de la biodiversité, approuvée en octobre 2016, s'inscrivent pleinement dans le cadre de la présente loi qui les définit et leur donne un cadre légal.

Il est également à signaler l'élaboration de multiples études sur la faune et la flore du pays et l'ensemble de la législation déjà existante en matière de chasse, de pêche, de protection du milieu aquatique, de protection de la faune et de la possession d'animaux, entre autres.

Concernant les masses forestières, qui occupent plus du 40% de la superficie du pays, on leur accorde une multifonctionnalité aussi bien au niveau environnemental qu'économique en raison de leur fonction productrice et régulatrice du cycle biologique, leur fonction de réservoir de la biodiversité, leur fonction protectrice des sols face à l'érosion, ainsi qu'une fonction sociale dans des aspects comme les loisirs et le paysage.

Dans le domaine plus général de la préoccupation mondiale pour le changement climatique, la présente loi reconnaît les masses forestières comme le principal puits de gaz à effet de serre d'Andorre et conseille de les gérer en tant que tels afin de répondre aux obligations mondiales dérivées de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique et l'Accord de Paris auxquels l'Andorre a adhéré.

Il faut insister sur le fait que l'Andorre a vécu depuis toujours, et encore aujourd'hui, des actifs de son milieu naturel, aussi bien en ce qui concerne l'agriculture que, plus récemment, le secteur tertiaire, et plus concrètement le tourisme qui représente 60% du PIB et qui se nourrit, en bonne mesure, des ressources de nos montagnes.

La biodiversité, en particulier, et le patrimoine naturel de manière plus générale, doivent être conservés pour leur valeur intrinsèque, pour leur beauté et pour les services environnementaux qu'ils procurent, prenant en considération les valeurs éthiques et esthétiques qu'ils apportent à la société et à leur importance vitale pour la continuité de l'existence de la vie sur notre planète.

Pour cela, la présente Loi est le fruit d'une action réglementaire décidée en faveur du milieu naturel, cohérente avec les mandats de la Constitution et respectueuse des compétences des communes (Comuns) qui homologue la Principauté d'Andorre avec les exigences de la communauté internationale en matière de conservation de l'environnement.

La Loi est structurée en huit titres, soixante-un articles, une disposition transitoire, une disposition dérogatoire et deux dispositions finales.

Le titre I définit l'objet de la Loi, le glossaire de ses termes ainsi que les principes généraux qui doivent guider l'action des administrations en matière de conservation du milieu naturel, de la biodiversité et du paysage.

Le titre II développe la Stratégie nationale de la biodiversité d'Andorre, qui est l'instrument de planification stratégique et de coordination en matière de conservation du milieu naturel et de la biodiversité. Il établit également la Commission de coordination et de développement de la Stratégie nationale de la biodiversité d'Andorre comme un organe consultatif et de coordination entre le Gouvernement, les Communes (Comuns) et la société civile.

Le titre III établit les principes d'action à appliquer pour la conservation de la biodiversité aussi bien au niveau génétique que des espèces et aussi des habitats prioritaires. Des mesures pour préserver la santé des personnes et de l'environnement sont introduites, telles que la possibilité de diminuer ou d'interdire des produits chimiques nocifs, prenant en considération les préjudices graves que ces produits peuvent avoir sur les insectes pollinisateurs et, par conséquent, sur une bonne partie de la production alimentaire de la planète. La Loi prévoit la création d'un système informatique de rassemblement des données concernant la biodiversité comme mécanisme de classement des espèces de la Principauté d'Andorre. Par ailleurs, les différentes catégories d'espèces sont établies et réglées selon leur régime de conservation. Dans ce titre sont rassemblés les aspects qui concernent aussi bien la faune que la flore. Par rapport à la conservation des espèces protégées de la faune, la présente loi se réfère à la Loi sur la possession et la protection des animaux et la complète avec les normes de conservation applicables aux espèces animales qui sont classées au moins comme espèces menacées.

Le titre IV règle les espaces naturels protégés. Le premier chapitre définit et classe les différents espaces naturels protégés, et établit les catégories suivantes : les parcs naturels, qui peuvent être nationaux ou communaux, les réserves naturelles et les monuments naturels et prévoit la création d'espaces naturels protégés transfrontaliers. Le deuxième chapitre fixe la procédure de gestion et de déclaration des parcs et des réserves naturelles, ainsi que les axes essentiels de leur gestion. Finalement, le troisième chapitre prévoit le système de planification des parcs et des réserves naturelles.

Le titre V règle la gestion des masses forestières de la Principauté. Les plans de gestion forestiers communaux sont établis comme les instruments basiques pour leur réglementation, pour prévenir la fermeture de la végétation et, tenant en compte la fonction des masses forestières dans la lutte contre le changement climatique, pour garantir leur conservation comme puits de carbone dans la ligne des dispositions de la communauté internationale, les faisant compatibles avec l'ensemble de leurs fonctions.

Le titre VI règle la protection, la gestion et l'aménagement du paysage conformément aux principes de la Convention européenne du Paysage et établit la Stratégie Nationale du Paysage comme cadre de préservation du paysage d'Andorre.

Dans le titre VII sont réglées les activités professionnelles dans le milieu naturel, les activités de camping, les grandes manifestations, l'accès avec des véhicules motorisés ou roulants et l'exploitation de certaines espèces.

Le titre VIII établit le régime d'inspection et de contrôle des dispositions incluses dans la présente loi, le classement des infractions et des sanctions et le régime répressif en matière de protection du milieu naturel qui, en plus de l'imposition des sanctions opportunes, prévoit l'obligation de la part de l'infacteur de rétablir la situation altérée à son état original, ainsi que l'indemnisation à sa charge des dommages et pertes occasionnés par l'infraction.

La disposition dérogatoire déroge la Loi sur la protection du patrimoine culturel- naturel, du 9 novembre 1983, qui a été appliquée jusqu'à ce jour aux biens faisant partie du patrimoine naturel conformément à la disposition dérogatoire, alinéa 2, de la Loi 9/2003, du 12 juin, sur le patrimoine culturel d'Andorre.

La disposition finale première fixe le calendrier pour la mise en œuvre normative et réglementaire de la Loi et prévoit l'adaptation des instruments de régulation des espaces naturels déjà existants. Finalement, la disposition finale deuxième fixe l'entrée en vigueur de la Loi le lendemain de sa publication au Bulletin Officiel de la Principauté d'Andorre.

Titre I.- Dispositions générales

Article 1. Objet

La présente Loi a pour objet d'établir le régime juridique relatif à la protection, la conservation, l'amélioration, la restauration et l'utilisation durable du milieu naturel, de la biodiversité et du paysage de la Principauté d'Andorre afin que les générations actuelles et futures puissent en profiter et, plus particulièrement, des habitats, afin de parvenir à la conservation favorable de leur faune et flore autochtones, dans le cadre de la fonction confiée à l'État de veiller à l'utilisation rationnelle du sol et de toutes ses ressources naturelles conformément à l'article 31 de la Constitution.

Cette loi favorise également l'information, l'éducation, la sensibilisation et la participation de la société dans son ensemble.

Article 2. Définitions

Aux fins de la présente Loi on entend par:

- a) "Biodiversité", la variabilité d'organismes vivants de toute origine, y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres et aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie; cela comprend la diversité dans chaque espèce, entre espèces et aussi la diversité des écosystèmes.

- b) “Conservation”, le maintien ou la remise en état favorable du milieu naturel, ainsi que l’ensemble des mesures nécessaires pour y parvenir et pour assurer que son utilisation sera durable.
- c) “Conservation ex situ”, la conservation des éléments constitutifs de la biodiversité en dehors de leur environnement naturel.
- d) “Conservation in situ”, la conservation des écosystèmes et des habitats naturels et le maintien et la récupération de populations viables d’espèces dans leur environnement naturel et, pour les espèces domestiquées et cultivées, dans l’environnement où se sont développées leurs caractéristiques distinctives.
- e) “Corridor écologique”, tout élément du territoire qui, indépendamment de sa valeur naturelle, a pour fonction principale de faciliter les flux écologiques de ressources et d’organismes, connectant différents habitats et favorisant le mouvement des individus et la dispersion des espèces.
- f) “Ecosystème”, le complexe dynamique formé par des communautés de plantes, animaux et microorganismes et leur environnement non vivant lesquels, avec leur interaction, constituent une unité fonctionnelle.
- g) “Espèce autochtone”, dans le sens biogéographique, celle qui est présente en Andorre par des causes naturelles, ainsi que tout autre espèce disparue à l’heure actuelle ayant eu une présence naturelle en Andorre dans les temps historiques.
- h) “Espèce exotique”, celle qui n’a ni la condition d’autochtone ni celle de naturalisée.
- i) “Espèce naturalisée”, dans le sens biogéographique, celle qui sans avoir le caractère d’autochtone en Andorre, a été introduite par l’homme, et maintient actuellement une population stable et en équilibre avec le reste de la communauté biologique.
- j) “Exemplaire”, un animal ou une plante individualisé, vivant ou mort, ainsi que ses propagules et tout autre partie, reste ou dérivé de celui-ci, à l’exception des restes provenant des mues.
- k) “Groupe taxonomique”, groupe d’organismes associé à un ensemble d’attributs qui déterminent l’appartenance de ces organismes au groupe.
- l) “Habitat”, lieu ou type de milieu dans lequel existe un organisme ou une population à l’état naturel.
- m) “Milieu naturel”, ensemble des biens et des ressources de la nature qui constituent la source de la diversité biologique et géologique.
- n) “Ministère”, se réfère au Ministère en charge des compétences réglées par la présente loi.
- o) “Paysage”, une partie du territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l’action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations.

- p) “Patrimoine naturel”, ensemble des biens et des ressources de la nature en tant que source de diversité biologique et géologique, ayant une valeur exceptionnelle au niveau environnemental, paysager, scientifique ou culturel.
- q) “Propagule”, partie d’une plante destinée à la multiplication végétative.
- r) “Utilisation durable”, utiliser les éléments constitutifs de la diversité biologique d'une manière et à un rythme qui n'en occasionnent pas l'appauvrissement à long terme, et qui en préservent le potentiel pour satisfaire les besoins et les aspirations des générations actuelles et futures.
- s) “zones humides”, extensions de marais et de tourbières ou surfaces d'eau naturelles ou artificielles, permanentes ou temporaires, où l'eau est stagnante ou courante.
- t) “Politique du paysage”, désigne la formulation par les administrations publiques compétentes des principes généraux, des stratégies et des orientations permettant l'adoption de mesures particulières en vue de la protection, la gestion et l'aménagement du paysage.
- u) “Protection des paysages”, comprend les actions de conservation et de maintien des aspects significatifs ou caractéristiques d’un paysage, justifiées par sa valeur patrimoniale émanant de sa configuration naturelle et/ou de l’intervention humaine.
- v) “Gestion des paysages”, comprend les actions visant, dans une perspective de développement durable, à entretenir le paysage afin de guider et d'harmoniser les transformations induites par les évolutions sociales, économiques et environnementales.
- w) “L'aménagement des paysages”, comprend les actions présentant un caractère prospectif particulièrement affirmé, visant la mise en valeur, la restauration ou la création de paysages à valoriser, restaurer ou créer des paysages.

Article 3. Principes généraux

1. Conformément aux dispositions de l’article 1, les administrations développent une politique de conservation in situ de la biodiversité, afin de:
 - a) Intégrer les impératifs de la conservation, de l'utilisation durable, de l'amélioration et de la restauration du patrimoine naturel et de la biodiversité dans les politiques sectorielles et, en particulier, dans la prise de décisions dans les domaines politique, économique et social, ainsi que la participation juste et équitable dans le partage des avantages découlant de l’utilisation des ressources génétiques.
 - b) Maintenir les processus écologiques essentiels et les écosystèmes basiques, ainsi que l’ensemble des organismes vivants avec la structure et les fonctions qui leur sont propres.
 - c) Maintenir et/ou restaurer les corridors écologiques afin qu’ils puissent jouer leur rôle de connecteurs.

- d) Préserver la biodiversité, portant une attention particulière aux espèces de caractère endémique et à celles qui sont menacées, en essayant de maintenir la conservation, la connectivité et le rétablissement de leurs habitats.
- e) Régler l'exploitation durable des espèces et des écosystèmes.
- f) Restaurer et améliorer les éléments du patrimoine naturel qui sont dégradés.
- g) Promouvoir des modèles de développement respectueux de l'environnement et durables, en harmonisant les activités productives avec la conservation de la biodiversité, des services écosystémiques et du paysage.
- h) Améliorer la qualité de vie de la population.
- i) Prévenir les changements climatiques, en atténuer les effets et prévoir les mécanismes d'adaptation à ce phénomène.
- j) Promouvoir la recherche appliquée à la biodiversité.
- k) Promouvoir l'éducation environnementale en matière de conservation du milieu naturel en garantissant l'accès des citoyens aux informations environnementales et en favorisant la prise de conscience de l'importance de la biodiversité.
- l) Encourager la participation citoyenne dans les politiques et les actions résultant de la mise en œuvre de la présente Loi.

2. La préservation de l'environnement pour les générations futures est garantie par le principe de non-régression des réglementations environnementales, qui ne peut faire l'objet que d'une amélioration constante en fonction des connaissances scientifiques et techniques du moment.

Article 4. Compétence et collaboration

1. Il correspond au Gouvernement, moyennant le Ministère compétent en matière d'environnement, d'exercer les fonctions prévues par la présente loi qui n'ont pas été attribuées aux Communes (comuns).
2. Les administrations doivent garantir que la gestion du milieu naturel est menée à terme avec le maximum de bénéfices pour les générations actuelles, mais sans diminuer leur potentialité de satisfaire les besoins et les aspirations des générations futures.
3. Les administrations collaborent en matière de conservation du milieu naturel et se fournissent mutuellement des renseignements afin de veiller à ce que les objectifs fixés par la présente loi soient atteints dans les termes établis par la législation en vigueur.

Article 5. Recherche

Le Gouvernement encourage la recherche appliquée à la conservation du milieu naturel dans les domaines qu'il estime prioritaires pour la Principauté. Dans ce cadre, il peut établir des conventions avec des institutions de recherche, des institutions scientifiques ainsi qu'avec des entités et des associations de protection de la nature, dûment enregistrées, afin de faciliter la mise en œuvre des recherches et des études nécessaires.

Article 6. Procédure d'évaluation environnementale

1. Les actions, les planifications et les activités pouvant affecter des espaces naturels protégés ou des espèces menacées, doivent être soumises, avant d'être initiées, à une procédure d'évaluation environnementale. Cette évaluation doit prévoir les mesures à appliquer afin d'éviter qu'il y ait des pertes de biodiversité et des services que celle-ci procure. Dans les cas où les impacts ne puissent pas être évités, l'évaluation doit prévoir des mesures pour en minimiser les effets et compenser les impacts, s'il y a lieu.

2. Cette procédure s'intègre dans le cadre de la procédure d'autorisation administrative correspondante selon la réglementation applicable.

3. Pour garantir la pertinence scientifique, les entreprises qui effectuent des études d'impact sur l'environnement et qui assument des tâches de direction de la surveillance environnementale sont soumises aux exigences et aux dispositions déterminées par voie réglementaire.

Titre II. Stratégie nationale de la biodiversité d'Andorre

Article 7. Concept et contenu de la Stratégie nationale de la biodiversité d'Andorre

1. La Stratégie nationale de la biodiversité d'Andorre (dorénavant SNBA) est un instrument de planification stratégique et de coordination en matière de conservation et utilisation durable de la biodiversité qui garantit la cohérence des politiques publiques. La SNBA est un document public rédigé par le Ministère chargé de l'environnement et approuvé par le Gouvernement. Ce document doit être à la disposition des citoyens et doit être révisé au moins tous les six ans. Son approbation et les révisions postérieures seront publiées au Bulletin Officiel de la Principauté d'Andorre.

2. La SNBA doit inclure, entre autres:

a) Les objectifs de conservation et d'amélioration et d'utilisation durable de l'état de la biodiversité.

b) Les modalités d'intégration du développement durable dans les planifications sectorielles, en particulier dans le domaine du tourisme durable.

c) Les activités et les instruments permettant d'atteindre les objectifs.

Article 8. Commission de coordination et de développement de la Stratégie nationale de la biodiversité d'Andorre

1. La Commission de coordination et de développement de la Stratégie nationale de la biodiversité d'Andorre (dorénavant CSNBA) est créée comme un organe consultatif et de coordination des actions du Gouvernement et des Communes (Comuns) en matière de conservation de la biodiversité et de participation de la société civile.

2. La CSNBA est composée des membres suivants :

- a) Quatre représentants du Gouvernement, dont un est le ministre en charge des compétences réglementées par cette loi, ou la personne déléguée par lui, qui préside la Commission.
- b) Un Maire de chaque commune, qui peut déléguer une personne désignée.
- c) Un représentant des agriculteurs et des éleveurs.
- d) Un représentant de la Fédération andorrane de la chasse et de la pêche.
- e) Un représentant des directions des stations de ski.
- f) Deux représentants désignés par les associations de conservation de la nature.
- g) Un représentant des entités de recherche.
- h) Un représentant des fédérations de véhicules motorisés et/ou roulants.

3. Les fonctions de la CSNBA sont:

- a) Participer à l'élaboration de la Stratégie nationale de la biodiversité d'Andorre, à son suivi et à ses révisions.
- b) Participer à l'élaboration des règlements énoncés dans cette Loi.
- c) Émettre les rapports non contraignants énoncés dans la cette loi.
- d) Proposer les mises à jour de la réglementation en matière de conservation de la biodiversité.
- e) Proposer et informer sur les programmes et les actions de formation, de sensibilisation et de participation liés à la biodiversité.
- f) Analyser les initiatives internationales de conservation du milieu naturel et de la biodiversité et leur possible implantation en Andorre.
- g) Participer à tous les domaines qui lui sont attribués par la présente loi ou par toute autre loi.

4. La CSNBA doit tenir:

- a) Des réunions plénières ordinaires au moins une fois par an.
- b) Des réunions thématiques plénières et en sous-commissions et des groupes de travail techniques, s'il y a lieu, auxquels peuvent assister des techniciens extérieurs et des représentants des différents secteurs de la société liés à la conservation du milieu naturel.

c) Des réunions extraordinaires à tout moment si les circonstances le requièrent.

5. La commission doit élaborer son règlement de fonctionnement interne dans lequel elle peut établir toutes les sous-commissions et groupes de travail qu'elle estime pertinents afin de développer au mieux ses fonctions.

Titre III. Conservation de la biodiversité

Article 9. Principes d'action

1. Dans leurs actions, les administrations doivent adopter les mesures nécessaires afin de garantir la conservation, la protection et la récupération des espèces autochtones de flore et de faune qui vivent à l'état sauvage et de leurs habitats naturels, avec une attention spéciale pour les habitats prioritaires.

2. Les administrations doivent privilégier les mesures de conservation des espèces dans leurs habitats naturels, considérant, le cas échéant, l'adoption de mesures additionnelles de conservation "ex situ".

3. Le Gouvernement, avec le rapport préalable de la CSNBA, met en place par voie réglementaire les niveaux de protection des espèces, qui auront la condition de protégée, menacée, en voie de disparition ou disparue. Ces catégories sont cumulatives, et chacune présuppose le classement dans la catégorie ou les catégories antérieures. Les qualifications susmentionnées peuvent être appliquées aussi bien à des espèces qu'à des sous-espèces, variétés ou populations concrètes, ou à la totalité d'espèces d'un groupe taxonomique donné.

Article 10. Santé et biodiversité

Dans le cadre de la CSNBA et vue l'étroite relation existant entre la santé humaine et la biodiversité, le Gouvernement peut diminuer et/ou interdire l'usage de certains produits chimiques utilisés comme poisons, pesticides, insecticides et herbicides et autres produits qui pourraient porter atteinte à la santé des personnes, la qualité de l'environnement et la conservation de la biodiversité, en particulier des insectes pollinisateurs.

Article 11. Protection de la biodiversité autochtone

1. Les administrations doivent adopter les mesures nécessaires afin d'éviter l'introduction et la prolifération dans le milieu naturel des espèces exotiques, en particulier, quand il est scientifiquement prouvé que celles-ci peuvent rivaliser avec les espèces autochtones, altérer leurs caractéristiques génétiques, les équilibres et les dynamiques écologiques.

2. S'il est constaté que l'introduction, la présence ou la prolifération d'une espèce exotique provoque des dommages aux espèces autochtones ou à leurs habitats, le Ministère responsable de l'environnement peut interdire son introduction dans le pays et doit établir des mesures de contrôle dont les prescriptions seront obligatoires pour ceux qui possèdent des exemplaires de la susdite espèce exotique.

3. L'introduction dans le milieu naturel ou dans des activités agricoles ou forestières d'organismes hybrides ou en provenance de variétés génétiquement modifiées pourra uniquement être autorisée par le Gouvernement si on dispose des dictamens techniques qui garantissent que la diversité génétique des populations autochtones est préservée à long terme. Une exception est faite pour les cas d'actions dérivées des plans de récupération des espèces en voie de disparition à condition que cette introduction ne concerne que les espèces considérées dans les propres plans de récupération.

4. L'importation et l'exportation d'exemplaires d'espèces exotiques ou d'organismes hybrides ou provenant de variétés modifiées génétiquement, requièrent l'autorisation préalable du Gouvernement qui met en place, par voie réglementaire, les modalités d'importation et d'exportation et les exigences de contrôle de l'origine et de leur état sanitaire.

Article 12. Information sur la biodiversité

1. L'information sur la biodiversité d'Andorre est incorporée dans une base de données informatique et/ou dans un système d'information géographique, actualisés périodiquement. La création et la gestion de cette base de données et du système d'information géographique correspond au Ministère responsable de l'environnement.

2. Concernant les espèces, cette base de données informatique et/ou système d'information géographique sont structurés en sections qui correspondent aux principaux groupes taxonomiques et regroupent, entre autres, pour chacune d'entre elles, leur condition, conformément à l'article 9.

3. L'accès à ces informations se fait suivant la procédure de consultation de documents fixée par la législation en vigueur. Exceptionnellement, les documents et les informations concernant la biodiversité restent confidentiels quand leur diffusion peut porter atteinte à leur protection et que ceci est techniquement justifié dans les résolutions correspondantes.

Article 13. Espèces protégées

1. Le Gouvernement classe comme espèce protégée, toute espèce autochtone de faune et de flore qui requiert une protection spéciale en raison de sa valeur scientifique, écologique ou culturelle, ou par sa singularité, rareté ou degré de menace. Les espèces figurant comme protégées dans les instruments internationaux ratifiés par l'Andorre sont également ainsi considérées.

2. Les normes générales de protection de ces espèces de la faune sont celles fixées par la Loi sur la possession et la protection des animaux. Les normes de protection prévues par la présente Loi, relatives aux espèces de la faune, complètent celles fixées par la Loi sur la possession et la protection des animaux, sans s'y opposer ni les remplacer.

3. L'importation, l'exportation, le transport ou la possession d'exemplaires appartenant à des espèces de flore protégées, sont soumis à l'autorisation du Ministère responsable de l'environnement avec les permis correspondants et les certificats du pays d'origine.

4. La commercialisation des exemplaires de flore d'espèces protégées d'origine sauvage est interdite.

5. Les espèces protégées doivent être prises en considération dans la procédure d'évaluation environnementale et il faut prévoir et évaluer les impacts qui peuvent être générés sur leurs populations ou habitats potentiels et les mesures de prévention, correction et compensation correspondantes.

6. Toute dérogation autorisée par le Gouvernement aux mesures prises en application des articles 9.3, 13, 14, 15 et 16, dès lors qu'il est démontré qu'il n'existe aucune autre solution satisfaisante et que cette exception ne porte pas atteinte à la survie des populations touchées dans leur habitat naturel, doit être justifiée pour l'intérêt de la conservation de la faune et de la flore, de la conservation des habitats naturels, de la santé et de la recherche. Ces exceptions ne peuvent permettre que, dans des conditions strictement contrôlées, la capture, la récolte et la possession d'animaux et de plantes sauvages en petites quantités.

Article 14. Espèces menacées

1. Le Gouvernement classe comme espèce menacée toute espèce de faune et de flore qui, tout en ayant un caractère autochtone et maintenant des populations stables ou ayant une présence constatée dans la Principauté d'Andorre, se trouve soumise à des facteurs spécifiques de menace impliquant une conservation défavorable, à tel point qu'elle requiert des mesures concrètes de conservation.

2. L'exhibition d'exemplaires d'espèces de flore menacées, et de parties ou de produits obtenus à partir d'exemplaires de ces espèces, à des fins culturelles et de diffusion dans des campagnes de protection et de conservation de la biodiversité, est soumise à l'autorisation du Ministère responsable de l'environnement.

3. La collecte, la coupe, le déracinement et la destruction des exemplaires des espèces de flore menacées ou de leurs parties, y compris les semences, est interdite, sauf dans les habitats prioritaires définis dans l'article 18.1-b) où les pratiques traditionnelle peuvent être maintenues.

4. La récolte d'exemplaires de flore d'espèces menacées, à des fins scientifiques, de conservation, de reproduction, de repeuplement ou de réintroduction dans d'autres zones, est soumise à l'autorisation du Ministère responsable de l'environnement dans des conditions strictement contrôlées.

5. Le Ministère responsable de l'environnement peut confisquer les exemplaires qui appartiennent à des espèces de flore menacées qui sont en possession de

particuliers ou qui sont exposés pour la vente ou l'exhibition publique et qui violent la présente Loi.

6. Le Ministère responsable de l'environnement élabore et applique un programme de suivi et de conservation des populations des espèces menacées et leur accorde un traitement préférentiel dans les programmes budgétaires, de recherche et/ou de sensibilisation et d'éducation environnementale, s'il y a lieu. Les programmes de suivi et de conservation pourront être réalisés pour différentes espèces menacées d'un même type d'habitat, si celles-ci présentent une problématique admettant un même traitement.

Article 15. Espèces en voie de disparition

1. Le Gouvernement classe comme espèce en voie de disparition, les espèces de faune et de flore menacées, dont la survie, à court ou moyen terme, est peu probable si les facteurs qui provoquent la situation actuelle continuent à agir.

2. Le Ministère responsable de l'environnement élabore et applique un plan de récupération pour les espèces classées en voie de disparition, dans lequel sont définies les mesures nécessaires pour éliminer le risque de disparition. Ces espèces bénéficient d'une attention prioritaire dans les programmes budgétaires, de recherche et/ou de sensibilisation et d'éducation environnementale du Ministère responsable de l'environnement.

3. Parmi les mesures adoptées, le Ministère peut autoriser la destruction, la mort, la détérioration, la récolte, la capture, la possession, le transport, le commerce ou l'exposition à des fins commerciales ou la naturalisation d'animaux ou de plantes en danger d'extinction.

Article 16. Plans de récupération des espèces en voie de disparition

1. Les plans de récupération des espèces en voie de disparition disposent au minimum du contenu suivant :

- a) L'analyse de la situation actuelle de l'espèce et des causes qui l'ont provoquée.
- b) La formulation des objectifs opérationnels pour la récupération de l'espèce dans la Principauté d'Andorre.
- c) La délimitation du domaine d'application territorial du plan de récupération, avec le zonage correspondant pour la réalisation des activités et, s'il y a lieu, la détermination des zones critiques pour la conservation.
- d) L'établissement, s'il y a lieu, des outils transnationaux de coopération afin de garantir l'obtention des objectifs.
- e) Le programme d'interventions pour la conservation et la restauration des populations ou de l'habitat.
- f) La réglementation et les limitations générales et spécifiques à appliquer selon les utilisations, les exploitations et les activités.
- g) Les systèmes et organes prévus pour la gestion du plan et la coordination des différents acteurs intervenants, ainsi que pour le contrôle et le suivi des populations et pour l'efficacité de la mise en œuvre du plan.
- h) La définition et la mise en œuvre des instruments de suivi de l'état des populations.

2. Les plans de récupération sont approuvés par Décret du Gouvernement avec le rapport préalable de la CSNBA.

3. Les espèces d'un groupe taxonomique déterminé et/ou celles qui partagent le même type d'habitat et qui présentent une problématique de conservation admettant un traitement commun, peuvent être regroupées dans un même plan.

Article 17. Espèces disparues

1. Le Gouvernement inclut dans une catégorie spéciale toute espèce disparue en Andorre, même si elle peut être observée de manière sporadique dans la Principauté.

2. Des plans de réintroduction peuvent être exécutés pour les espèces disparues dans la Principauté d'Andorre, suivant la procédure établie pour les plans de récupération d'espèces en voie de disparition.

Article 18. Habitats prioritaires

1. Le Gouvernement peut élaborer, par voie réglementaire, et avec le rapport préalable de la CSNBA, une liste d'habitats prioritaires, dans laquelle seront inclus ceux qui doivent être traités de manière préférentielle pour une des raisons suivantes :

a) Habitats naturels avec des conditions écologiques spéciales, vulnérables ou importants pour leur apport spécial à la biodiversité et au paysage.

b) Habitats semi-naturels qui résultent de pratiques agricoles et d'élevage traditionnelles qui ont donné lieu à des communautés de faune et de flore et à des paysages de grand intérêt.

2. Avec le rapport préalable de la CSNBA, le Ministère responsable de l'environnement élabore et applique un plan dans lequel sont définies les mesures nécessaires pour favoriser la conservation des espaces classés comme habitats prioritaires. Ces espaces bénéficient d'une attention prioritaire dans les programmes budgétaires, de recherche et/ou de sensibilisation et d'éducation environnementale du Ministère responsable de l'environnement.

3. Il est interdit de détruire, d'altérer ou de dégrader des sites d'intérêt géologique, ainsi que de collecter des fossiles et des minéraux, même dans des cavernes souterraines naturelles ou artificielles.

Titre IV. Les espaces naturels protégés

Chapitre I. Types d'espaces naturels protégés

Article 19. Concept et finalités des espaces naturels protégés

1. Les zones du territoire de la Principauté d'Andorre qui contiennent des systèmes ou des éléments naturels représentatifs, singuliers, fragiles ou d'un intérêt écologique, scientifique, paysager ou géologique spécial et qui sont ainsi déclarées conformément à la présente Loi, sont considérées espaces naturels protégés.

2. La protection de ces espaces doit obéir, entre autres, aux finalités suivantes:
 - a) Conserver les zones et les éléments naturels offrant un intérêt singulier du point de vue de la conservation des espèces et des habitats et ayant des valeurs scientifiques, éducatives, esthétiques, paysagères et récréatives, qui atténuent le changement climatique ou qui diminuent la venue des risques naturels.
 - b) Encourager la préservation d'échantillons de paysages qui sont le résultat de l'activité rurale traditionnelle de la Principauté.
 - c) Constituer un réseau représentatif des principaux écosystèmes existants sur le territoire national.
 - d) Contribuer au développement socioéconomique lié aux espaces naturels protégés et encourager des opportunités d'occupation et une activité économique compatibles avec la conservation du milieu naturel.
 - e) Collaborer avec des programmes internationaux de conservation des espaces naturels et de la biodiversité concernant la Principauté d'Andorre.

Article 20. Classement des espaces naturels protégés

Les espaces naturels protégés se classent en:

- a) Parcs naturels
- b) Réserves naturelles
- c) Monuments naturels Article 21. Parcs naturels

1. Les parcs naturels sont des espaces naturels vastes, peu transformés par les activités humaines, dont la déclaration a pour objectifs un développement local durable, la conservation des écosystèmes et des espèces de faune et de flore, la protection du paysage et des éléments ayant un intérêt géologique et des usages traditionnels associés, et la promotion des activités récréatives, éducatives, touristiques et scientifiques compatibles avec la préservation de l'environnement.

2. Les parcs naturels se classent en :

- a) Parcs naturels nationaux: situés sur le territoire de deux communes ou plus. Ils sont créés par la loi avec le rapport préalable impératif des communes où ils sont situés et avec le rapport préalable de la CSNBA qui justifie leur intérêt national. Leur gestion est partagée entre le Gouvernement et les communes du territoire où ils sont situés.
- b) Parcs naturels communaux: situés sur le territoire d'une commune. Ils sont créés par une norme communale, avec le rapport préalable de la CSNBA qui en justifie l'intérêt et ils sont gérés uniquement par les communes concernées, sans préjudice des compétences correspondant au Gouvernement.

Article 22. Réserves naturelles

1. Les réserves naturelles sont moins vastes que les parcs naturels. Ce sont des espaces de grande valeur scientifique, dont la déclaration a pour objectif la protection des habitats, des écosystèmes, des espèces ou des populations dans leur état naturel ou d'autres éléments biologiques ou géologiques qui, par leur rareté, fragilité, représentativité, importance ou singularité, méritent une attention particulière.
2. Les réserves naturelles se classent en:
 - a) Réserves naturelles intégrales: ce sont des espaces où la conservation de leurs valeurs n'est pas compatible avec l'intervention humaine autre que celle à des fins scientifiques.
 - b) Réserves naturelles partielles: ce sont des espaces où la conservation de leurs valeurs n'est pas compatible avec l'intervention humaine autre que celle à des fins scientifiques ou éducatives, mais peut l'être avec les usages traditionnels nécessaires à la préservation des valeurs objet de la protection.
3. Les réserves naturelles sont créées par la loi avec le rapport préalable impératif des Communes où elles sont situées et avec le rapport préalable de la CSNBA qui justifie leur intérêt. Leur gestion est partagée entre le Gouvernement et les Communes où elles sont situées.
4. La déclaration d'une zone comme réserve naturelle implique nécessairement la qualification de son ensemble comme zone de protection naturelle dans le plan d'aménagement et d'urbanisme communal correspondant, conformément à l'article 46.1 de la Loi générale sur l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Article 23. Les monuments naturels

1. Les monuments naturels sont des espaces de dimension réduite qui doivent être protégés parce qu'ils constituent des éléments naturels d'une incontestable singularité pour leur rareté ou beauté, de valeur scientifique, culturelle ou esthétique.
2. Ils sont créés par voie réglementaire avec le rapport préalable impératif de la Commune où ils sont situés et avec le rapport préalable de la CSNBA qui justifie leur intérêt. Leur gestion est partagée entre le Gouvernement et la Commune où ils sont situés.
3. La déclaration d'un espace comme monument naturel implique nécessairement sa qualification comme zone de protection naturelle dans le plan d'aménagement et d'urbanisme communal correspondant ; et il est inclus dans le catalogue du patrimoine national conformément à l'article 46.2 de la Loi générale sur l'aménagement du territoire et d'urbanisme.

Article 24. Espaces naturels protégés transfrontaliers

Moyennant la souscription à des accords internationaux des espaces naturels protégés transfrontaliers peuvent être constitués qui incluent des zones de la Principauté d'Andorre et d'un autre ou autres États voisins. Un rapport préalable de la CSNBA justifiant leur intérêt sera requis.

Chapitre II. Procédure et déclaration des parcs naturels et des réserves naturelles

Article 25. Instruction du dossier

1. La déclaration des parcs naturels et des réserves naturelles implique l'instruction préalable d'un dossier qui doit inclure au moins la documentation suivante:

- un mémoire technique justificatif de leur intérêt. En ce qui concerne les réserves naturelles, le mémoire doit justifier raisonnablement sa haute valeur écologique ou scientifique et le but de la protection des habitats, des écosystèmes, des espèces ou des populations conformément aux caractéristiques établies dans l'article. 22.1 ;
- une délimitation cartographique et un zonage de l'espace ;
- les critères et les normes régissant ce zonage ;
- la définition des instruments de planification de l'espace et leur modèle de gestion ;
- les investissements nécessaires au fonctionnement de l'espace ;
- les mécanismes d'administration, de gestion et de financement prévus ;
- les usages permis, autorisables et non permis.

2. L'accord d'ouverture du dossier doit être publié au Bulletin Officiel de la Principauté d'Andorre. Le dossier, avec toute la documentation qu'il contient, doit être soumis pendant un délai de deux mois à information publique.

3. Une fois que le délai des plaidoiries a expiré et que les amendements et modifications considérés opportuns ont été appliqués, le Gouvernement ou la Commune transmettent la proposition de la norme de déclaration, avec l'ensemble du dossier instruit à l'organe d'approbation correspondant.

Article 26. Protection préventive pendant l'instruction du dossier

À partir de la publication au Bulletin Officiel de la Principauté d'Andorre de l'accord d'ouverture du dossier et pendant l'ensemble de la procédure le concernant, il est interdit de réaliser des actions qui pourraient représenter une transformation sensible de la réalité physique ou biologique de l'espace concerné, pouvant rendre impossible ou difficile la consécution des objectifs auxquels répond la future déclaration.

Article 27. Norme de déclaration des parcs naturels et des réserves naturelles

1. La norme de déclaration d'un parc naturel ou d'une réserve naturelle doit fixer les mécanismes d'administration, de gestion et de financement, s'il y a lieu et les fonctions de surveillance et d'inspection. Elle doit inclure également la délimitation et le zonage de l'espace et de sa zone périphérique, s'il y a lieu, avec les critères et les normes régissant ce zonage. Elle doit en plus préciser la composition et les tâches des différents organes créés pour sa gestion.

Article 28. Organe recteur

Les parcs naturels et les réserves naturelles ont un organe recteur, formé par des représentants des administrations responsables de la gestion de l'espace. La fonction de cet organe est de formuler des

politiques de gestion de l'espace. La composition et le fonctionnement de cet organe sont établis dans le texte de déclaration de l'espace.

Article 29. Organe de gestion

Les parcs naturels et les réserves naturelles doivent avoir un organe de gestion qui a les fonctions suivantes :

- a) Être responsable de la gestion de l'espace naturel protégé et, plus précisément, de l'accomplissement des principes inspirateurs et des objectifs de la présente loi.
- b) Veiller à l'accomplissement des dispositions du Plan Recteur défini à l'article 34.
- c) Elaborer les rapports nécessaires relatifs à l'espace.
- d) Etablir des relations directes avec les organes recteurs et consultatifs, s'il y a lieu.
- e) Remplir les autres fonctions prévues dans la législation en vigueur et dans les instruments de planification de chaque espace.

Article 30. Organes consultatifs

Des organes consultatifs peuvent être constitués dans les parcs naturels et les réserves naturelles afin d'encourager la participation des représentants des différents intérêts concernant leur gestion. Ces organes consultatifs doivent soumettre un rapport avant les décisions de l'organe recteur, notamment pour les questions scientifiques, économiques, sociales et culturelles.

Article 31. Régime financier

1. Les ressources économiques nécessaires à la gestion des parcs naturels et des réserves naturelles sont fixées par la norme de déclaration conformément à l'article 27 de la présente Loi.
2. Les administrations peuvent également contribuer à supporter leur gestion, soit directement, soit moyennant des programmes spécifiques. Toute collaboration doit avoir l'accord correspondant, qui doit être autorisé par l'organe recteur correspondant.
3. Les organisations non gouvernementales, les entités et les associations et les particuliers en général, peuvent participer au maintien des parcs naturels et des réserves naturelles. Néanmoins, il faut veiller au caractère public des parcs naturels et des réserves naturelles, spécialement en tout ce qui concerne la direction, la surveillance et la gestion en général. Toute collaboration ou contribution possible doit avoir l'accord correspondant, qui doit être autorisé par l'organe recteur correspondant.

Article 32. Établissement des servitudes

Dans les parcs naturels et les réserves naturelles, des servitudes obligatoires de passage de personnes ou de véhicules et d'accès à des réseaux de fournitures de services peuvent être imposées, si cela est

nécessaire au développement de l'une des activités prévues par la norme de déclaration et tant que ce même service soit nécessaire. La constitution d'une servitude implique l'indemnisation des dommages ou des pertes causés au propriétaire.

Chapitre III. Planification des parcs naturels et des réserves naturelles

Article 33. Principe général

La réglementation applicable à l'usage et à l'exploitation de chaque parc naturel et réserve naturelle doit garantir la protection des éléments du patrimoine

naturel, et peut limiter ou interdire les usages et les activités qui représentent un risque ou qui peuvent nuire au milieu naturel.

Article 34. Types de plans et contenu

1. L'instrument de planification des parcs naturels et des réserves naturelles est le Plan recteur qui doit inclure, au minimum, les objectifs et les directrices pour la gestion de chaque zone du parc ou de la réserve, la réglementation applicable aux usages, les exploitations et activités autorisées, et un programme détaillé des interventions à exécuter pendant la période de validité du plan, ainsi que le calendrier. Les plans doivent inclure également les modalités et la périodicité de leur révision.

2. L'approbation des Plans recteurs des parcs naturels et des réserves naturelles correspond aux organes recteurs.

3. Le Plan recteur peut être développé, s'il y a lieu, moyennant des plans sectoriels et des plans annuels. Les premiers permettent un développement plus précis de la réglementation ou la programmation d'interventions applicables dans un domaine précis de la gestion de l'espace, tandis que les plans annuels doivent servir à programmer plus en détail les interventions qui seront réalisées pendant une année déterminée et les dotations budgétaires nécessaires à leur réalisation.

4. Les Plans recteurs doivent être transmis aux organes compétents pour leur approbation finale et doivent être publiés au Bulletin Officiel de la Principauté d'Andorre.

Article 35. Classification générale des usages

1. Les usages dans un parc naturel ou une réserve naturelle sont considérés comme "permis", "autorisables" ou "non permis".

2. Sont "permis" les usages ou les activités qui en raison de leur propre nature sont compatibles avec les objectifs de protection de chaque espace ; sont "autorisables" ceux qui, dans certaines conditions, peuvent être tolérés par le milieu naturel sans causer une détérioration appréciable de leur valeur ; et sont "non permis" ceux qui représentent un danger présent ou futur, direct ou indirect, pour l'espace naturel ou pour ses éléments ou caractéristiques.

Titre V.- Gestion des masses forestières

Article 36. Gestion des masses forestières

1. Les principes qui doivent être appliqués à la gestion des masses forestières sont la conservation de la biodiversité et du paysage, l'amélioration ou le maintien du niveau évolutif de leur végétation, la non-réduction à échelle nationale et la consolidation de la capacité de puits de carbone dans le cadre de la lutte contre le changement climatique et l'exploitation durable en tant que

source de biomasse, en plus de leur rôle de protection face aux risques naturels, prévalant dans tous les cas l'intérêt public sur le privé.

2. Conformément aux principes susmentionnés, chaque commune doit rédiger en fonction de son inventaire forestier, le Plan de gestion forestier communal correspondant qui doit inclure, au minimum, la fixation de ses objectifs et la planification des différentes exploitations et interventions prévues. Chaque plan de gestion forestier communal, accompagné du rapport préalable de la CENBA qui doit se référer uniquement aux principes énoncés au paragraphe 1, doit être soumis à information publique pendant un délai d'un mois, avant d'être approuvé par la Commune.

3. La réalisation de toute activité dans les masses forestières dépendra de l'existence préalable du Plan de gestion forestier communal qui permet de garantir et de baser ses objectifs dans l'accomplissement des principes fixés dans le paragraphe 1, ainsi que des principes inspirateurs de la présente loi. La gestion de certaines masses forestières situées dans plusieurs communes peut être définie conjointement moyennant l'élaboration de plans communs d'aménagement forestier intercommunaux pour masses forestières qui doivent être approuvés par les Communes impliquées ou, s'il y a lieu, par les communautés de communes créées à cet effet.

Titre VI.- Protection, gestion et aménagement du paysage

Article 37. Politique nationale du paysage

1. Le paysage est reconnu comme une composante essentielle de l'environnement et du bien-être individuel et collectif des habitants de la Principauté d'Andorre, comme l'expression de la diversité de leur patrimoine commun naturel et culturel, et comme base de leur identité.

2. L'intervention des administrations et de la citoyenneté doit être orientée vers la préservation du paysage de la Principauté et la conservation des environnements agricoles et urbains, y compris les paysages quotidiens et dégradés, conformément aux principes du développement durable. Dans ce sens-là, les interventions des administrations doivent veiller à la sensibilisation de la société civile par rapport à la valeur du paysage, à son rôle et à sa transformation.

Article 38. Stratégie nationale du paysage d'Andorre (SNPA)

1. La Stratégie nationale du paysage est l'instrument de protection, de gestion et d'aménagement du paysage, approuvé par le Gouvernement et élaboré par le Ministère responsable

de l'environnement, avec la participation Communes et des représentants économiques et sociaux de la Principauté.

2. La SNPA doit inclure, entre autres:
 - a) Une analyse de la situation de l'état du paysage en Andorre,
 - b) Des objectifs de qualité paysagère pour l'ensemble du pays,
 - c) Les programmes d'action permettant d'atteindre les dits objectifs,

Titre VII.- Contrôle des activités pouvant nuire au milieu naturel

Article 39. Dispositions générales

1. Les dispositions prévues dans ce Titre sont fixées sans préjudice des compétences des Communes dans les matières réglées.
2. Les activités touristiques et de loisir dans le milieu naturel doivent être réalisées de manière à garantir la conservation du milieu naturel. Les administrations publiques peuvent limiter la réalisation des activités pouvant mettre en danger la conservation du milieu naturel et limiter l'accès, de manière temporaire ou permanente, à certains espaces, en particulier dans les espaces dégradés.

Article 40. Contrôle du camping

1. En règle générale, et à défaut d'une réglementation spécifique, le camping libre est uniquement autorisé aux groupes de trois tentes maximum, qui campent pendant deux nuits maximum et à condition qu'ils laissent le terrain dans de parfaites conditions de propreté et de qualité visuelle.
2. Pour les situations différentes à celle prévue dans l'alinéa précédent, l'autorisation de la Commune sera nécessaire.

Article 41. Contrôle des activités professionnelles dans le milieu naturel

1. La réalisation d'activités professionnelles en milieu naturel nécessite l'autorisation de la commune sur le territoire de laquelle elles doivent être développées.
2. Le Gouvernement, avec le rapport préalable de la CSNBA, établit, par la voie réglementaire, la liste des activités professionnelles susceptibles de provoquer un impact sur le milieu naturel et les exigences que chaque activité professionnelle doit remplir.

Article 42. Contrôle des grands évènements dans le milieu naturel

1. La réalisation de grands évènements en milieu naturel nécessite l'autorisation de la commune sur le territoire de laquelle ils doivent être développés.

2. Le Gouvernement, avec le rapport préalable de la CSNBA, établit, par la voie réglementaire, les conditions pour l'organisation de grands événements de caractère sportif, festif, culturel ou d'autres événements ayant lieu dans le milieu naturel et pouvant le nuire.

Article 43. Contrôle de l'accès avec des véhicules motorisés et/ou roulants dans le milieu naturel

1. La circulation de véhicules motorisés et/ou roulants doit respecter aussi bien l'environnement que les biens, les droits des propriétaires fonciers, les droits des piétons et des usagers non motorisés. En outre, elle ne doit représenter ni un danger ni un dommage pour les personnes et les écosystèmes naturels, y compris les sols.

2. Chaque Commune doit réglementer l'utilisation de ses pistes et chemins et décider de les ouvrir ou non à la circulation des véhicules motorisés et/ou roulants. Chaque Commune établit les limitations spécifiques liées à la période de l'année au cours de laquelle la circulation est autorisée, la vitesse maximale, les caractéristiques des véhicules et toute autre limitation jugée nécessaire pour préserver l'environnement. Elle établit les infractions et les sanctions correspondantes.

3. Les Communes peuvent établir des espaces, parfaitement délimités et signalés, dans lesquels la circulation motorisée et/ou roulante est permise. Dans ces espaces, des restrictions ou des réglementations d'utilisation peuvent être établies concernant le type de véhicule, l'époque d'utilisation, ou d'autres qui seraient considérées nécessaires. L'établissement de ces espaces doit être soumis à la procédure d'évaluation d'impact environnemental.

Les véhicules doivent respecter la réglementation élaborée par les communes.

Article 44. Contrôle de l'exploitation de certaines espèces

1. La collecte dans la nature et l'exploitation de spécimens d'espèces sauvages doit être compatible avec le maintien de leur état de conservation favorable.

2. Les espèces ou groupes d'espèces dont la capture ou la collecte ne fait pas l'objet d'une réglementation expresse, peuvent être déclarées d'exploitation réglée ou interdite, quand elles présentent une sensibilité particulière à la forme, à l'extension ou à l'intensité de cette exploitation, s'avérant alors nécessaire de les soumettre à réglementation afin de garantir leur durabilité, ou bien d'en interdire l'exploitation afin de veiller à la conservation de l'espèce.

3. La déclaration d'une espèce comme étant soumise à une exploitation réglée ou interdite est faite par un Décret du Gouvernement.

4. Pour les espèces à exploitation réglée, le Gouvernement, avec le rapport préalable de la CSNBA, peut établir une réglementation spécifique qui délimite

la forme, l'étendue ou l'intensité de l'exploitation afin qu'elle soit durable. Le Gouvernement, peut conditionner ces pratiques à l'obtention d'autorisations expresses, ou peut l'interdire dans l'espace ou dans le temps.

5. Pour les espèces à exploitation interdite, cette interdiction s'étend à la récolte, capture, mort, détérioration, destruction, détention, commerce ou naturalisation non autorisée des exemplaires.

Titre VIII.- Inspection et contrôle. Infractions et sanctions. Procédure de sanction et indemnisation des dommages.

Chapitre I. Inspection et contrôle

Article 45. Compétence

1. La compétence pour l'inspection et le contrôle des dispositions prévues dans la présente loi, pour tout ce qui concerne les compétences du Gouvernement, est attribuée au ministère responsable de l'environnement et Cos de banders (gardes de la faune, de la flore et du milieu naturel).
2. La compétence pour l'inspection et le contrôle des dispositions établies dans la présente loi, pour tout ce qui concerne les compétences des Communes, est attribuée aux Communes.
3. Quand la Commune ne dispose pas des moyens équivalents, ou quand ceux-ci doivent être complétés, des conventions d'intervention entre le Ministère responsable de l'environnement et la Commune, ou entre les Communes peuvent être établies afin de délimiter les interventions de chaque administration.
4. Les constatations et les comptes rendus élaborés pour vérifier les faits supposément constitutifs d'infraction sont présumés vrais, sauf preuve du contraire.
5. Pour les cas d'administration ou de gestion conjointe entre le Gouvernement et les Communes, la règle de déclaration détermine qui est responsable des fonctions de surveillance et d'inspection.

Chapitre II. Infractions et sanctions

Article 46. Classification des infractions

Les infractions aux dispositions de la présente loi sont qualifiées de légères, graves et très graves.

Article 47. Infractions légères

Sont considérées infractions légères:

1. L'exhibition, sans autorisation, d'exemplaires appartenant à des espèces de flore menacées ou de parties ou de produits obtenus à partir d'exemplaires de ces espèces, à des fins culturelles et de diffusion dans des campagnes de protection et de conservation de la biodiversité.
2. Camper, sans autorisation, en groupes de plus de trois tentes ou pendant plus de deux nuits, ou laisser des déchets sur place.

3. La circulation de véhicules motorisés et/ou roulants en transgressant la réglementation établie à cet effet.
4. La récolte ou la capture d'exemplaires d'espèces déclarées d'exploitation réglée sans autorisation, quand celle-ci est requise, ou sans respecter les dispositions de la réglementation réglant leur exploitation.
5. Le manque de collaboration avec le Ministère responsable de l'environnement ou les Communes dans l'exercice de leur fonction d'inspection et de contrôle des matières réglées par la présente Loi, quand cela n'implique pas une obstruction à leur intervention.
6. En général, le non-respect des conditions, obligations ou interdictions établies dans la présente Loi ou des dispositions qui la développent, quand cela ne constitue pas une infraction grave ou très grave.

Article 48. Infractions graves

Sont considérées infractions graves:

1. La réalisation d'interventions, planifications ou activités portant atteinte à des espaces naturels protégés ou à des espèces menacées avec le non- respect de la procédure d'évaluation environnementale.
2. Le manque d'application, dans les interventions, les planifications et les activités concernant les espaces naturels protégés ou les espèces menacées, des mesures établies dans les évaluations environnementales afin d'éviter des pertes de biodiversité et des services que celle-ci procure ou pour minimiser ou compenser les impacts produits.
3. L'utilisation de produits chimiques ou susceptibles de porter atteinte à la santé des personnes, à la qualité de l'environnement ou à la conservation de la biodiversité, qui ont été interdits ou dont l'utilisation ne remplit pas les critères de réduction approuvés réglementairement, quand cela n'implique pas une infraction très grave.
4. Importer, exporter ou introduire dans le milieu naturel ou dans des activités de type agricole ou forestier, des exemplaires d'espèces exotiques ou des organismes à caractère hybride ou provenant de variétés modifiées génétiquement, sans autorisation ou sans respect des conditions réglementaires imposées à cet effet.
5. L'importation, l'exportation, le transport ou la possession d'exemplaires d'espèces de flore protégées sans autorisation.
6. La commercialisation d'exemplaires de flore d'espèces protégées d'origine sauvage.
7. La récolte, la taille, le déracinement ou la destruction en dehors des habitats autorisés, d'exemplaires d'espèces de flore menacées ou de certaines de leurs parties, y compris les graines.

8. La récolte d'exemplaires de flore d'espèces menacées, à des fins scientifiques, de conservation, de reproduction, de repeuplement ou de réintroduction dans d'autres zones, sans autorisation ou sans remplir les conditions de contrôle imposées.
9. Le non-respect des mesures établies par les plans de conservation des habitats prioritaires.
10. Le non-respect de la réglementation relative aux usages, exploitations, activités ou directrices des espaces naturels protégés et de leurs zones périphériques, si leurs valeurs naturelles ne sont pas endommagées et leurs conditions d'habitabilité altérées.
11. La réalisation d'activités touristiques ou de loisir dans le milieu naturel sans respecter les mesures fixées par les administrations publiques à tel effet.
12. La réalisation d'activités professionnelles non autorisées dans le milieu naturel ou le non-respect de l'autorisation délivrée à cet effet.
13. La réalisation d'événements dans le milieu naturel sans autorisation ou avec transgression des conditions fixées à tel effet.
14. La récolte, la capture, la mort, la détérioration, la destruction, la possession, le commerce ou la naturalisation, sans autorisation, d'exemplaires d'espèces déclarées d'exploitation interdite ou en transgressant les conditions fixées à tel effet.
15. L'obstruction de la tâche d'inspection et de contrôle des matières réglées par la présente Loi, menée à terme par le Ministère responsable de l'environnement ou les Communes moyennant leurs agents ou inspecteurs.

Article 49. Infractions très graves

Sont considérées infractions très graves:

1. La réalisation d'interventions, de planifications ou d'activités concernant les espaces naturels protégés ou les espèces menacées, sans les avoir soumises préalablement à la procédure d'évaluation environnementale.
2. L'utilisation, dans les espaces naturels protégés, de produits chimiques susceptibles de nuire à la santé des personnes, à la qualité de l'environnement ou à la conservation de la biodiversité, qui ont été interdits ou dont l'utilisation ne remplit pas les critères de réduction approuvés réglementairement.
3. La destruction, la mort, la détérioration, la récolte, la capture, la possession, le transport, le commerce et l'exposition pour le commerce ou la naturalisation non autorisés d'exemplaires d'animaux ou de plantes en danger d'extinction.
4. La destruction de l'habitat d'espèces en danger d'extinction.

5. Le non-respect de la réglementation et des limitations générales et spécifiques relatives aux usages, exploitations et activités dans les zones critiques désignées conformément aux plans de récupération d'espèces en voie de disparition ou de réintroduction d'espèces disparues.

6. La réalisation d'activités impliquant une transformation sensible de la réalité physique et biologique d'un espace soumis à la protection préventive pendant que le dossier pour sa déclaration comme espace naturel protégé est en cours.

7. Transgresser la réglementation relative aux usages, exploitations, activités ou les directives applicables aux espaces naturels protégés et à leurs zones périphériques, quand ceci provoque une perte de ses valeurs naturelles ou une altération de ses conditions d'habitabilité.

Article 50. Sanctions

1. Les infractions qualifiées dans cette Loi sont sanctionnées comme suit :

a) Infractions légères : amende de 60 à 300 euros.

b) Infractions graves: amende de 300,01 à 3.000 euros, et/ou fermeture de l'établissement ou suspension de l'activité, totale ou partielle, pendant un délai maximum de deux ans, s'il y a lieu.

c) Infractions très graves: amende de 3.000,01 à 12.000 euros et/ou fermeture de l'établissement ou suspension de l'activité, totale ou partielle, jusqu'à quatre ans, et/ou fermeture définitive, totale ou partielle, de l'établissement ou activité, s'il y a lieu.

2. Si la fermeture de l'établissement ou la suspension de l'activité ont un caractère temporaire, il sera pris en compte, à l'effet de son application, le temps de fermeture ou de suspension comme mesure conservatoire.

3. Les montants fixés dans cet article sont actualisés régulièrement conformément à la Loi du budget.

Article 51. Sanctions d'infractions simultanées

1. Au responsable de deux ou plusieurs infractions différenciées seront infligées les sanctions correspondant à chacune d'entre elles.

2. Dans tous les cas, il sera imposé une seule et unique sanction, même s'il existe deux ou plusieurs infractions dérivées des mêmes faits, lorsque l'une d'entre elles aura été un moyen indispensable pour en commettre une autre ou lorsque les autres infractions en soient nécessairement dérivées. Dans ces cas, la sanction qui correspond à l'infraction la plus grave est infligée, dans les marges établies légalement.

3. Les sanctions prévues dans cette Loi n'empêchent pas l'imposition des sanctions prévues par d'autres lois, sauf si celles-ci en disposent autrement.

Article 52. Graduation des sanctions

1. Dans la graduation des sanctions, les critères suivants sont pris en compte :
 - a) Leur répercussion pour la santé et la sécurité des personnes et des biens et leur transcendance.
 - b) Les préjudices causés au milieu naturel et à la biodiversité, en particulier aux espèces protégées.
 - c) Le caractère irréversible du dommage ou l'impossibilité de sa réparation.
 - d) Le caractère d'espace naturel protégé du lieu où l'infraction a été commise ou qui sera affecté par celle-ci.
 - e) Les circonstances du responsable de l'infraction, son intentionnalité, le but lucratif, le degré de mauvaise foi et de participation et le bénéfice obtenu.
 - f) La récidive. Aux fins de cette Loi, est considérée comme récidive la perpétration d'une infraction de la même nature, déclarée par décision définitive, dans la période d'un an. Dans ce cas, le montant de l'amende pourra être majoré de 50%, sans dépasser en aucun cas la limite la plus haute établie pour les infractions très graves.
2. Seront considérées comme facteur atténuant la rapidité et l'efficacité avec lesquelles l'infacteur aura adopté, par sa propre volonté, des mesures pour éviter ou diminuer les dommages et pertes dérivés de l'infraction, ainsi que la réalisation immédiate et efficace des mesures conservatoires qui auraient été accordées à ce sujet par l'instructeur de la procédure.

Article 53. Confiscations

Lorsqu'une infraction a été commise avec des moyens illégaux, ceux-ci seront saisis et confisqués. Une fois que la résolution sera ferme, ces moyens seront détruits ou envoyés où il convient. Seront également saisis et confisqués les exemplaires capturés ou en possession illicite.

Article 54. Prescription des infractions

1. Les infractions dont il est fait mention dans cette Loi prescriront : les fautes légères au bout de deux ans, les fautes graves au bout de trois ans et les fautes très graves au bout de cinq ans.
2. Le délai de prescription est calculé à compter du moment où l'Administration constate l'infraction et il est interrompu par l'ouverture de la procédure de sanction correspondante.

Article 55. Prescription des sanctions

1. Les sanctions prévues dans la présente Loi prescriront : celles infligées pour des infractions légères au bout de deux ans, celles infligées pour des infractions graves au bout de trois ans, et celles infligées pour des infractions très graves au bout de cinq ans.
2. Le délai de prescription commence à être calculé à compter du jour qui suivra celui où la décision par laquelle la sanction est infligée devient ferme.

3. L'ouverture de la procédure d'exécution, en connaissance de l'intéressé, interrompt le délai de prescription de la sanction. Le délai étant calculé à nouveau si la procédure est paralysée pendant plus d'un mois pour une cause non imputable à l'infacteur.

Chapitre III. Procédure de sanction et réparation du dommage causé

Article 56. Instruction

Pour tout ce qui n'est pas prévu au présent chapitre, pour infliger les sanctions prévues par cette Loi et exiger le rétablissement à son état original de la situation qui aurait été altérée et l'indemnisation des dommages et pertes occasionnés, les dispositions du Code de l'Administration sont applicables.

Article 57. Pouvoir de sanction

1. Conformément à ses compétences d'inspection et de contrôle, il appartient au Ministère responsable de l'environnement, l'ouverture, l'instruction et la décision des dossiers de sanctions, à l'exception de la décision des sanctions très graves, qui appartient au Gouvernement.

2. Conformément à leurs compétences d'inspection et de contrôle, il appartient aux Communes, l'ouverture, l'instruction et la décision des dossiers relatifs aux compétences qui leur sont propres.

3. Les Communes ou le Ministère responsable de l'environnement qui engagent une procédure de sanction doivent se le communiquer mutuellement. La notification correspondante comporte le désistement de l'organe notifié afin qu'il n'engage pas une autre procédure de sanction pour les mêmes faits.

Article 58. Mesures de précaution

1. L'organe qui engage une procédure de sanction peut adopter des mesures de précaution pour éviter la poursuite de l'infraction ou l'aggravation du dommage causé. Ces mesures doivent être cohérentes avec la nature de l'infraction présumée et proportionnées à sa gravité, et elles peuvent inclure, entre autres, la suspension provisoire des autorisations concédées en vertu de cette Loi et que les infracteurs auraient fait valoir pour commettre l'infraction.

2. Avant l'engagement de la procédure, les administrations peuvent adopter des mesures de précaution dans les cas d'urgence et dans ceux où la portée des intérêts publics affectés l'exigerait ainsi.

3. Lorsque l'infraction affecte des activités au regard desquelles l'administration qui a adopté des mesures d'urgence n'est pas compétente, l'instructeur doit informer l'administration compétente de l'ouverture de la procédure à afin que, le cas échéant, celle-ci exerce ses compétences de sanctions dans cette matière. Par ailleurs, l'organe compétent doit être informé des mesures de précaution adoptées, sans préjudice de celles que celui-ci peut adopter de manière additionnelle dans l'exercice de ses compétences.

Article 59. Personnes responsables

1. Sont responsables des infractions administratives prévues dans cette Loi les personnes physiques ou morales qui :

- a) Exécutent directement l'action d'infraction, ou celles qui ordonnent ladite action lorsque l'exécuteur est obligé de respecter l'ordre en question.
- b) Sont les titulaires ou les promoteurs de l'activité, ouvrage, exploitation ou projet qui constituent ou causent l'infraction.
- c) Omettent de satisfaire à une condition requise ou action prévues par la présente Loi.

2. Lorsque l'infraction dérive de l'usage indu d'autorisations émises, leur titulaire sera réputé en être l'auteur.

Article 60. Indemnisation de dommages et pertes et rétablissement du dommage causé au milieu naturel, à la biodiversité et au paysage

1. Sans préjudice des sanctions pénales ou administratives correspondantes, l'infracteur doit indemniser les dommages et pertes causés et doit rétablir à son état original, dans la mesure du possible, la situation physique et biologique qui aurait été altérée par rapport à l'état originel.

2. Le rétablissement du dommage peut inclure la démolition de ce qui aurait été construit, en enfreignant les préceptes de cette Loi.

3. Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer le degré de participation des différentes personnes responsables de l'infraction, la responsabilité sera solidaire entre elles.

Article 61. Rétablissement du dommage par le responsable

Les administrations publiques, conformément à leurs compétences respectives, peuvent procéder au rétablissement du dommage et de la réalité physique et biologique affectée à charge du responsable de l'infraction, sans préjudice de l'application du principe de répercussion économique dans le dossier de sanction de toutes les dépenses engagées dans le processus de réparation et de rétablissement.

Disposition transitoire

Les Communes peuvent réaliser des activités sur les masses forestières, dans le but de garantir la conservation de l'environnement naturel, de la biodiversité et du paysage conformément aux principes définis à l'article 36.1 de la présente loi, tandis que le Plan de gestion forestier n'est pas en vigueur.

Disposition dérogatoire

La Loi du 9 novembre 1983 sur la protection du patrimoine culturel-naturel d'Andorre est dérogée, ainsi que toute disposition de rang égal ou inférieur s'opposant aux dispositions de la présente Loi.

Disposition finale première

1. La Commission de coordination et de développement de la Stratégie sur la Biodiversité d'Andorre doit être constituée dans un délai maximum de six mois à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente Loi.
2. A partir de l'entrée en vigueur de la présente Loi, les Communes doivent élaborer les Plans de gestion forestier dans un délai de quatre ans et la régulation des pistes et chemins dans un délai de deux ans.
3. Le Gouvernement doit approuver les règlements d'application de la présente Loi dans un délai de deux ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente Loi.
4. A partir de l'entrée en vigueur de la présente Loi, les Communes responsables des espaces naturels protégés existants, doivent approuver, ou le cas échéant, adapter à la présente Loi, les instruments réglementaires de planification dans le délai d'un an.

Disposition finale deuxième

La présente Loi entrera en vigueur le lendemain de sa publication au Bulletin Officiel de la Principauté d'Andorre.

*